



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Industrie

- Recours contre un arrêté préfectoral à Gonfreville-l'Orcher : victoire en vue pour la CGT (trois ans plus tard...) (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Bilan 2025 des investissements étrangers : la Normandie confirme son modèle industriel (Gazette de Normandie)
- Mobilité décarbonée : l'IFPEN en visite chez Technomap à Martin-Église (Gazette de Normandie)
- Un second mandat pour Stéphane Lebas à la présidence de l'URSSAF Normandie (Gazette de Normandie)
- Forces vives du territoire, leurs parcours ont inspiré les chefs d'entreprise normands (Paris Normandie)
- L'armement havrais Towt lance une nouvelle ligne maritime France-Brésil en voilier-cargo (Paris Normandie)
- Intelligence artificielle : comment les entreprises de Rouen passent de l'expérimentation au concret (Paris Normandie)

Social et société

- Fécamp. L'association Exister alerte sur la montée de la précarité et l'effritement des services publics (Courrier Cauchois)
- Des distributeurs de billets dans les petites communes, l'étonnante idée d'une sénatrice de Seine-Maritime (76 actu)
- Assurance habitation : pourquoi la Normandie figure (toujours) parmi les régions les moins chères ? (Paris Normandie)
- L 214 mène une action à Rouen pour inciter Pizza Hut à revoir ses pratiques (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Fécamp. Tempête Goretti : David Roussel fait le point (Courrier Cauchois)

Sécurité

- Témoignages, plainte : ce que l'on sait des violences physiques et sexuelles dans les écoles lasalliennes à Rouen (France Bleu)
- Violences dans les écoles lasalliennes : "Il n'y a aucune volonté de couvrir les agissements" dit l'archevêque de Rouen (France Bleu)
- "Pour nous, c'est une grande honte", déclare l'archevêque de Rouen après les témoignages de violences à Jean-Baptiste-de-La-Salle (France 3)
- La CRS 31 a célébré son 81ème anniversaire près de Rouen : mais qu'est ce que cette institution ? (76 actu)
- Course-poursuite à Rouen, un homme interpellé avec 4 800 euros en liquide et de la drogue (France Bleu)

- « Fouilles XXL » : trois détenus condamnés à Rouen pour des téléphones en cellule (Paris Normandie)
- Près du Havre. Après avoir tenté de fuir les gendarmes, deux motards blessés se réfugient chez eux (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Près de Rouen, alerte rouge pour cette commune en grande difficulté financière (Paris Normandie)
- Au Havre, la tempête Goretti relance le débat sur la sécurité des lignes électriques à Dollemard (Paris Normandie)
- Bilan, finances, projets : un air de campagne au conseil municipal de Dieppe (Paris Normandie)
- « Pas de hausse de la fiscalité en 2026 », telle est la décision de l'Agglomération Dieppe Maritime (Paris Normandie)
- Extension de l'avant-port de Dieppe : Ports de Normandie en attente de financement (76actu)
- Poteaux tombés pendant la tempête : cette maire de Seine-Maritime attend toujours des nouvelles de chez Orange (76 actu)
- Grâce à ses installations, cette commune près de Dieppe labellisée « Village prudent » (76 actu)

Éducation

- Education. L'université de Rouen va pouvoir bénéficier de "cinq à six millions" du budget de l'Enseignement supérieur (Tendance Ouest)
- "Plusieurs millions d'euros" en plus cette année pour la fac de Rouen, promet le ministre de l'Enseignement supérieur (France Bleu)
- Université de Rouen : le ministre garantit que « tout le monde aura une place » (Paris Normandie)
- Non, aucun élève de maternelle n'est venu avec une arme à l'école Pasteur de Rouen (France 3)

Agriculture

- "Cette loi on n'en veut pas" : à Neufchâtel-en-Bray, des producteurs protestent à nouveau contre la loi Duplomb (France Bleu)

Mobilité / Transport

- Au pied des autoroutes de Normandie, les aires de covoiturage de plus en plus prisées (Ouest France)

Politique

- Municipales 2026 : à Fécamp, la gauche unie et le RN veulent ravir la mairie à droite depuis 12 ans (France Bleu)
- Après trois mandats, le maire de Neufchâtel-en-Bray ne se représente pas : "Cela a été très pesant, l'empilement et le harcèlement administratifs" (France 3)
- Municipales 2026 : À Bosc-le-Hard, le maire Philippe Vincent se prépare à un troisième mandat (76 actu)
- Municipales à Rouen. Logement, gratuité de la cantine... La France Insoumise dévoile son programme (76 actu)

- À Sotteville-sur-Mer, la maire sortante candidate à un nouveau mandat (76actu)
- Belleville-en-Caux : le maire annonce qu'il ne se représentera pas après 18 ans comme maire (76actu)
- Saint-Nicolas-d'Aliermont : Loïc Beaucamp en lice pour un premier mandat de maire (76 actu)
- Municipales 2026. À Rouen, le candidat LFI Maxime Da Silva lance sa campagne en fanfare (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Rouen, le candidat Éric Moisan (LO) « appelle les travailleurs à la lutte » (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : le maire repart en campagne « avec vous pour Sahurs » et une équipe renouvelée (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : « J'aime la Vaupalière », le conseiller Baptiste Dias Ferreira se présente (Paris Normandie)
- « Vis ma vie de maire ». À Saint-Etienne-du-Rouvray, comment allier proximité et gestion municipale ? (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Éric Herbet brigue un troisième mandat à la tête de Quincampoix (Paris Normandie)
- Élections municipales 2026 : À Étretat, André Baillard se présente à sa propre succession (Paris Normandie)
- « Je pars la tête haute » : à Criquetot-l'Esneval, Alain Fleuret raccroche son écharpe de maire (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Fontaine-la-Mallet, Philippe Bachelet veut incarner la continuité (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Manneville-la-Goupil, un conseiller municipal se présente face au maire sortant (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Loïc Beaucamp veut « continuer à faire rayonner Saint-Nicolas-d'Aliermont » (Paris Normandie)
- Du renouveau prévu à la mairie de Saint-Riquier-ès-Plains avec la candidature d'Arnaud Deneuve (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Saint-Léonard : une liste sans tête de liste pour « un nouvel élan » (Paris Normandie)

Environnement

- Après le retrait de deux cuves enterrées, une nouvelle source de pollution découverte à Neufchâtel-en-Bray (76 actu)
- Sandouville. Aux origines de la réserve naturelle (Courrier Cauchois)
- Réchauffement climatique. Les conséquences en Normandie : "On ne ferait plus pousser des pommes mais des noix de coco" (Environnement)
- Tempête Goretti : ce que deviennent les arbres cassés et déracinés en Normandie (Paris Normandie)
- Entre Saint-Laurent-en-Caux et Le Torp-Mesnil, le projet éolien de la plaine de Coqueréaumont avance (Paris Normandie)

Divers

- L'incompréhensible mansuétude de la mairie de Rouen à l'égard d'un condamné pour complicité de génocide (Le Poulpe)

Santé

- À Rouen, le Centre Henri-Becquerel recourt à l'Intelligence artificielle pour une radiothérapie sur-mesure (Ouest France)
- Après 30 ans d'existence, la clinique de Lillebonne ferme ses portes : "Je considère qu'on abandonne les 100 000 habitants de la vallée" (France 3)
- « 100 000 patients abandonnés » : la clinique Tous Vents ferme définitivement ses portes à Lillebonne (76 actu)
- "Comme un GPS pour le chirurgien" : un nouvel outil de pointe pour les opérations à l'hôpital des Feugrais (76 actu)

Justice

- « Une hausse des saisines » : à Dieppe, Jean-Luc Hudé retrouve la présidence du conseil des prud'hommes (Paris Normandie)

Patrimoine

- Détruit par un incendie en 2021, que va devenir le moulin de Blainville-Crevon ? (76 actu)

Recours contre un arrêté préfectoral à Gonfreville-l'Orcher : victoire en vue pour la CGT (trois ans plus tard)

A. Q.

4-5 minutes

Le tribunal administratif de Rouen a audiencé, jeudi 5 février 2026, un recours déposé contre un arrêté préfectoral pris en avril 2023 afin de réquisitionner du personnel gréviste à la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher



Par A. Q.

Publié: 7 Février 2026 à 14h48 Temps de lecture: 2 min

Un arrêté préfectoral cassé par décision de justice trois ans après son application ? L'action en justice est symbolique, puisque le dossier porte sur des arrêtés préfectoraux pris les 3 et 4 avril 2023.



La réquisition de 2023 sur la raffinerie TotalÉnergies de Gonfreville-

l'Orcher était-elle justifiée ? - archives Paris Normandie /
STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT

Les textes portaient sur la « *réquisition de personnels chargés de l'activité de pompage et d'expédition de la raffinerie [TotalÉnergies à Gonfreville-l'Orcher](#)* » et avaient été attaqués par la Fédération nationale des industries chimiques CGT. Le dossier était audienté jeudi 5 février 2026 au tribunal administratif de Rouen. Et si la décision a été mise en délibéré, la position du rapporteur public semble aller dans le sens du syndicat.

« **Risque pas démontré** »

« *Le préfet indiquait constater des ruptures partielles de carburants en Centre-Val-de-Loire et en Île-de-France et évoquait les congés scolaires et la prévision du week-end de Pâques pour justifier l'urgence de la réquisition.* » Or, selon le rapporteur, « *cette justification ne tient pas au regard des zones de vacances scolaires concernées et il n'y avait pas de risques d'approvisionnement pour les véhicules prioritaires.* » « *Le risque de pénurie n'a pas été démontré* », confirme l'avocate du syndicat, qui s'aligne bien sûr sur les conclusions du rapporteur public. La date du délibéré n'est pas encore communiquée.

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#)
[Seine-Maritime Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Bilan 2025 des investissements étrangers : la Normandie confirme son m ...

Par Chloé Guerout

3–4 minutes

En bref

Avec un «*niveau historique d'emplois liés à l'attractivité internationale*», la Normandie démontre en 2025 une attractivité industrielle solide.



En 2025, le géant italien Ferrero a annoncé un plan d'investissement de 95 millions d'euros destiné à renforcer sa présence industrielle dans la région normande. © Ferrero France

Publié le 6 février 2026 - Mis à jour le 6 février 2026

Publié le 29 janvier par Business France, le bilan des investissements étrangers 2025 fait état de 3 547 emplois créés ou maintenus en Normandie. Un «*niveau historique*», selon la Région, en forte hausse par rapport à 2024, où 2 177 emplois avaient été recensés.

Si 82 décisions d'investissement ont été enregistrées, leur nombre recule légèrement. En revanche, leur impact économique progresse nettement. Avec 4,4% des projets nationaux, la région concentre 7,4% des emplois associés, un ratio supérieur à son poids économique national.

Cette performance confirme un positionnement clair : la Normandie

privilégie la « *qualité* » et la « *valeur* » des investissements « *plutôt que leur volume* », se félicite la Région Normandie.

L'industrie au cœur de la dynamique régionale

En 2025, 32% des projets concernent des activités de production. À eux seuls, ils concentrent 76% des emplois créés ou maintenus. Ce profil place la Normandie en tête des régions françaises pour le nombre d'emplois générés par projet d'implantation.

«Ce profil distingue nettement la Normandie du reste du territoire national et confirme son rôle de terre d'accueil des sites industriels, des unités de production et des activités à forte valeur ajoutée», se réjouit la collectivité.

Des filières stratégiques consolidées

Les investissements étrangers renforcent plusieurs secteurs clés : automobile, agroalimentaire, énergie et transition énergétique, logistique, chimie, recyclage et services à l'industrie. La Normandie capte notamment 10% de l'emploi national lié aux projets automobiles et 8% dans l'agroalimentaire, *«confortant sa place dans les chaînes de valeur industrielles françaises et européennes»*.

Plus des trois quarts des projets sont portés par des investisseurs européens. L'Allemagne arrive en tête, devant la Belgique, les États-Unis, le Danemark et le Royaume-Uni.

«Ces résultats s'inscrivent pleinement dans la stratégie régionale qui place l'industrie au cœur de la transformation économique», indique la Région.

Mobilité décarbonée : l'IFPEN en visite chez Technomap à Martin-Église

Par L.R

3-4 minutes

En bref

En janvier dernier, les ateliers de Technomap à Martin-Église ont accueilli une délégation de l'IFP Energies nouvelles (IFPEN).



Christophe Vergneault dirige Technomap depuis 2014. Il veut s'ouvrir au marché du nautisme. © Aletheia Press / B.Delabre

Publié le 9 février 2026 - Mis à jour le 9 février 2026

Cette visite en Seine-Maritime marque une étape clé pour le groupe Tec E Mouv. L'enjeu : officialiser les synergies autour de la mobilité durable et du démonstrateur PePHyT, un projet de rupture qui illustre la volonté de transformer l'innovation technologique en solutions industrielles concrètes.

PePHyT : l'excellence électrique entre mer et terre

Au centre des échanges, le démonstrateur PePHyT permet de valider une architecture électrique de pointe adaptée aux applications maritimes et terrestres. Ce duo technologique associe un moteur haute performance à un onduleur 800V, fusionnant les expertises : l'agilité orientée marché de Technomap et la puissance

de la recherche appliquée de l'IFPEN. Les deux partenaires partagent une trajectoire commune : réduire le délai entre le laboratoire et le terrain pour déployer rapidement des solutions opérationnelles.

Tec E Mouv : un moteur financier et industriel

Cette rencontre s'inscrit dans la genèse du groupe Tec E Mouv, né de la holding Tec Innovavec le soutien d'IFP Investissement. Grâce à une participation de 6 %, l'IFPEN appuie la mise sur le marché de solutions décarbonées pour le transport de personnes et de marchandises. Ce modèle de coopération renforce les capacités de croissance de l'entreprise tout en préservant l'indépendance opérationnelle de Technomap, qui bénéficie désormais d'un accès privilégié aux ressources de calcul et de simulation de l'IFPEN.

Rayonnement du maillage industriel normand

Au-delà de l'aspect technique, cette alliance sécurise l'intégration d'innovations critiques et renforce le maillage industriel en Normandie. En alignant les compétences de l'écosystème local avec les exigences mondiales de la mobilité propre, Technomap et l'IFPEN se positionnent comme des acteurs majeurs de la transition énergétique, capables de porter des projets d'envergure depuis le territoire haut-normand vers des marchés internationaux.

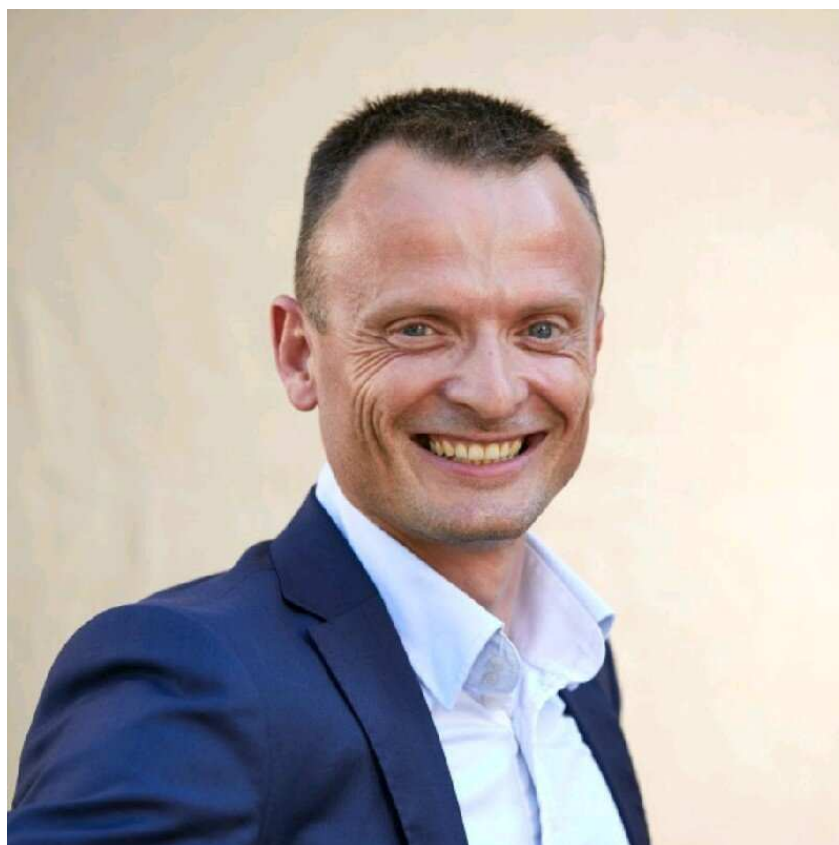
Un second mandat pour Stéphane Lebas à la présidence de l'URSSAF Norma ...

Par Chloé Guerout

2-3 minutes

En bref

Le président du conseil d'administration de l'URSSAF Normandie, Stéphane Lebas, a été réélu pour un second mandat.



© LinkedIn

Publié le 9 février 2026 - Mis à jour le 9 février 2026

Mardi 20 janvier, le conseil d'administration (CA) de l'URSSAF Normandie a réélu à sa présidence le mandataire Medef de Normandie pour un second mandat. «*Ce renouvellement est un signal fort : celui de la continuité et de l'ambition pour notre territoire*», s'enthousiasme le président réélu.

Depuis quatre ans, il conduit l'instance unifiée en visant la rigueur au service des usagers normands, en lien avec le président national du conseil d'administration de l'URSSAF Caisse Nationale. Son objectif : défendre les employeurs, renforcer la proximité de l'organisme et accompagner l'économie régionale avec pédagogie et efficacité.

Ce mandat se poursuivra avec l'ensemble des administrateurs, Sandra Auzannet, directrice régionale, son comité de direction et les 550 collaborateurs présents sur les cinq départements normands et huit sites de proximité.

L'URSSAF Normandie accompagne 365 000 usagers et collecte 15,4 milliards d'euros pour financer la santé, la retraite, la famille, le chômage, la formation professionnelle et la mobilité.

Forces vives du territoire, leurs parcours ont inspiré les chefs d'entreprise normands

Dorothée BRIMONT

7-9 minutes

La deuxième édition des Forces vives du territoire, le mardi 3 février 2026 à Rouen, a fortement inspiré les chefs d'entreprise normands. Sur scène, pendant quelques minutes, une quinzaine de dirigeants s'est racontée. Doutes, échecs, réorientation... et surtout succès.



Près d'un millier d'entrepreneurs normands a assisté à la seconde édition des Forces vives du territoire. - PND



Publié: 6 Février 2026 à 11h39 Temps de lecture: 2 min

Un peu moins d'un millier de chefs d'entreprise a assisté à la deuxième édition des [Forces vives du territoire](#), mardi 3 février 2026 au Kindarena de Rouen. Le temps d'un après-midi, une quinzaine de « tops speakers » s'est succédé sur scène. Leur mission ? Se raconter en quelques minutes. Raconter leurs succès mais aussi leurs doutes, leurs échecs, leurs peurs.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ainsi, Olivier Legrand, [président de Révima](#), explique qu'après une période très compliquée, « *nous connaissons depuis 2022 une croissance de 24 % par an. Nous sommes devenus leader mondial de l'entretien et la réparation des APU (groupe auxiliaire de puissance, ndlr) et trains d'atterrissage d'avion.* » Pascal Houdayer, PDG des laboratoires Boiron, lui aussi après une période bien sombre, se réinvente et s'envole vers le succès. « *Pour changer le monde, il faut changer notre monde, casser les barrières.* » [Thomas Derichebourg](#), du groupe éponyme, non sans humour, prône la passion du métier, « *ce qui est capital, c'est d'aimer ce qu'on fait. Et moi, j'adore les déchets.* »

Un après-midi inspirant pour regonfler à bloc les chefs d'entreprise normands alors que le contexte national et international est bien morose.

Allier croissance et écologie



Myriam Maestroni, présidente de la fondation E5T, souhaite réconcilier croissance économique et écologie. - PND

Le parcours de Myriam Maestroni est quelque peu atypique. À 24 ans, elle dirige, en Espagne, Dyneff et Agip, des groupes pétroliers, « *à ce moment-là, je pensais vraiment œuvrer pour le bien du monde puisque [l'énergie était au cœur de notre société](#) moderne.* » Cependant, elle est vite rattrapée par sa conscience écologique notamment quand les médias s'emparent du sujet du trou dans la couche d'ozone. Alors, elle change de secteur d'énergie. Elle crée la filiale espagnole de Primagaz puis elle reprend la direction générale de Primagaz en France. [S'intéressant aux travaux du Giec](#), elle décide de quitter le groupe pour monter sa propre société : économie d'énergie. « *Nous sommes devenus leader dans la promotion des travaux de rénovation énergétique.* » Aujourd'hui, elle l'a revendue et milite pour réconcilier croissance et écologie au sein de sa fondation E5T. « *Nous ne sommes pas là pour donner des leçons mais rechercher des solutions.* »

Inciter les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat



Hervé Zipper, PDG de Coverguard, invite les jeunes à oser entreprendre. - PND

Il n'y a pas d'école de chefs d'entreprise.

Avant de devenir chef d'entreprise de Coverguard, Hervé Zipper commence sa carrière dans les RH, « *ça m'a vraiment convaincu que l'humain est au centre de l'entreprise.* » Puis, l'envie d'entreprendre le rattrape et il monte une première société avant de rejoindre l'aventure Coverguard. Il conçoit, fabrique et distribue des équipements de protection individuelle, « *je protège les travailleurs* », résume-t-il. De son expérience, il remarque « *qu'il n'y a pas d'école de chefs d'entreprise.* » Tout est une question de rencontres, d'envies et d'opportunités. Il prône [le mentorat pour inciter les jeunes à se lancer](#) dans l'aventure. Tout est une question de confiance, « *la confiance c'est donner envie aux gens de s'investir, de se dépasser mais aussi de se tromper. Il faut faire sauter les verrous.* » Notamment parce que « *plus on est jeune, moins on a à perdre.* » Et de citer un dicton africain, « *si tu avances, tu meurs, si tu n'avances pas, tu meurs, alors avance.* »

Miser sur le territoire



Philippe Véran, PDG de Biotech dental, mise sur le territoire pour valoriser et développer son entreprise. - PND

Expert-comptable de formation, Philippe Véran plaisante « *il n'y a rien de plus triste comme métier. Mais, c'est quand même lui qui m'a donné la base et l'envie de franchir le Rubicon, c'est-à-dire entreprendre.* » Il est aujourd'hui à la tête de Biotech dental qui conçoit, entre autres, des prothèses dentaires. Homme du sud, il a décidé de [mettre son énergie au service de son territoire](#). « *Quand j'ai installé Biotech à Salon de Provence, nous étions 5 à y travailler. Aujourd'hui, on est le premier employeur privé de la ville. Il y a un peu plus de 1000 personnes qui travaillent pour les différentes sociétés du groupe, en plus des sous-traitants, des restaurants, des hôtels... Voilà, c'est ça qui est fabuleux.* » La clé de la réussite ? « *C'est faire confiance à son territoire, faire confiance aux gens qui l'habitent et faire venir de nouvelles personnes.* »

Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



L'armement havrais Towt lance une nouvelle ligne maritime France-Brésil en voilier-cargo

Nicolas Le Jean

4-5 minutes

Towt, pionnier français du transport en voilier-cargo basé au Havre, lance l'Esperança Line, une ligne régulière France – Brésil 100 % à la voile. En mars 2026, ce service offrira un transport conciliant performance et engagement environnemental.



Publié: 7 Février 2026 à 07h17 Temps de lecture: 1 min

L'armement [havrais Towt](#) (TransOceanic Wind Transport), pionnier français du transport de marchandises à la voile, annonce le lancement de l'Esperança Line, une ligne maritime régulière France – Brésil aller et retour.



L'armement Towt, basé au Havre, annonce la mise en place, en mars 2026, d'une nouvelle ligne régulière France-Brésil pour le transport de marchandises 100 % à la voile. - Boris Maslard/Paris Normandie

Mise en service à partir de mars 2026, « avec une fréquence mensuelle qui ira croissant », cette nouvelle route transatlantique répond à « *une demande croissante des chargeurs pour des solutions logistiques à la fois performantes et décarbonées* », livre la communication de Towt. Elle ajoute que cette nouvelle ligne s'appuie sur deux années d'opérations réussies, en 2024 et 2025, durant lesquelles « *les chargeurs engagés ont salué la régularité des services, la fiabilité des opérations, la qualité de conservation des marchandises et la capacité de Towt à proposer des schémas logistiques adaptés à leurs contraintes commerciales* ».

Le Brésil, « partenaire stratégique »

L'Esperança Line reliera les ports du Havre et de Fécamp à ceux de Santos et São Sebastião au Brésil. Pour Towt, le pays s'impose comme un « partenaire stratégique », porté par des échanges soutenus avec l'Europe et une sensibilité croissante aux enjeux climatiques.

Cette nouvelle ligne commerciale s'ajoute aux huit déjà existantes chez Towt : cinq lignes transatlantiques et trois entre les Amériques. Comptant deux voiliers-cargos, la flotte de Towt va être renforcée de six nouveaux navires d'ici 2027.

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Intelligence artificielle : comment les entreprises de Rouen passent de l'expérimentation au concret

Robin Rioult

7-9 minutes

À Rouen, de plus en plus d'entreprises intègrent l'intelligence artificielle à leurs activités quotidiennes. De l'intérim au conseil informatique, quelques acteurs locaux avancent prudemment. Rencontre.



Par Robin Rioult

Publié: 8 Février 2026 à 13h41 Temps de lecture: 2 min

Face à l'essor de l'intelligence artificielle, de nombreuses entreprises s'interrogent : faut-il intégrer ces outils aux processus internes, et à quelles conditions ? Ces questions, le spécialiste de l'intérim et de l'insertion professionnelle rouennais Semafor se les pose depuis l'arrivée des premiers outils d'IA grand public, il y a quelques années déjà.

Après réflexion, la direction a tranché : l'intelligence artificielle est un outil utile, à condition de bien l'utiliser. « *L'IA a un gros potentiel, mais pour l'instant ce n'est pas une révolution qui chamboule tout du jour au lendemain* », explique le directeur général, Pierre Hermann. Reste que dans l'entreprise, rares sont les services à ne pas l'utiliser. « *On a levé un tabou* », se félicite Julien Lebas, en charge du marketing et du pôle digital.





Julien Lebas (gauche) et Pierre Hermann posent à côté d'un de leurs outils IA, développé en open source pour aider à augmenter la sécurité au travail. - PND

Pour Semafor, tout a commencé en 2022 lorsque « *les plus geeks* » de ses employés ont commencé à expérimenter avec les premiers outils grand public, en particulier ChatGPT. « *C'étaient des initiatives personnelles, il n'y avait pas forcément de direction donnée par l'entreprise* », se rappelle Pierre Hermann. Semafor a vraiment « *sauté le pas* » en 2024. « *Nous avons fixé une ligne directive avec une charte interne, avons choisi des outils et avons commencé à mettre en place un vrai accompagnement des collaborateurs* », résume Julien Lebas.

Des utilisations très concrètes

Concrètement, Semafor utilise l'IA pour plusieurs tâches. La première, c'est de simplifier les tâches administratives. La seconde concerne directement les intérimaires : en mettant en place son propre outil IA, stocké sur ses propres serveurs mais accessible depuis un smartphone, Semafor a mis un coup de neuf à tous ses protocoles de sécurité et d'accompagnement sur le terrain. Finis, les formulaires « *que quasiment personne ne remplissait* ». Les intérimaires peuvent désormais signaler instantanément un problème, une faille de sécurité ou poser une question en direct.

La chose est d'autant plus précieuse que l'IA est polyglotte, comprend très bien le « *langage SMS* » et accepte les commandes vocales. « *Dans notre économie, certaines n'ont pas passé l'étape de la maîtrise des outils informatiques et ils sont plus nombreux que ce que l'on croit*, constate Pierre Herman. *Mais notre IA est extrêmement simple d'utilisation, puisqu'elle est établie à partir d'un modèle de conversation. Ils passent directement à l'étape supérieure !* »

De quoi faciliter la vie des intérimaires ne parlant pas encore parfaitement le français, ou ayant un certain âge. « *On ne va pas*

se le cacher, utiliser l'IA nous permet d'économiser du temps et de l'argent, résume Pierre Hermann. La finalité est commerciale. »

Des entreprises spécialisées à Rouen

Ces bouleversements, Camille Simon, [fondateur de l'entreprise ForeachCode](#), les connaît bien. Sa structure d'une dizaine d'employés, spécialisée dans le conseil informatique, développe des outils d'intelligence artificielle conçus pour une application concrète et immédiate sur le terrain. Son objectif ? Visiter le client, passer auprès de chaque service, et voir comment les outils IA pourraient faciliter le travail au quotidien.



Camille Simon est le fondateur de la société rouennaise ForeachCode. - PND

Les demandes viennent de tous les secteurs : des artisans aux grandes entreprises, des structures spécialisées dans les risques psychosociaux au transport de marchandises. Dans ce deuxième cas, par exemple, ForeachCode a aidé une entreprise à réduire considérablement la charge de travail autour de la construction des devis. [Ses clients sont internationaux](#), et une simple marchandise comme « *une côte de bœuf* » peut être appelée de manière très différente en fonction des pays. « *Vérifier 200 lignes sur un devis, ça peut prendre la journée ! Ils ont d'un côté des demandes de produits d'un client, de l'autre leur référentiel.* »

« Au lieu d'y passer sept heures, il va y passer une heure ! »

Une tâche monotone pour laquelle l'IA excelle. Aujourd'hui, elle s'occupe de cette tâche avec 60 % de fiabilité. ForeachCode vise à moyen terme un taux de réussite situé entre 80 et 90 %.

« L'employé doit quand même vérifier s'il y a des petites erreurs, mais il gagne beaucoup de temps. Au lieu d'y passer sept heures, il va y passer une heure ! »



Camille Simon est le fondateur de la société rouennaise ForeachCode. - PND

Si l'IA peut être un outil très efficace, Camille Simon alerte cependant sur le fait [qu'elle n'est pas toujours si simple à utiliser](#). Lui confier toutes les rênes d'un projet informatique, par exemple, peut se révéler désastreux : « Rapidement, on peut être confronté à des problèmes de structuration de bases de données, de sécurité, de conception... Des failles un peu dans tous les sens ! »

Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



Fécamp. L'association Exister alerte sur la montée de la précarité et l'effritement des services publics

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Lors de son assemblée générale, samedi 7 février à [Fécamp](#), l'association Exister a dressé un bilan sans concession de l'année écoulée. Hausse de la précarité, complexité administrative, recul des services publics : dans un contexte social dégradé, la structure voit ses missions s'alourdir tandis que ses marges de manœuvre se réduisent.

Une précarité qui s'installe

Fermetures d'entreprises, licenciements, gel des salaires et recul du pouvoir d'achat composent un paysage social de plus en plus fragile. Pour Jean Bunel, président de l'association Exister, le constat est clair : *"La réalité, c'est plus de pauvres avec moins de petits boulots."* La hausse du nombre de demandeurs d'emploi, notamment chez les jeunes et les plus de 50 ans, s'accompagne d'une complexification croissante des démarches administratives. Retraites, sécurité sociale, droit du travail, les réformes successives et le manque d'informations ralentissent l'accès aux droits. Jean Bunel dénonce un désengagement progressif de l'Etat : *"Par souci d'économie, les structures de proximité ont été fermées, précipitant les populations dans la paupérisation."*

"La réalité, c'est plus de pauvres avec moins de petits boulots."

Malgré tout, l'association poursuit son action : plus de 1 800 entretiens pour l'aide juridique réalisés cette année, des adhésions en hausse et un afflux constant de personnes en difficulté. Une activité soutenue, rendue possible par l'engagement des bénévoles, mais fragilisée par des moyens limités.

Annulation du tournoi de futsal

Symbole fort de ces difficultés, Exister va annuler son traditionnel tournoi de futsal de Noël en 2026. En cause, des conditions d'accueil jugées inacceptables, notamment l'absence de chauffage dans le gymnase, lors de la dernière édition. "*Ça a été une vraie catastrophe*", déplore Jean Bunel, évoquant une salle à 11 degrés, une fréquentation en chute et même des blessures parmi les joueurs. Cette décision, lourde de sens, illustre les obstacles croissants auxquels se heurtent les initiatives locales, pourtant essentielles au lien social.

Même avec ce contexte incertain, Exister refuse de baisser les bras. "*Si on ne voit pas l'avenir de façon positive, la seule issue est de continuer à se battre pour exister*", conclut le président.

Des distributeurs de billets dans les petites communes, l'étonnante idée d'une sénatrice de Seine-Maritime

5–6 minutes

Une loi qui oblige les banques à rester en campagne, initiative de Céline Brulin, sénatrice communiste de Seine-Maritime, est actuellement étudiée au Sénat.

Article réservé aux abonnés



La sénatrice Céline Brulin veut un distributeur dans chaque village de plus de 1000 habitants (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 8 févr. 2026 à 9h04

Déposée au Sénat le 20 janvier, une proposition vise à **garantir l'accès aux espèces** face à la disparition des DAB (Distributeur Automatique de Billets). Cette idée lancée par le groupe CRCE-K (groupe Communiste, Républicain, écologiste et Citoyens – Kanaki) a été mise en avant par **Céline Brulin**, sénatrice communiste de la [Seine-Maritime](#). Le but : qu'un distributeur soit installé dans chaque commune d'au moins 1 000 habitants.

Un moyen de paiement encore très utile

Le meilleur moyen de vous l'expliquer, c'est d'en parler avec celle qui en a eu l'idée. Céline Brulin se dit prête à faire changer les

choses, et à « assurer l'égalité entre les citoyens à ce sujet, qu'ils vivent en ville ou à la campagne ». En effet, les espèces représentent encore « **43 % des transactions**, c'est la preuve que ce moyen de paiement reste très utile. En particulier quand vous allez au marché, certains commerçant n'utilisent pas de terminal de paiement électronique (TPE). Et puis ça évite une partie de la tentation d'achat ».

Quand on a du liquide on sait exactement ce qu'on possède, on cherche moins à dépenser ce qu'on n'a pas, alors qu'avec une carte bancaire la tentation est plus forte

La sénatrice explique aussi qu'avec sa proposition de loi, les démarches lorsqu'un maire souhaite installer un distributeur seront facilitées : « il suffira au maire d'une commune d'en faire la demande auprès de la Banque de France qui prendra le relais pour l'examiner. Si la demande est acceptée, la Banque de France exigera d'une banque d'en placer un ».

Elle a même prévu d'installer un fond spécifique en cas de refus des banques, le « **fond France-espèce** », géré par la banque de France et utilisable par la Banque Postale, qui prendra les choses en main si la banque choisie pour l'installation refuse.

L'avis des habitants

Cette proposition de loi a beau être intéressante pour certains, pour d'autres, l'intérêt n'y est pas. Dans les communes d'Avesnes-en-Val (76630) et Sept-Meules (76260), choisies car le distributeur le plus proche se trouve à 10 kilomètres, les habitants et les passants ont des avis mitigés.

Une passante confie : « l'idée est bonne, mais ça arrive trop tard, **l'argent liquide est voué à disparaître**. Même pour acheter une baguette les gens préfèrent utiliser leur carte bancaire ». Un autre habitant met en avant la différence entre les besoins des personnes actives, et ceux des retraités : « il faudrait rajouter des distributeurs mais pas ici, on est trop perdu au fin fond de la campagne. Et puis les personnes qui vont travailler passeront forcément à côté d'un distributeur en chemin alors ils n'en ont pas d'utilité. Je pense surtout aux retraités qui ne peuvent plus conduire, ce sont les même qui utilisent encore beaucoup de liquide ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

La majorité des personnes interrogées aiment l'idée, mais

s'inquiètent du coût. Pour les petits villages, la mairie n'aura pas les moyens de financer ce genre d'infrastructures ; raison pour laquelle la sénatrice souhaite mettre à contribution « toutes les banques, même celles en ligne. Il n'y a pas de raisons que seules les banques traditionnelles doivent payer alors que ces banques en ligne utilisent les distributeurs aussi ».

Cette proposition de loi actuellement **en première lecture à l'Assemblée Nationale** fera donc l'objet de quelques débats qui ne devraient pas poser de problème, puisque la sénatrice dit que son texte n'est pas parfait, et qu'elle serait heureuse de pouvoir « améliorer ce maillage ».

Matteo Bertrand

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Assurance habitation : pourquoi la Normandie figure (toujours) parmi les régions les moins chères ?

Patricia LIONNET

7-8 minutes

La prime d'assurance, importante dans le budget logement, qui a fortement augmenté en 2025 coûte pourtant pour le Normand moins que la moyenne nationale. Elle reste néanmoins élevée dans certaines parties du territoire. Décryptage et explications.



Assurer son logement dans une des communes du littoral de la Seine-Maritime revient en moyenne plus cher qu'un bien situé à des dizaines de kilomètres de la mer. - Archives Paris Normandie
Boris Maslard



Publié: 9 Février 2026 à 06h48 Temps de lecture: 2 min

Saviez-vous que légalement, l'assurance habitation n'est pas obligatoire pour les propriétaires d'une maison individuelle (à leurs risques et périls) ? Elle l'est pour ceux qui sont en copropriété et pour les locataires. Et c'est un budget, alors qu'elle a connu une hausse de 10 % en moyenne entre 2024 et 2025 en raison de l'augmentation du coût [des sinistres climatiques](#), de la flambée des

coûts des matériaux et de la revalorisation de la surprime catastrophes naturelles, passée de 12 % à 25 % pour les contrats d'assurance (qui permet d'être indemnisé si un arrêté interministériel reconnaît l'état de catastrophe naturelle dans sa commune).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Alors, quand on touche au porte-monnaie, autant s'informer et comparer. Selon [LeLynx.fr](#), 44 % des Français adoptent ce réflexe dès que la hausse flirte avec les 20€. Dans ce contexte, le comparateur de prix en ligne spécialisé dans l'assurance, la mutuelle santé et l'énergie sort son baromètre Habitation 2026 sur les comportements des assurés selon les profils, les surfaces et les territoires. Il s'agit d'une moyenne locataire/propriétaire, en sachant que les 2e paient deux fois plus que les locataires, en raison du capital à assurer, des risques et de la surface du logement. Des éléments tirés d'informations auprès de 70 marques d'assurance différentes.

Combien payez-vous par an votre assurance habitation ?

Prime moyenne pour les départements normands	
Eure	202€
Seine-Maritime et Calvados	156€
Orne	167€
Manche	174€

Prime moyenne pour les villes de plus de 45 000 habitants	
Le Havre	136€
Rouen	107€
Evreux	122€
Dieppe	139€
Caen	102€



1

Dans le top 4 des régions les moins chères, la Normandie plus coûteuse que la Bretagne

« Le montant d'une prime d'assurance est multifactoriel. Il dépend

du coût des réparations, de l'importance des sinistres et de leur fréquence », résume Arthur Martiano, directeur général chez LeLynx.fr. Il poursuit en affirmant que « *la hausse de l'assurance habitation n'est pas uniforme. Elle reflète la réalité des territoires : là où [les sinistres](#) sont plus nombreux et plus coûteux, les primes augmentent davantage.* » Résultat : en 2025, les assurés français ont tous payé plus cher qu'en 2024. Et la hausse « *contenue et soutenue* » devrait se poursuivre en 2026.

Les Normands ont dû s'acquitter en moyenne d'une cotisation annuelle de 167€ (soit 12 % d'augmentation) contre 172€ en moyenne nationale. Ce qui place malgré tout la région dans le top 4 des moins chères en France, devant les Pays de la Loire (164€), l'Île-de-France (158€) et la Bretagne (158€). Alors, pourquoi débourse-t-on moins en Bretagne qu'en [Normandie](#) ? Mais moins que dans les Hauts-de-France (181€) par exemple. Arthur Martiano dégage ses arguments : « *La Bretagne et la Normandie sont proches certes (et récemment, il y a eu beaucoup d'inondations dans la 1ère région), mais les assureurs définissent leurs prix en fonction des risques passés et prédits. Le but d'un assureur, c'est d'équilibrer son risque pour que les primes collectées puissent permettre de payer tous les sinistres.* »

Conclusion : le risque et le coût du remboursement de ce risque reflété dans les primes sont moins élevés en Normandie que globalement dans l'ensemble du sud de la France (196€ en Nouvelle-Aquitaine et 185€ en Occitanie)

2

L'Eure explose les plafonds et rejoint le Sud-Ouest

Il n'empêche : si la Normandie reste dans l'ensemble « raisonnable » pour l'instant, l'Eure, le département normand le plus cher, à lui seul avec une prime moyenne annuelle de 202€, explose les compteurs. Pourquoi presque 50€ de différence avec la Seine-Maritime ? « *L'Eure est même plus cher que l'Aquitaine. C'est un secteur rural avec davantage de maisons, qui sont en moyenne plus grandes, avec un coût davantage lié au bâti qu'à la localisation précise. Donc, assurer une belle demeure normande revient plus cher qu'un appartement au Havre ou à Rouen* », détaille Arthur Martiano, qui insiste sur la notion de « *sinistralité* » et « *des dégâts d'ordre climatique.* »

3

Le Havre et Dieppe plus chers que Rouen

Près de 30 % de différence entre des villes à moins d'une centaine

de kilomètres et situées dans le même département. Le Havre et Dieppe autour de 130€ et Rouen à moins de 110€. En raison de l'environnement maritime ? Arthur Martiano répond : « *Ce n'est pas parce que Le Havre et Dieppe sont exposés à la mer qu'elles vont être pénalisées, mais le montant est lié au risque observé avec une prise directe aux vents, [aux tempêtes](#), à la corrosion. À Rouen, il y a moins de sinistres et en tout cas ceux en lien avec la Seine sont moins importants.* »

Avec ses 102€, Caen reste la ville normande la plus intéressante du côté de l'assurance habitation, « *parce qu'il y a plus d'appartements que de maisons.* »

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Eure](#) [Seine-Maritime](#) [Dieppe](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)



L 214 mène une action à Rouen pour inciter Pizza Hut à revoir ses pratiques

Paris Normandie

3–4 minutes

Quelques bénévoles de l'association L214, qui lutte contre la maltraitance animale dans l'industrie agro-alimentaire, ont mené une action devant le Pizza Hut situé boulevard des Belges.



Les militants se sont installés devant le Pizza Hut du boulevard des Belges, samedi 7 février 2026. - L 214



Publié: 8 Février 2026 à 10h52 Temps de lecture: 1 min

Samedi 7 février 2026, sur l'heure de midi, des militants de l'association L214, qui milite pour la bienveillance animale dans l'agro-alimentaire, se sont installés devant le restaurant Pizza Hut, boulevard des Belges, à [Rouen](#) « afin de rappeler l'enseigne à ses engagements concernant le European Chicken Commitment (ECC) qui lutte contre les pires pratiques d'élevage et d'abattage de poulets », présente Barbara Alhomme, co-référente Rouen L214.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une pétition en ligne

En 2020, Pizza Hut s'était engagé à respecter l'ECC mais, selon l'association, l'entreprise n'a jamais publié de rapport d'avancement et a supprimé toute mention de cet engagement de son site internet. Les bénévoles ont incité les passants à signer une pétition en ligne. « *Ils étaient intrigués par notre présence et réceptifs au message de l'association* », poursuit la militante.

À ce jour, la [pétition](#) a rassemblé près de 4000 signatures. Elle est disponible sur le site de l'association.

Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



Fécamp. Tempête Goretti : David Roussel fait le point

Valentin Carpentier

2-3 minutes

Un mois après le passage de la tempête Goretti sur le littoral cauchois, le maire de [Fécamp](#), David Roussel, fait le point sur les travaux à venir.

Un plan d'action en deux temps

C'est dans [une vidéo publiée sur le compte Facebook de la Ville](#), samedi 7 février, que l'édile s'est exprimé. Dans un premier temps, il a tenu à saluer le travail des services communaux de Fécamp mais aussi ceux des communes voisines venus en soutien ainsi que de la réserve communale et des entreprises locales. *"Tout le travail de nettoyage et de déblaiement a été fait en un temps record. Je suis très fier des équipes de la ville"*, lance le premier magistrat de la cité des Terre-Neuvas.

Pour la suite, le maire annonce une stratégie en deux temps. La première, à court terme, préparer la saison estivale qui arrive à grands pas. *"Il est important de redonner un aspect à notre plage, qui est la vitrine de notre ville"*, souligne David Roussel. Un second temps sera consacré à la reconstruction des éléments de protection de la digue. Le maire annonce l'installation de garde-corps pour cette saison puis pour l'année prochaine la construction d'éléments de protection plus pérennes. Par la suite, d'après le maire, des ouvrages hydrauliques seront prolongés tout le long de la digue. Des études et mesures sont en cours. *"Les ouvrages que nous avons déjà ont vraiment bien joué leur rôle, explique-t-il. On le voit bien du côté de l'ancien casino où il y a eu très peu de dégâts."*

"Il est important de redonner un aspect à notre plage, qui est la vitrine de notre ville"

Concernant les jeux pour enfants, David Roussel affirme qu'ils seront remis en état pour cette saison : *"Sans doute fin du printemps, pour que les familles puissent s'y retrouver."* En conclusion de cette vidéo, le maire remercie toutes les personnes

qui se sont impliquées. "*Merci à tous ceux qui nous ont soutenus durant cette épreuve, car oui c'est une épreuve*", lance-t-il.

[Par ailleurs, la Ville de Fécamp a déposé une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.](#)

Témoignages, plainte : ce que l'on sait des violences physiques et sexuelles dans les écoles lasalliennes à Rouen - ICI

Emmanuel Grabey , Lila Lefebvre

8-11 minutes

Neuf anciens élèves des écoles lasalliennes de Rouen ont saisi la cellule d'écoute mise en place par la Congrégation. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le mercredi 4 février 2026 à 12:49 Mis à jour le vendredi 6 février 2026 à 12:38

Neuf anciens élèves du réseau des écoles lasalliennes, dont Jean-Baptiste-de-La-Salle de Rouen, ont saisi la cellule d'écoute créée en 2014 par la Congrégation pour entendre les victimes de violences physiques et sexuelles. Une plainte est déposée. ICI Normandie fait le point ce vendredi.

Quatre établissements de Rouen sont à leur tour éclaboussés par un scandale de sévices et violences sexuelles commis dans les établissements scolaires privés catholiques. Le pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle, situé dans le quartier Saint-Gervais, et qui accueille aujourd'hui 1.500 élèves du CP à la terminale, est au cœur [des révélations et des témoignages d'un nouveau collectif national](#) de victimes, rendus publics dimanche 1^{er} février 2026. Comme de nombreux autres établissements de toute la France gérés par la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes, dit aussi réseau lasallien, [d'anciens élèves sortent du silence et témoignent avoir été victimes de sévices et de violences, certaines d'ordre sexuel](#), sur une période allant des années 1950 à 1980. ICI Normandie fait le point ce mercredi.

Neuf anciens élèves rouennais du réseau lasallien ont saisi la [cellule d'écoute](#) mise en place par la Congrégation en 2014. Sur ces neuf saisines, *"cinq émanaient de personnes mettant en cause des religieux de la Congrégation (tous décédés), une concernait des violences entre élèves, deux visaient des personnels laïcs (vraisemblablement aussi décédés), et une provenait d'un témoin ayant souhaité apporter un témoignage"*, détaille la Congrégation

dans un communiqué transmis par son avocat, Me Matthias Pujos. *"À ce stade, cinq protocoles ont d'ores et déjà été conclus entre la Congrégation et les plaignants au titre de faits prescrits survenus à Rouen, donnant lieu à des mesures de reconnaissance et de réparation au titre d'une démarche de 'justice restaurative ', pour un montant total de 130.000 euros, conformément au barème préconisé par la Commission reconnaissance et réparation",* peut-on également lire dans le communiqué.

Une plainte d'un ancien élève rouennais

Sur les quatre établissements lasalliens de l'agglomération de Rouen impliqués, un seul est toujours ouvert et géré par la Congrégation, le pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle. Parmi les **quatre établissements désignés par les victimes**, il y a le collège Bellefonds de Rouen. Ce dernier est aujourd'hui intégré à l'Institut Jean-Paul II, et est passé de la tutelle de la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes à la tutelle diocésaine. On trouve également l'école Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, située à Darnétal, qui n'est plus dans le réseau lasallien depuis 1981 et est, depuis cette date, sous tutelle du diocèse de Rouen, ainsi qu'une colonie de vacances près de Rouen. Il est aussi question d'une colonie de vacances près de Rouen

Le 25 novembre 2025, l'un des anciens élèves de Jean-Baptiste-de-La-Salle, Philippe Auzenet, a été entendu par la gendarmerie dans le cadre d'une enquête préliminaire. Cette audition constitue une plainte de la part de celui qui est par ailleurs co-fondateur du collectif de victimes. Philippe Auzenet, [invité d'ICI Normandie mercredi 4 février](#) 2026, y a été écolier entre 1958 et 1961. Il raconte avoir subi régulièrement les violences sadiques d'élèves plus âgés, sans que les surveillants adultes n'interviennent. Ils entretenaient même la violence, dit-il, qu'il décrit comme *"institutionnalisée"*.

Quatre auteurs principaux de sévices

Le parquet de Rouen, contacté par ICI Normandie, indique que c'est à partir de cette audition qu'il pourra **qualifier les faits relatés**, et déterminer s'ils sont poursuivables ou s'ils sont prescrits. Il indique ne **pas avoir reçu d'autre plainte**.

Philippe Auzenet n'a pas été victime de sévices sexuels, c'est aussi selon lui ce qui lui permet de témoigner à visage découvert, et ce qui l'a encouragé à fonder le collectif de victimes. Mais il rapporte des **témoignages d'agressions sexuelles et de viols** commis à Rouen. Les victimes dont il a recueilli la parole pointent quatre auteurs principaux : un aumônier, le chef cuisinier, le religieux responsable de la 6^e et de la 5^e et un professeur d'histoire-

géographie.

Depuis la prise de parole de Philippe Auzenet, les témoignages affluent.

"Aucune volonté du diocèse de couvrir les agissements"

"Il n'y a aucune volonté du diocèse d'enterrer ou de couvrir les agissements", réagit sur ICI Normandie Mgr Dominique Lebrun, archevêque de Rouen, vendredi 6 février 2026. "C'est vraiment tout à fait contraire à toutes les dispositions que nous avons prises."

L'une de ces victimes, Pierre, a expliqué à ICI Normandie avoir témoigné en mai 2025 auprès de la [cellule d'écoute du diocèse](#) des sévices qui lui ont été infligés par des membres du personnel religieux et laïc lorsqu'il était élève. Deux femmes l'ont écouté et ont consigné son récit par écrit. Il n'a pas renvoyé ce verbatim signé au diocèse. Il nous indique qu'aucune suite n'a été donnée à son témoignage, et qu'il **n'a jamais été recontacté par la cellule d'écoute**.

"Je pense que ce n'est pas vrai", affirme Mgr Lebrun. "À chaque fois, nous donnons une suite. Ça dépend évidemment quel est l'auteur présumé. S'il s'agit de personnel ou d'anciens élèves eux-mêmes ou bien de frères, nous nous adressons à la Congrégation des frères des écoles chrétiennes. S'il s'agit d'un prêtre du diocèse, nous les dirigeons vers l'INIRR (Instance nationale indépendante de reconnaissance et réparation)." [Cette instance](#) est chargée de recueillir la parole de victimes de pédocriminalité dans l'Église. Elle est le pendant pour les diocèses de la CRR, la [Commission reconnaissance et réparation](#), qui traite les abus commis par l'ensemble des religieux.

Un appel à témoignage entendu

Les témoignages de toute la France continuent d'affluer auprès du collectif, affirme Philippe Auzenet, des dizaines depuis la publication de leur communiqué dimanche. Deux auditeurs d'ICI Normandie se sont également manifestés au standard de la radio, expliquant avoir été également **victimes d'abus** lorsqu'ils étaient élèves de ces établissements rouennais. De nombreuses victimes disent être sorties de leur amnésie traumatique après les premières révélations sur les [violences commises à Notre-Dame-de-Bétharram](#).

Le collectif de victimes peut être [contacté par mail](#).

La cellule d'écoute de la Congrégation est [joignable par mail](#) ou par courrier postal : Maison de La Salle - Cellule d'écoute - 78A rue de Sèvres - 75341 PARIS Cedex 07.

Violences dans les écoles lasalliennes : "Il n'y a aucune volonté de couvrir les agissements" dit l'archevêque de Rouen - ICI

Emmanuel Grabey

6-7 minutes

Des faits ont été dénoncés à l'établissement Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Rouen. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le vendredi 6 février 2026 à 16:36

L'archevêque de Rouen, Mgr Dominique Lebrun, réagit vendredi 6 février aux multiples témoignages de violences physiques et sexuelles dans quatre établissements du réseau lasallien de la métropole. "Il n'y a aucune volonté d'enterrer ou de couvrir les agissements", affirme-t-il sur ICI Normandie.

"Il n'y a **aucune volonté du diocèse d'enterrer ou de couvrir les agissements**", réagit sur ICI Normandie Mgr Dominique Lebrun, archevêque de Rouen, vendredi 6 février 2026. "C'est vraiment tout à fait contraire à toutes les dispositions que nous avons prises." Il s'exprime [après la révélation de nombreux témoignages d'anciens élèves de quatre établissements privés catholiques de la métropole de Rouen](#), gérés ou anciennement gérés par la **Congrégation des frères des écoles chrétiennes**, dit réseau lasallien. Ces anciens élèves disent avoir été victimes de violences physiques et sexuelles allant jusqu'au viol. Les établissements concernés sont notamment le pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle, l'ancien collège Bellefonds et l'école Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle de Darnétal.

Une écoute apportée à toutes les victimes qui se signalent

L'une de ces victimes, Pierre, a expliqué à ICI Normandie avoir témoigné en mai 2025 auprès de la [cellule d'écoute du diocèse](#) des sévices qui lui ont été infligés par des membres du personnel religieux et laïc lorsqu'il était élève. Deux femmes l'ont écouté et ont consigné son récit par écrit. Il n'a pas renvoyé ce verbatim signé au

diocèse. Il nous indique qu'aucune suite n'a été donnée à son témoignage, et qu'il **n'a jamais été recontacté par la cellule d'écoute**. *"Je pense que ce n'est pas vrai", affirme Mgr Lebrun. "À chaque fois, nous donnons une suite. Ça dépend évidemment quel est l'auteur présumé. S'il s'agit de personnel ou d'anciens élèves eux-mêmes ou bien de frères, nous nous adressons à la Congrégation des frères des écoles chrétiennes. S'il s'agit d'un prêtre du diocèse, nous les dirigeons vers l'INIRR (Instance nationale indépendante de reconnaissance et réparation)." [Cette instance](#) est chargée de recueillir la parole de victimes de pédocriminalité dans l'Église. Elle est le pendant pour les diocèses de la CRR, la [Commission reconnaissance et réparation](#), qui traite les abus commis par l'ensemble des religieux.*

"C'est évidemment une grande stupeur et une honte de se dire que de tels actes ont pu être commis", poursuit l'archevêque. "Moi-même, j'étais un élève de l'école Bellefonds. Ça me touche comme quand ça touche notre propre famille. S'il y a des personnes pour qui la parole n'est pas encore libérée, et qui le souhaitent vraiment, qu'elles s'adressent à la cellule d'écoute du diocèse. Manifestez-vous ! Vous serez vraiment accueillis comme nous le faisons pour tous ceux qui se signalent."

Reconnaissance publique de ces agissements

Mgr Lebrun met également en avant la **reconnaissance publique de ces agissements** à l'occasion d'événements religieux. *"Lors d'une célébration à Jean-Baptiste-de-la-Salle avec les frères, nous avons convenu qu'il y aurait une demande de pardon, et donc un aveu, ce qui a été fait au début de la célébration de manière publique."*

Toutes les victimes de violences commises lorsqu'elles étaient élèves dans un établissement du réseau lasallien peuvent se tourner [vers la cellule](#) mise en place en 2014 par la Congrégation, ou contacter via une [adresse mail](#) le **collectif de victimes** cofondé par un ancien élève du pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle.

- [Violences à l'école](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Viol](#)
- [Pédocriminalité dans l'Église](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les

VIDÉO. "Pour nous, c'est une grande honte", déclare l'archevêque de Rouen après les témoignages de violences à Jean-Baptiste-de-La-Salle

Écrit par Clémence Blanche

5-7 minutes

Monseigneur Dominique Lebrun, archevêque de Rouen (Seine-Maritime), était l'invité du 19/20 du vendredi 6 février 2026, pour parler des violences perpétrées au sein de l'école catholique privée Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen. Le diocèse a déjà recueilli le témoignage de 8 anciens élèves.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

L'affaire a ébranlé l'actualité du mois de février 2026. Un collectif de victimes s'est constitué pour dénoncer des violences physiques et sexuelles commises dans l'enceinte d'écoles catholiques sous contrat, dites lasalliennes, dont celle de Jean-Baptiste-de-La-Salle, à Rouen (Seine-Maritime).

Son cofondateur, Philippe Auzenet, ancien élève dans les années 1960 et victime, [nous livrait son récit](#) il y a quelques jours.

Monseigneur Dominique Lebrun, archevêque de Rouen, était l'invité du 19/20 du vendredi 6 février.

"Je le dis d'emblée, s'il y a des personnes qui nous regardent et qui nous écoutent, elles peuvent s'adresser à nous, assure

Monseigneur Lebrun sur le plateau du journal télévisé. Je crois que les années dernières, nous avons accueilli huit personnes qui se sont présentées comme anciens élèves de Jean-Baptiste-de-la-Salle".

Interview de Monseigneur Dominique Lebrun lors du 19/20 du 6 février 2026 :

durée de la vidéo : 00h04mn40s



Interview de Monseigneur Lebrun, archevêque de Rouen, au 19/20 du 6 février 2026. • ©France Télévisions

Si la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes, gérant les écoles, a affirmé dans un [premier communiqué de presse](#) ne pas avoir d'informations concernant précisément la plainte de Philippe Auzenet, elle n'ignorait pas les crimes et délits dans les écoles, selon l'archevêque de Rouen.

L'institution lasallienne le savait, j'en ai moi-même été témoin pour les 150 ans de l'établissement rouennais où le délégué à la tutelle lasallienne a demandé pardon publiquement, et devant des victimes.

Monseigneur Dominique Lebrun

Archevêque de Rouen

"Donc elle reconnaît bien qu'il y a eu ces agissements, depuis les années 1950-60 et tous les faits qui se sont passés depuis, continue-t-il. Il y a eu une demande collective et d'ailleurs une personne victime m'a dit dans la cour juste après : « maintenant qu'ils ont demandé pardon, peut-être que je pourrais leur accorder »".

Le représentant catholique explique "pren[dre] la mesure depuis deux ans" de ce qui s'est passé dans ces établissements.

C'est une douleur, une grande douleur. Même s'il n'y en avait qu'un. Pour nous c'est une grande honte de savoir que dans des établissements scolaires catholiques, il y a eu de tels agissements.

Monseigneur Dominique Lebrun

Archevêque de Rouen

Il faut savoir que les établissements scolaires catholiques sont sous [tutelle de congrégation religieuse](#), mais font pleinement partie de l'Église. Cependant, chaque école a "*une part d'autonomie*" et le chef d'établissement est nommé par la Congrégation lasallienne.

"Comme évêque, j'ai un devoir de veille et de voir ce qu'il s'y passe, de conformité avec l'Évangile et son esprit, c'est pour ça que j'y suis présent de temps en temps", explique Monseigneur Lebrun. Il est aussi impliqué dans le suivi des victimes de violences.

"Je crois que la réparation financière est indispensable pour beaucoup [...], mais ce n'est pas suffisant. Il faut d'abord avoir une reconnaissance avant la réparation, et proposer aussi un accompagnement. Et là, ça peut dépendre de chacun", analyse l'ecclésiastique.

Si des signalements en justice ont encore été effectués récemment, le dernier datant du 15 décembre 2025, la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes a tenu à démentir les accusations d'un "réseau pédocriminel" actif, dans [un second communiqué de presse](#).

"La Congrégation réfute, avec la plus grande fermeté, toute affirmation faisant état de l'existence actuelle d'un quelconque « réseau » criminel au sein des établissements lasalliens [...]", écrit le cabinet d'avocats représentant l'institution.

Le collectif français de victimes souhaite porter plainte collectivement dans les mois ou années à venir. Des crimes similaires sont aussi révélés à l'étranger, comme au Canada où une plainte collective a déjà été portée par 200 anciens élèves.

Contacts des cellules d'écoute :

- Diocèse de Rouen : ecoutevictimes@rouen.catholique.fr ou via [leur site internet](#)
- Congrégation des frères des écoles chrétiennes : ecoutevictimes@lasallefrance.fr
- Collectif des victimes des Lasalliens : victimes.lasalliens@gmail.com ou via leur [groupe Facebook](#)
- Ligne nationale d'aide aux victimes d'abus sexuels dans l'Eglise : 01 41 83 42 17 (9H - 21H, 7j/7)

La CRS 31 a célébré son 81ème anniversaire près de Rouen : mais qu'est ce que cette institution ?

4-5 minutes

La CRS 31, à Darnétal (Seine-maritime), a célébré, jeudi 29 janvier 2026, le 81e anniversaire de la création des Compagnies Républicaines de Sécurité.

Article réservé aux abonnés



La sous-préfète Julie Capel-Dunn a passé en revue les troupes de la CRS 31, basée à Darnétal. ©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 7 févr. 2026 à 12h12

Chaque année, à la **CRS 31**, à [Darnétal](#), l'anniversaire de la création de cette institution que sont les **Compagnies Républicaines de Sécurité** se déroule selon le même cérémonial, qui répond à un protocole bien huilé où chacun sait quelle place il doit tenir. Jeudi 29 janvier 2026, c'est ainsi le 81e anniversaire des Compagnies Républicaines de Sécurité qui a été célébré, en présence de nombreuses personnalités, élus, militaires... et en présence de la directrice de cabinet du préfet de la Seine-Maritime, Julie Capel-Dunn, qui a procédé à la revue des troupes de la CRS 31, placées sous les ordres du commandant divisionnaire Hugues Poyol.

Mais qu'est-ce que cette institution ?

Créées par le général de Gaulle

L'ordre du jour de Jean-Cyrille Reymond (directeur central des CRS), prononcé par la commissaire divisionnaire Clémence Mermet-Grenot (directrice zonale des CRS Ouest), rappelait ainsi que les Compagnies Républicaines de Sécurité ont été créées par le **général de Gaulle**, au sortir de la [Seconde Guerre mondiale](#), alors qu'il devait pouvoir compter sur « une force efficace, loyale et disponible pour maintenir la cohésion nationale ».

(Soyez fiers de porter la flamme de la République.

Engagement, discipline, résilience, courage, abnégation et solidarité : telles sont les valeurs des compagnies républicaines de sécurité a rappelé Clémence Mermet-Grenot, qui a exhorté les agents de la CRS 31 à être « fiers de porter la flamme de la République », pour « servir », la **devise des CRS**.



Les anciens de la CRS 31 étaient aussi présents. ©Isabelle VILLY

Un million de kilomètres parcourus par la CRS 31

S'agissant de la **CRS 31**, Clémence Mermet-Grenot a rappelé qu'elle est composée de **160 agents** : « la CRS 31 a parcouru un million de kilomètres pour 240 jours de déplacement qui les a menés partout en France », pour des missions comprenant notamment la lutte contre les violences urbaines, le maintien de l'ordre public, la sécurisation des quartiers sensibles notamment dans le cadre du narcotrafic.

La directrice zonale a également mis à l'honneur les neuf motocyclistes de Rouen qui ont enregistré la meilleure activité de la zone, avec **5 800 infractions relevées**, en matière d'alcoolémie, de consommation de produits stupéfiants ou d'excès de vitesse. «

Ils mènent une action fondamentale en termes de sécurité routière et de lutte contre la délinquance », a souligné Clémence Mermet-Grenot.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

« L'État peut compter sur vous, il le sait »

La sous-préfète a, de son côté, félicité les CRS pour leur « maîtrise du cadre légal, maîtrise du geste et maîtrise de soi face aux provocations ou aux insultes, ou quand ils sont filmés. C'est une vraie gageure », a fait valoir Julie Capel-Dunn, ajoutant que « l'État peut compter sur vous, il le sait ».

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Course-poursuite à Rouen, un homme interpellé avec 4 800 euros en liquide et de la drogue - ICI

Marianne Naquet , Raphaël Tual

3–4 minutes

Deux hommes ont été arrêtés dans la nuit de dimanche à lundi, dans l'agglomération rouennaise. © Radio France - Nathalie de Keyzer

Publié le lundi 9 février 2026 à 7:54

Deux hommes ont été placés en garde à vue à Rouen dans la nuit du dimanche 8 février à lundi 9 février, après une course-poursuite. Sur l'un d'eux, 4 800 euros en liquide et de la drogue ont été découverts.

Deux hommes ont été interpellés dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 février, dans l'agglomération rouennaise, selon plusieurs sources judiciaires à ICI Normandie. Les policiers ont d'abord voulu **contrôler la voiture, pointée à 140 km/h**, mais le conducteur a refusé de s'arrêter et d'obtempérer, avenue du Bic Aubert à Saint-Étienne-du-Rouvray. **Une course-poursuite s'est engagée**. Un équipage de police secours a arrêté finalement le conducteur du côté de la clinique Mathilde, à Rouen, vers 2 h du matin.

Le conducteur a été contrôlé positif à la drogue. **Son passager a pris la fuite**, et a été retrouvé cinq minutes plus tard par une autre patrouille, quartier de la Sablière. Plusieurs **produits stupéfiants et 4 800 euros** en billets ont été découverts sur lui. Les deux hommes ont été placés en garde à vue.

- [Police nationale](#)
- [Justice](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les

« Fouilles XXL » : trois détenus condamnés à Rouen pour des téléphones en cellule

Sylvain Auffret

5-7 minutes

Trois hommes ont été condamnés mercredi 4 février 2026 pour la possession de téléphones découverts dans leur cellule lors de l'opération « fouilles XXL » le 9 décembre 2025.



Les trois prévenus sont détenus à Bonne-Nouvelle à Rouen. - FX ROUGEOT



Publié: 6 Février 2026 à 12h19 Temps de lecture: 2 min

Le 9 décembre 2025 se déroulait l'opération « [fouilles XXL](#) » dans les [prisons françaises](#). À l'issue des découvertes effectuées dans les cellules, certains détenus ont comparu devant les tribunaux correctionnels. À Rouen mercredi 4 février, trois d'entre eux étaient jugés pour des téléphones découverts à Bonne-Nouvelle. Parmi eux, deux l'étaient aussi pour avoir refusé de déverrouiller ces téléphones et le troisième pour avoir détenu trois grammes de shit. Tous ont reconnu les faits en garde à vue et le font encore à

l'audience.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Je n'ai rien à cacher »

« J'ai trouvé cette solution, c'est pas la plus intelligente, pour joindre mes proches », raconte l'un d'eux qui explique qu'administration pénitentiaire et juge « se renvoient la balle » depuis qu'il avait demandé à utiliser la cabine téléphonique. « J'ai pris quinze ans, ma mère est gravement malade, elle peut mourir pendant que je suis en détention, j'assume. En plus la cabine c'est super cher ! C'est 10€ de l'heure, un téléphone c'est 300, mais je peux l'utiliser jusqu'à ce que je me fasse attraper. Comprenez aussi que c'est compliqué de recevoir de l'argent. Je sais que c'est interdit, mais j'ai donné mon code, je n'ai rien à cacher », poursuit ce grand et costaud Nantais. *« On me refuse du travail, les formations, je ne suis pas censé être en maison d'arrêt ! »* Condamné à 15 ans de réclusion par la cour d'assises de Rennes début 2025 pour meurtre en bande organisée, *« complicité ! »* appuie le prévenu à la lecture de la présidente, détention d'armes A et B., il devrait effectivement purger sa longue peine en centre de détention. Résultat, *« on me refuse le travail, la formation »* et il n'a pas réussi à pouvoir consulter un psychologue.

« C'est la double peine »

À ses côtés dans le box, un grand jeune homme de 25 ans, Somalien et réfugié politique, condamné 6 fois entre 2019 et 2024, s'étonne d'être jugé en correctionnel, là où habituellement les découvertes de téléphone ou d'objets rentrés illégalement en prison, font l'objet d'une commission de discipline interne avec jours de « mitard » et/ou retrait de crédit de peines. Ce qui a été le cas des trois du jour. Pour lui c'est donc la *« double peine »*. Tous remarquent d'ailleurs que sur les dizaines de détenus dans la cellule desquels des objets illicites ont été découverts, beaucoup moins ont été déférés au palais de justice. *« Vous n'avez pas tous les mêmes antécédents »*, leur explique la présidente.

« On m'empêche d'avancer »

Ce qui achève de mettre un coup au Nantais qui a l'impression qu'on *« l'empêche d'avancer »* à cause d'un passé qu'il dit *« assumer »*. En dernier il demande à ce que soit pris en compte ce qu'il a expliqué. Le parquet requiert des peines de trois et quatre mois de prison avec maintien en détention où mandat de dépôt. La défense demande de ne pas rajouter de la sanction à la sanction. Le tribunal les a condamnés à deux mois de prison sans mise à exécution immédiate.

Près du Havre. Après avoir tenté de fuir les gendarmes, deux motards blessés se réfugient chez eux

Suzelle Gaube

3-4 minutes

Vendredi 6 février 2026, vers 16h30, deux jeunes à moto ont chuté après avoir tenté de fuir les gendarmes à Épouville, près du Havre. Ils ont finalement pu être interceptés. Blessés, ils ont été pris en charge par les secours.



Deux jeunes à moto de cross circulaient à vive allure et sans casque à Épouville, vendredi 6 février 2026, dans l'après-midi. - Photo d'illustration Paris Normandie



Publié: 6 Février 2026 à 18h28 Temps de lecture: 1 min

Plusieurs riverains ont été témoins de la scène, vendredi 6 février 2026, vers 16h30, à [Épouville](#) près du Havre. Deux jeunes hommes à moto de cross roulaient à vive allure et sans casque quand ils voient au loin une patrouille de gendarmerie. Ils font alors aussitôt demi-tour pour éviter un éventuel contrôle.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ils continuent leur fuite à pied

Dans leur fuite, ils chutent et se blessent. Ils continuent leur fuite à pied, abandonnant leurs deux-roues. Après des recherches, les gendarmes finissent par les retrouver à leur domicile dans le secteur d'Épouville, d'après nos informations. Blessés, ils sont finalement pris en charge par les pompiers, avant qu'ils ne soient, dans les heures à venir, entendus par la gendarmerie.

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Épouville \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)



Près de Rouen, alerte rouge pour cette commune en grande difficulté financière

Frédérique THULLIER

7-9 minutes

INFO PN. Une note interne alerte sur la situation financière « extrêmement préoccupante » de la Ville de Cléon dont tous les budgets étaient déficitaires fin 2025. Explications.



Seuls les investissements indispensables seront financés à Cléon pendant les deux prochaines années. - Paris Normandie



Publié: 7 Février 2026 à 06h30 Temps de lecture: 1 min

« *Extrêmement préoccupante* ». Ce sont les mots employés par la Directrice générale des services (DGS) de Cléon pour qualifier la situation budgétaire de la Ville dans une note interne, transmise le 15 décembre 2025 au maire et à l'adjointe en charge des Finances. Un document qui est parvenu à Paris Normandie et qui traduit, en effet, les difficultés financières alarmantes auxquelles doit faire face la Ville, engagée dans le Renouvellement urbain.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Cléon est une commune de 4100 habitants et elle n'est plus en capacité de soutenir durablement un tel niveau de dépenses et de fonctionnement », alerte la fonctionnaire territoriale qui a pris ses fonctions en mars 2025.

Budgets déficitaires

Tous les budgets sont déficitaires : le service d'aide et d'accompagnement à domicile, – 138 500 € ; le centre communal d'action sociale, – 758 000 € en fonctionnement et – 441 000 € en investissement ; la Ville, – 700 000 € en fonctionnement et – 6,5 M€ en investissement.

La capacité de désendettement simulée, qui indique le nombre d'années pour rembourser la dette avec l'épargne brute, était annoncée, fin 2025, à 101 ans en 2026 et 64 ans en 2027. « On considère que la situation est inquiétante lorsqu'elle dépasse 12 ans, rappelle la DGS. Et à partir de 15 ans, la collectivité est dans le rouge. »

Mélanie Delacour, adjointe en charge des Finances l'admet : « La situation est sérieuse mais [elle était attendue](#) et ponctuelle. Elle est due au Renouvellement urbain, au délai entre le règlement des factures et l'arrivée des subventions. On va se serrer la vis et revenir dans les clous. Le but de cette note interne était de provoquer un électrochoc parmi les élus pour qu'ils revoient à la baisse leurs dépenses. »

Investissements différés

Comment Cléon en est arrivé à cette situation ? « Un projet ambitieux, le Renouvellement urbain, qui pompe tout mais transforme la ville et c'est une bonne chose, analyse le maire, Frédéric Marche. Des problèmes qui ont retardé la construction du Pôle d'équipements dont le coût a augmenté de 3 M€, qui tombe maintenant en même temps que la transformation de l'école Prévert en centre de loisirs et la construction du centre commercial qui va commencer. Le départ de compétences au sein de la Ville et un quotidien chargé pour les services qui empêche de répondre aux recommandations de la CRC, et surtout le fait de devoir avancer le coût des travaux avant de toucher les subventions. »

Les investissements hors Renouvellement urbain, comme [les travaux de l'église](#) et [l'aménagement de l'éco-bourg](#), ont été différés. « Ils sont limités à l'indispensable, appuie Mélanie Delacour, et nous avons réduit les dépenses de fonctionnement de 10 %, soit 1 M€. Si les subventions arrivent en temps et en heure et

que l'État prend en compte que nous sommes une petite commune, ça passera. »

« Cela ne remet pas en cause mon engagement aux municipales. Il y aura un retour sur investissement. C'est un challenge mais ça ne me fait pas peur ! »

Mélanie Delacour, Adjointe en charge des Finances



Mélanie Delacour, adjointe aux finances à la ville de Cléon. - Paris Normandie

En 2024, La Chambre régionale des comptes (CRC) avait déjà tiré la sonnette d'alarme. « *À court terme, l'équilibre financier de la Ville pourrait être menacé* », pouvait-on lire dans son « Rapport d'observations définitives » de la commune de Cléon. En cause notamment, le coût de la Rénovation urbaine estimé à 22 M€ avec un reste à charge pour la Ville de 11 M€. La CRC recommandait, entre autres, de définir un Plan pluriannuel d'investissements pour avoir une vision globale sur les prochaines années.

« En décembre 2025, nous avons effectué un suivi, explique un magistrat de la Chambre. Le plan pluriannuel n'a pas été fait, dans l'attente d'une nouvelle équipe municipale. Les éléments qui nous ont été transmis ne comportaient aucun élément sur la situation financière récente. »

« Scénario du pire »

La CRC n'a aucun moyen de coercition lorsque ses recommandations ne sont pas suivies. Mais « *si le budget 2025 présente un déficit excessif, si le budget primitif de 2026 prévoit un déséquilibre, le Préfet peut nous saisir pour proposer des mesures*

de rétablissement, poursuit le magistrat financier. Cela peut passer par une augmentation des impôts locaux et des services, des économies à tous les étages, la baisse des investissements futurs, la baisse des charges de personnel... Ça peut prendre quatre ou cinq ans pour retrouver l'équilibre. »

« Notre budget sera équilibré, assure Mélanie Delacour. Même si notre capacité de désendettement reste élevée (73 ans en 2026, 46 en 2027) c'est le scénario du pire. Cela ne remet pas en cause mon engagement aux municipales. Il y aura un retour sur investissement. C'est un challenge mais ça ne me fait pas peur ! »

Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



[Près d'Elbeuf, le public appelé à voter pour restaurer une Pietà en](#)

Au Havre, la tempête Goretti relance le débat sur la sécurité des lignes électriques à Dollemard

Romain Huynh

6–8 minutes

Les habitants de Dollemard ont plusieurs fois demandé l'enfouissement des lignes électriques, régulièrement arrachées par les tempêtes qui soufflent sur le plateau. La dernière en date, Goretti, a été particulièrement violente et a provoqué un incendie d'origine électrique.



Publié: 8 Février 2026 à 18h31 Temps de lecture: 2 min

Thierry Delpeches en est convaincu : [l'incendie qui a entièrement détruit une maison](#) du quartier havrais de Dollemard, pendant le passage de la tempête Goretti, « *a déclenché une prise de conscience des riverains* ». Il faut dire que l'évènement a marqué les esprits : dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026, alors que des rafales à 150 km/h s'abattaient sur le littoral, l'une d'elles a arraché un câble provoquant l'arc électrique à l'origine du sinistre.

Le matin qui a suivi, Thierry Delpeches avait « *devant chez [lui] un câble d'une vingtaine de mètres, qui traînait par terre. C'est dangereux, et ça arrive à chaque tempête*, affirme-t-il. *Certaines fois je vois les étincelles qui sortent du câble, par terre.* » En cause, d'après cet habitant « historique » du quartier : le mode d'approvisionnement du secteur en électricité. « *Nous sommes approvisionnés par lignes aériennes, avec des pylônes. Le quartier est situé en bord de falaise, c'est une zone critique, particulièrement touchée par les tempêtes. C'est pourquoi nous demandons l'enfouissement des lignes depuis des années.* »

« Quand vous avez des câbles électriques qui traînent et des gosses qui jouent dans la rue, on fait quoi ? »

La problématique des sentes privées



Dans le quartier de Dollemard, les lignes électriques aériennes sont particulièrement fragilisées par les vents qui soufflent sur le plateau. - Romain Huynh/Paris Normandie

Cette demande, explique le Havrais, est portée « *très régulièrement en conseil de quartier* ». Pour des raisons de sécurité, d'abord : « *Quand vous avez des câbles électriques qui traînent et des gosses qui jouent dans la rue, on fait quoi ? Sans compter que c'est dangereux pour les techniciens Enedis qui viennent rétablir le courant à chaque fois. Limiter les interventions dangereuses, c'est enfouir les lignes, c'est tout* », martèle-t-il. Pour l'accès à l'électricité, ensuite : « *Dès que les vents dépassent 100 km/h, on est privés d'électricité. En 2023 ça a duré deux jours.* » Enfin, pour la valeur des maisons du quartier : « *On protège aussi notre patrimoine, nos biens vont perdre de la valeur*, déplore le riverain. *J'ai un poteau électrique sur mon mur de clôture, à chaque coup de vent il tape sur le mur et il le fragilise.* »

Thierry Delpeches, comme ses voisins, habite, non pas dans une rue du quartier de [Dollemard](#), mais dans une sente. Ce qui peut sembler être un détail revêt, au contraire, une importance cruciale dans ce dossier. Parce que les trois sentes du quartier sont des voies privées, elles appartiennent aux propriétaires des maisons qui les bordent. Charge à eux de les entretenir, de combler les nids-de-poule, etc. Et le caractère privé de ces voies explique pourquoi la communauté urbaine n'effectue pas les travaux demandés par les riverains. « *L'entretien et les travaux des voiries publiques, particulièrement coûteux, qui relèvent de la compétence*

de la collectivité (CU) sont prioritaires, explique Jean-Sébastien Chaboche, directeur général adjoint ingénierie et services aux usagers. On ne peut pas intervenir à la place des concessionnaires, d'autant plus s'il s'agit de voies privées. »

Des travaux à venir



Lors du passage de la tempête Goretti, une maison du quartier de Dollemard a entièrement brûlé, du fait d'un arc électrique. - Romain Huynh/Paris Normandie

Certains riverains ont bien sollicité, par écrit, la transformation de ces sentes en voies publiques, en 2020. Mais pour que la Ville accède à cette demande sans avoir recours à une enquête publique, il aurait fallu que les propriétaires se positionnent dans ce sens à l'unanimité. Ce qui n'a pas été le cas. La collectivité renvoie donc le dossier à Enedis, qui gère les réseaux électriques.

Contacté par *Le Havre Paris Normandie*, le gestionnaire indique que « *deux chantiers sont actuellement à l'étude, portant chacun sur environ 500 mètres de réseau, pour une réalisation envisagée à l'horizon 2027-2028* ». Ajoutant que « *l'une de ces deux interventions concerne le secteur des sentes Alain-Fournier, Darcet et Ernest-Lavissee [de Dollemard, NDLR]. Enedis analyse actuellement la faisabilité technique d'une mise en souterrain des lignes électriques dans cette zone. La décision sur la solution à retenir sera prise une fois que les analyses techniques auront permis d'identifier l'option la plus pertinente pour renforcer le réseau électrique du secteur.* »

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip](#)

Bilan 2025 des investissements étrangers : la Normandie confirme son m ...

Par Chloé Guerout

3–4 minutes

En bref

Avec un «*niveau historique d'emplois liés à l'attractivité internationale*», la Normandie démontre en 2025 une attractivité industrielle solide.



En 2025, le géant italien Ferrero a annoncé un plan d'investissement de 95 millions d'euros destiné à renforcer sa présence industrielle dans la région normande. © Ferrero France

Publié le 6 février 2026 - Mis à jour le 6 février 2026

Publié le 29 janvier par Business France, le bilan des investissements étrangers 2025 fait état de 3 547 emplois créés ou maintenus en Normandie. Un «*niveau historique*», selon la Région, en forte hausse par rapport à 2024, où 2 177 emplois avaient été recensés.

Si 82 décisions d'investissement ont été enregistrées, leur nombre recule légèrement. En revanche, leur impact économique progresse nettement. Avec 4,4% des projets nationaux, la région concentre 7,4% des emplois associés, un ratio supérieur à son poids économique national.

Cette performance confirme un positionnement clair : la Normandie

privilégie la « *qualité* » et la « *valeur* » des investissements « *plutôt que leur volume* », se félicite la Région Normandie.

L'industrie au cœur de la dynamique régionale

En 2025, 32% des projets concernent des activités de production. À eux seuls, ils concentrent 76% des emplois créés ou maintenus. Ce profil place la Normandie en tête des régions françaises pour le nombre d'emplois générés par projet d'implantation.

«Ce profil distingue nettement la Normandie du reste du territoire national et confirme son rôle de terre d'accueil des sites industriels, des unités de production et des activités à forte valeur ajoutée», se réjouit la collectivité.

Des filières stratégiques consolidées

Les investissements étrangers renforcent plusieurs secteurs clés : automobile, agroalimentaire, énergie et transition énergétique, logistique, chimie, recyclage et services à l'industrie. La Normandie capte notamment 10% de l'emploi national lié aux projets automobiles et 8% dans l'agroalimentaire, « *confortant sa place dans les chaînes de valeur industrielles françaises et européennes* ».

Plus des trois quarts des projets sont portés par des investisseurs européens. L'Allemagne arrive en tête, devant la Belgique, les États-Unis, le Danemark et le Royaume-Uni.

«Ces résultats s'inscrivent pleinement dans la stratégie régionale qui place l'industrie au cœur de la transformation économique», indique la Région.

« Pas de hausse de la fiscalité en 2026 », telle est la décision de l'Agglomération Dieppe Maritime

Loïc Potier

5-7 minutes

Le débat d'orientation budgétaire était à l'ordre du jour du dernier conseil communautaire de l'Agglomération Dieppe Maritime qui sera voté le mois prochain. Il était aussi beaucoup question de la défense de l'environnement.



Publié: 9 Février 2026 à 09h56 Temps de lecture: 2 min

Pas d'augmentation de la fiscalité en 2026, c'est la principale annonce du dernier conseil communautaire Dieppe Maritime qui s'est tenu, mercredi 4 février 2026 dans leurs locaux à Rouxmesnil-Bouteilles. Par l'intermédiaire de son président, Sébastien Jumel, il a présenté le débat d'orientation budgétaire pour 2026 qui sera voté lors de la prochaine réunion programmée au mercredi 4 mars 2026. *« Le contexte national est contraignant, mais l'Agglo a pu maîtriser la capacité du taux d'endettement qui est inférieur à la moyenne des intercommunalités équivalentes. »*. Le contrat de territoire signé avec la Région le 23 octobre 2025 a permis de lancer neuf projets structurants sur l'ensemble du territoire de l'Agglo et cela pour un montant total de 42 M€

L'EPR2 booste le logement

Dieppe Maritime s'adapte aussi à l'arrivée en masse de nouveaux salariés qui vont travailler sur le grand chantier EPR2 de la centrale nucléaire de Penly. *« Tout un programme de logements est prévu avec un montant total de 8,7 M€ investi. En tout, ce sont 3717 logements qui seront construits avec notamment le quartier du Val d'Arquet ces prochaines années. N'oublions pas la santé, l'éducation, les installations sportives, le transport et tout un ensemble de services adaptés pour le bien-être des habitants »*

actuels et futurs. » En tout le budget prévisionnel de Dieppe Maritime pour 2026 s'élève à 126 M€. « C'est aussi un budget qui se projette sur les années suivantes».

Une maison de l'énergie face à la gare SNCF



Le bâtiment Clemenceau face à la gare SNCF deviendra une maison de l'énergie. - Photo LP/Paris Normandie

Autres dossiers évoqués lors de ce conseil communautaire : l'immeuble Clemenceau, face à la gare SNCF de Dieppe qui va devenir une maison de l'énergie. Dans ce bâtiment de 4 étages datant des années 70, EDF va réhabiliter en profondeur le lieu avec entre autres, un espace d'exposition proposant une diffusion en direct de l'évolution du chantier EPR. Une convention a été passée avec l'office national des forêts (ONF) pour l'aménagement d'une aire de stationnement dans la forêt d'Arques. Concernant l'environnement des passages pour les hérissons en ville et des passages en sécurité des crapauds et grenouilles seront aménagés. L'Agglo vient de mandater un nouvel agent qui se chargera de développer la biodiversité dans les zones d'activités du territoire. Dieppe Maritime va également s'occuper d'une dépollution sur le chemin de la rivière non loin de la déchetterie.

Mise en valeur du patrimoine





Le phare d'Ailly sera mis en valeur afin d'attirer davantage de public - Photo archives PN

La mise en valeur du patrimoine local a été évoquée avec des travaux sur le phare d'Ailly pour améliorer le confort des visites. Un programme est également établi au golf de Dieppe-Pourville pour préserver la biodiversité. Le contrat avec le conservatoire botanique de Normandie est renouvelé. Enfin, les poubelles décorées mises en place l'an dernier en centre-ville de Dieppe seront installées dans les villages périphériques.

Lire aussi



[Opération Pièces jaunes : d'1,7 tonne à 175 kilos, l'hôpital de Dieppe souffre de la raréfaction de la monnaie](#)



Extension de l'avant-port de Dieppe : Ports de Normandie en attente de financement

5-7 minutes

Ports de Normandie a dévoilé son bilan d'activité de l'année 2025. Si le transmanche à Dieppe perd 40 000 passagers en une année, la pêche et le fret sont en progression.

Sur le même thème

[Port de Dieppe](#)

[Ports de Normandie](#)

[Transmanche](#)

Article réservé aux abonnés



Ports de Normandie aimerait étendre l'avant-port de Dieppe (Seine-Maritime). Un projet qui, pour l'heure, n'a pas encore les financements. ©Les Informations dieppoises / Maria da Silva

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 8 févr. 2026 à 18h22

L'année 2025 fut une année « de résilience » pour [Ports de Normandie](#), qui gère les ports de Cherbourg (Manche), Caen-Ouistreham (Calvados) et [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). L'entité a présenté son rapport d'activité et les perspectives pour 2026 mercredi 28 janvier. Ces trois ports « restent des moteurs du

développement des filières tourisme, logistique et industrie en Normandie, générant emploi et valeur ajoutée pour le territoire », se félicite en préambule Ports de Normandie. Qu'en est-il du [port de Dieppe](#) ?

Transmanche

Concernant l'activité transmanche, le port de Dieppe est le seul des trois à connaître une baisse marquée de la fréquentation.

Alors que 2024 était une année record pour le ferry, avec 409 000 passagers, ce chiffre est désormais de 368 814 passagers en 2025, soit environ -10 %.

« L'exercice 2025 s'interprète comme une année de correction. Dieppe renoue ainsi avec les volumes des années pré-Covid, soit 376 216 passagers en 2019 », relativise Ports de Normandie. Le fret transmanche quant à lui est stable avec 24 542 poids lourds à Dieppe, soit une hausse de 0,85 %.

L'année passée a également vu l'arrivée de l'Entry-Exit System, un système européen de contrôle aux frontières pour les personnes venant de l'extérieur de l'Union européenne, dans le port de Dieppe.

Ports de Normandie précise que « des équipements biométriques y seront progressivement mis en place par l'État et opérés par des agents portuaires ».

Fret conventionnel

Le fret conventionnel est en très bonne santé selon Ports de Normandie. Le chantier de l'EPR2 est la raison du transit de 188 675 tonnes d'enrochement par le port de Dieppe, mais aussi de la croissance de 90,7 % du tonnage dans le port, pour aboutir à 627 608 tonnes.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

L'activité des Graves de mer progresse de son côté de 32,92 % et atteint 438 933 tonnes de transit.

Davantage d'éoliennes sont également passées par le port avec une croissance de 42,65 %, soit 24 128 tonnes au total.

En revanche, il n'y a eu aucun transport de colza en 2025, culture utilisée par l'usine Olatein, et cela « reste sans perspective pour 2026 », prévient Ports de Normandie. Ce dernier prévoit également

une « activité éolienne terrestre en probable retrait à Dieppe » en 2026.

Réparation navale

La réparation navale a connu une année record en 2024 à Dieppe, mais est en baisse en 2025, de 6,18 %, avec 167 mises à sec. Cela reste toutefois « une année solide » selon Ports de Normandie, qui précise que ce secteur s'est consolidé avec l'arrivée de Padmos et Méca Diesel dans le port.

Plaisance

Le port de plaisance de Dieppe a connu 2 178 escales en 2025, un chiffre stable. En revanche, le nombre de nuitées est en hausse de 20 % et atteint 9 083. Ports de Normandie souligne également avoir investi dans la réfection des sanitaires et la création d'une zone de collecte de déchets.

Pêche

Le volume de pêche reste stable sur les trois ports de Ports de Normandie, avec 13 071 tonnes débarquées. Dieppe représente près de la moitié, avec 6 353 tonnes, un chiffre en hausse de 4,20 %. Le chiffre d'affaires du port dieppois est de 19,4 millions d'euros, une progression de 11 %. La coquille Saint-Jacques représente toujours l'écrasante majorité de la pêche locale, avec 87 % des volumes, soit environ 5 500 tonnes.

Ports de Normandie dit vouloir investir pour la pêche à Dieppe : ce sont ainsi « 2,3 millions d'euros de projets en 2026 », avec la rénovation du système froid, la mise aux normes des infrastructures, et le traitement des déchets.

Les perspectives

Ports de Normandie glisse un mot sur l'éventuelle extension de l'avant-port de Dieppe. Ce projet a « fait l'objet d'études qui ont été achevées en 2025. Cette extension est mise en attente d'opportunités de financement ».

Sur la future base de maintenance du parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport, des travaux vont se poursuivre pour accueillir les navires. La toiture de la halle à marée est également en cours de réhabilitation. Quant à la démolition du hangar d'Afrique, elle permettra « le développement de nouvelles activités vracs ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Poteaux tombés pendant la tempête : cette maire de Seine-Maritime attend toujours des nouvelles de chez Orange

5-7 minutes

La maire de Saint-Pierre-des-Jonquières ne décolère pas, un mois après la tempête qui a fait tomber trois poteaux sur la route. Elle désespère d'avoir un retour de chez Orange.

Sur le même thème

[Orange](#)

[Pays de Bray](#)

[Tempête Goretti](#)

Article réservé aux abonnés



Le poteau est toujours sur le talus dans ce virage de Saint-Pierre-des-Jonquières. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 8 févr. 2026 à 7h21

Dans la petite commune de **Saint-Pierre-des-Jonquières**, près de [Londinières](#) (**Seine-Maritime**), madame la maire est en colère, très en colère. **Bénédicte Biller** attend avec une certaine impatience un retour de la part de l'[opérateur Orange](#). En effet, suite à la tempête de début janvier, trois poteaux sont tombés. Et depuis, pas de nouvelle !

Trois poteaux tombés dans un virage

Face à Orange, la maire de Saint-Pierre-des-Jonquières a l'impression de parler à un fantôme. Heureusement, la direction des routes avait fait le nécessaire en sciant une partie des poteaux et en les déplaçant pour rouvrir la route. « Cela remonte à la nuit du 8 au 9 janvier. À cause de la [tempête Goretti](#), un arbre s'est couché et a entraîné avec lui **trois poteaux**, et cela dans un virage déjà dangereux. La route avait dû être barrée mais heureusement pas trop longtemps. Si on avait attendu Orange, elle serait toujours, plus d'un mois plus tard » fulmine l'élue.



Ici deux autres poteaux par terre dans le champ. ©Maire Saint-Pierre-des-Jonquières

Bénédicte Biller a donc pris le dossier à bras-le-corps avec sa secrétaire de mairie, en appelant et en envoyant les mails de circonstance. « La dernière réponse remonte au 21 janvier où on nous a indiqué que notre message allait être transmis aux équipes qui gèrent ce genre de situation. depuis, rien ».

La réponse de l'opérateur Orange

Chez **Orange**, on nous a informés qu'il y avait 2 000 poteaux à refaire en Normandie suite à la tempête Goretti. « 2 000 sur 1 200 000 poteaux que nous gérons en [Normandie](#). Ce qui veut dire que nos poteaux sont plutôt solides » souligne le **service communication**.

En un mois, Orange a comptabilisé 21 767 interventions pour mettre ses infrastructures en sécurité, installer des groupes électrogènes là où il manquait l'énergie, réparer les lignes en

provisoire. Désormais Orange répare en neuf le réseau endommagé et remplace les poteaux endommagés.

Et d'ajouter : « Nous avons des équipes mobilisées et des renforts. Il faut cependant savoir que les équipes en binômes peuvent refaire 5 poteaux par jour, le temps d'enlever le poteau défectueux ou tombé, de refaire le trou avec la grosse vis, et de remettre le poteau neuf et les raccordements ».

Le service communication de chez Orange précise également que si les poteaux ne sont pas source de danger et que le service est maintenu, ils ne sont évidemment pas prioritaires. « Nous nous occupons en premier lieu des endroits où les foyers sont privés de réseaux ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)



Changer un poteau demande du temps. ©Orange

Bref, Orange nous a confirmé que le nécessaire sera fait à **Saint-Pierre-des-Jonquières**, mais il faudra encore s'armer d'un peu de patience. « À Saint-Pierre des Jonquières, trois poteaux ont été fauchés suite à la chute d'un arbre. Fort heureusement, les lignes aériennes ne sont pas endommagées et les abonnés continuent à avoir leurs services de téléphonie. Les interventions sont réalisées selon la criticité de la situation et par localité. Ici, nous rassurons la population, les trois poteaux seront changés. Et nous prévoyons l'intervention d'ici sous un mois ».

Une route déjà dangereuse

Sur la route de Fresnoy ou route **départementale D59**, on peut donc toujours voir un poteau positionné sur un talus et peint en jaune, ainsi que les stigmates de deux autres poteaux dans un champ. « C'est déjà une route dangereuse où ça roule vite et où il est difficile de se croiser dans ce virage, surtout quand on a **un camion ou un véhicule agricole**. Ce qui est fou, c'est qu'Orange nous a demandé les numéros desdits poteaux, mais on ne peut pas les retourner aussi facilement, d'autant plus sur cet axe très passager ».

La seule bonne nouvelle dans cette mésaventure dont l'origine est indépendante de la volonté de chacun, c'est que les **poteaux tombés au sol** n'ont pas entraîné de coupure du **réseau téléphonique et Internet**.

Si ça avait été le cas, cela aurait été très compliqué. Mais peut-être que ça aurait permis que les choses aillent plus vite.

Toujours est-il qu'elle attend, particulièrement irritée, que la situation se débloque et que les poteaux reprennent leurs positions verticales au plus vite.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Grâce à ses installations, cette commune près de Dieppe labellisée « Village prudent »

2-3 minutes

À l'issue des installations favorisant la sécurité des usagers de la route de la Mer, la commune de Longueil (Seine-Maritime) a été labellisée « Village prudent ».

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Sécurité routière](#)

[Travaux](#)



Le village de Longueil (Seine-Maritime) a été récompensé pour les aménagements routiers réalisés route de la Mer. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 9 févr. 2026 à 9h15

[Longueil \(Seine-Maritime\)](#) affiche depuis peu le **label « Village prudent »**, une distinction nationale qui récompense l'engagement des collectivités en faveur de la **sécurité routière** et de la prévention des risques liés aux déplacements aussi bien automobiles, cyclistes que piétons.

Une sécurisation route de la Mer

Attribué chaque année par la **Prévention routière**, en partenariat avec des assureurs mutualistes, ce label valorise les actions concrètes mises en œuvre par les communes pour protéger les usagers.

Longueil fait partie des 179 nouvelles labellisations « Villes et villages prudents » décernées fin 2025 dans le cadre de la 8^e édition du label. Pour l'équipe municipale, sous la conduite du maire Didier Ledrait, cette distinction est la reconnaissance du travail mené pour la sécurisation de la route de la Mer, où d'importants aménagements ont été réalisés dans le cadre du projet « Entre deux rives ».

Des trottoirs de chaque côté de la route ont été créés, la voie est partagée entre automobilistes et cyclistes, des plateaux surélevés ont été posés en des endroits stratégiques, des écluses ont été également installées de manière à faire ralentir le trafic et sécuriser le cheminement des usagers.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les nouveaux panneaux avec le nom du label vont être installés prochainement aux entrées du village.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Education. L'université de Rouen va pouvoir bénéficier de "cinq à six millions" du budget de l'Enseignement supérieur

Margaux Fresnais

~3 minutes

Le ministre de l'Enseignement supérieur de la recherche et de l'Espace, Philippe Baptiste, était en visite sur le campus de Mont-Saint-Aignan, vendredi 6 février. Le matin même, il a rassuré sur les craintes du président de l'université Rouen Normandie au micro de *Tendance Ouest*, en rappelant que le budget de son ministère augmentait de 350 millions d'euros entre 2025 et 2026. Le président de l'Université Rouen Normandie, Franck Le Derf, a pu échanger avec lui et faire l'état des lieux de la situation financière de l'Université de Rouen. Après ces annonces et cette visite, il se dit *"rassuré concernant le budget"*.

Des mesures avantageuses pour les étudiants et l'Université

Le président de l'Université de Rouen Normandie a également exprimé sa satisfaction face aux mesures prises par le ministre de l'Enseignement supérieur. Il a souligné plusieurs mesures dans ces 350 millions d'euros, notamment *"le repas à un euro pour tous les étudiants et la compensation par l'Etat des mesures salariales qui, à l'origine, ne l'étaient pas pour 2026"*. Il affirme que l'université de Rouen va profiter d'une partie de ce budget, *"ce qui équivaut à cinq à six millions du budget de la dotation de l'Etat"*, conclut-il. Il a précédemment alerté sur un budget prévisionnel 2026 qu'il présentait avec un déficit de 11 millions d'euros.

- **A lire aussi.** ["On parle de millions d'euros qui arriveront !" : le ministre de l'Enseignement supérieur répond au président de l'Université](#)

"La dotation de l'État est insuffisante pour mener à bien nos missions"

A Mont-Saint-Aignan, Philippe Baptiste était attendu par quelques dizaines d'enseignants-chercheurs et d'élèves à la fin de cette visite. Ils contestent leurs conditions de travail. *"La dotation de l'Etat est insuffisante pour mener à bien nos missions, et nos conditions de travail se dégradent depuis une dizaine d'années"*, explique Virginie Althaus, enseignante-chercheuse et syndiquée à la CGT de l'Université de Rouen. *"On a plus d'élèves, mais moins de collègues pour nous aider à fournir un travail et un enseignement de qualité."* Deux représentants syndicaux ont eu la possibilité de s'entretenir plus d'une heure avec le ministre.

- **A lire aussi.** [En déficit, l'Université de Rouen tire de nouveau la sonnette d'alarme](#)

"Plusieurs millions d'euros" en plus cette année pour la fac de Rouen, promet le ministre de l'Enseignement supérieur - ICI

Emmanuel Grabey , Lila Lefebvre

4–6 minutes

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, en visite sur le campus de Mont-Saint-Aignan de l'université de Rouen vendredi 6 février 2026. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le vendredi 6 février 2026 à 17:18

En visite sur le campus de Mont-Saint-Aignan de l'université de Rouen vendredi 6 février 2026, le ministre de l'Enseignement supérieur promet que "plusieurs millions d'euros en plus" vont venir abonder le budget de la fac. Il répond aux inquiétudes de son président, exprimées sur ICI Normandie.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Espace, Philippe Baptiste, était en visite à l'université de Rouen vendredi 6 février 2026 au matin, pour visiter l'IRCOF (l'Institut de recherche en chimie organique fine) sur le campus Mont-Saint-Aignan. Une visite très attendue alors que le président de l'université [s'était alarmé jeudi sur ICI Normandie](#) du manque de budget pour l'année 2026, **prévoyant un déficit de 11 millions d'euros**. Une centaine de manifestants attendaient le ministre à la sortie de sa visite, un rassemblement à l'appel de syndicats enseignants et étudiants, pour réclamer plus de moyens pour la fac de Rouen. Le ministre s'est voulu rassurant, maintenant que le budget de l'État pour 2026 [a été définitivement adopté](#) par le Parlement.

Une centaine de manifestants attendaient le ministre de l'Enseignement supérieur pour demander plus de moyens pour l'université de Rouen. © Radio France - Lila Lefebvre

"Aujourd'hui, le budget de l'État pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, c'est 32 milliards d'euros", a détaillé le ministre. "C'est le quatrième budget de l'État. Est-ce qu'il faut aller

plus loin ? Je suis le premier à plaider pour ça. On a un budget depuis quelques jours maintenant. Donc, le budget du ministère augmente de 350 millions d'euros par rapport au budget précédent. Ça veut dire que derrière, c'est plusieurs millions d'euros qui vont arriver en plus à l'université de Rouen, par rapport au budget qui était initialement prévu."

Philippe Baptiste a aussi répondu à l'annonce de la **suppression de 700 places en première année de licence** à l'université de Rouen à la prochaine rentrée, en assurant que tous les bacheliers auraient une solution.

- [Université](#)
- [Enseignement supérieur](#)
- [Budget de l'État](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Plusieurs dizaines d'enseignants-chercheurs de l'université de Rouen-Normandie se sont réunis, ce mardi sur l'esplanade du campus, pour dénoncer "l'austérité" dans l'enseignement supérieur, et notamment le budget de leur université, adopté pour 2025 avec un déficit de 13,5 millions d'euros.

Le 11/03/2025 à 19:45

- Réforme de la formation des enseignants, nouvelles formations aux métiers d'avenir, rénovation bâimentaire : l'université de Rouen Normandie fait sa rentrée 2025 dans un contexte national incertain et marqué par des contraintes budgétaires.

Le 04/09/2025 à 05:00

- Le directeur artistique des cérémonies des Jeux olympiques de Paris, le Rouennais Thomas Jolly, souhaite créer un spectacle à Rouen pour le 14-Juillet, selon les informations d'"ici Normandie".

Université de Rouen : le ministre garantit que « tout le monde aura une place »

Philippe Dufresne

7-8 minutes

Pas question de jouer à l'apprenti sorcier, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, Philippe Baptiste, en visite à Rouen, tient à rassurer sur les places disponibles à l'université.



Publié: 6 Février 2026 à 15h38 Temps de lecture: 1 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. Le ministre assure que tous les étudiants auront une place à l'université de Rouen. 2. Philippe Baptiste visite le laboratoire CARMen et son spectromètre de masse. 3. Le président de l'université alerte sur un déficit menaçant 700 places. 4. Le ministre promet de suivre personnellement la situation en Normandie. Impossible de ne pas comprendre que Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, se rendait vendredi 6 février 2026 à [l'université de Rouen Normandie](#). Les forces de l'ordre étaient généreusement déployées dans ce quartier de Mont-Saint-Aignan.

Le ministre venait pour visiter [le laboratoire CARMen de chimie analytique et de réactivité moléculaire de l'Université et tout particulièrement son spectromètre de masse](#). Mais après les déclarations inquiètes de Franck Le Derf, président de l'université rouennaise, dans la presse, tout le monde attendait la réaction de Philippe Baptiste.





Carlos Alfonso et Pierre Giusti, partenaires du laboratoire, expliquent le fonctionnement du spectromètre au ministre Baptiste.
- Philippe Dufresne / Paris Normandie

Pour mémoire, [le président tirait la sonnette d'alarme à propos d'un déficit prévisionnel de fonctionnement de l'ordre de 11 millions](#), avec pour conséquences annoncées 700 places menacés en première année de licence en Droit, Staps et psychologie. Il était question aussi de postes non pourvus côté enseignants.

Manifestants à distance

Une soixantaine de manifestants étaient d'ailleurs présents (tenus à distance, les forces de l'ordre y veillant) pour exprimer mal-être, colère et inquiétude.

Arrivé à 11 h30, le ministre a visité les installations puis est revenu sur les points soulevés par le directeur (sans toutefois y faire aucune allusion directe). Pour Philippe Baptiste, il n'y a aucune raison de s'alarmer : *« Le message que je veux donner aux étudiants et en particulier aux bacheliers, c'est qu'il y aura des places. Il n'y a globalement pas de pénurie de places ni en Normandie ni en France. En 2025 un million d'étudiants sur Parcoursup, 25 000 formations, en 2026 un million d'étudiants, 25 000 formations. Ça s'est très bien passé l'an dernier, ça se passera très bien cette année. »*





Philippe Baptiste l'assure : « Il n'y a pas d'inquiétude, il n'y a pas d'angoisse ». - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Pas de déclaration du président Le Derf. Manifestement, le sujet ne devait pas perturber la visite plus que nécessaire. Philippe Baptiste enfonce d'ailleurs le clou : « *Tout le monde aura une place, tout le monde aura une formation, c'est vrai aussi ici en Normandie. Je suivrai personnellement et très attentivement le sujet. Il n'y a pas d'inquiétude, il n'y a pas d'angoisse. Tout le monde trouvera sa place. »*



Peine perdue pour Séverine Bagot-Renault, déléguée CGT de l'Université rouennaise, le ministre n'aura pas le temps de recevoir une délégation. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Alors, quand Eric Laugerotte et Séverine Bagot-Renault, délégués CGT de l'Université rouennaise, amorcent la discussion avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, à la sortie de l'établissement, l'échange est courtois mais bref. Philippe Baptiste écoute, mais explique poliment qu'il ne recevra aucune délégation et que la discussion, si elle doit avoir lieu, ne se fera pas avec lui mais avec les représentants de l'université. Les syndicalistes auront beau parler de « *la souffrance de certains collègues* », rien n'y fera. Le ministre poursuit sa route, sa visite en Normandie n'est pas finie.





Une soixantaine de manifestants, mais tenus à distance de l'entrée de l'université. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



Non, aucun élève de maternelle n'est venu avec une arme à l'école Pasteur de Rouen

Écrit par Manon Loubet

~3 minutes

Le rectorat veut couper court aux rumeurs. Non, aucun élève de l'école maternelle Louis-Pasteur n'est venu avec une arme dans son établissement, lundi 2 février 2026. On fait le point.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Mais que s'est-il passé à l'école maternelle Louis-Pasteur de Rouen, lundi 2 février 2026 ?

Plusieurs messages ont été postés sur les réseaux sociaux indiquant qu'un élève de l'école maternelle Pasteur de Rouen aurait ramené *"une arme lundi"* 2 février 2026 dans l'établissement.

Contacté par France 3 Normandie, le rectorat confirme que l'équipe éducative a dû faire face à *"un incident"* mais veut couper court aux rumeurs : *"sur la nature de l'objet : il ne s'agissait en aucun cas d'un couteau ni d'un objet tranchant. L'élève était en possession d'un objet métallique inapproprié et interdit en milieu scolaire"*.

L'élève a sorti cet objet de sa poche lors de l'accueil du matin pour le montrer à ses camarades, indique le rectorat. *"Il s'agissait d'un comportement infantin : il n'avait pas conscience de la dangerosité de l'objet ni de l'interdiction de le détenir"*, informe l'académie.

A aucun moment l'élève n'a fait preuve d'agressivité ou proféré des menaces envers ses camarades ou les adultes.

Conformément aux protocoles de sécurité stricts de l'Éducation

nationale, l'objet a été immédiatement confisqué par l'équipe enseignante.

Les autorités de police ont été sollicitées pour récupérer l'objet, par mesure de précaution.

"La famille a été reçue le jour même et un suivi éducatif et psychologique renforcé a été mis en place pour accompagner l'élève", poursuit le rectorat.

La situation est donc *"parfaitement sous contrôle"* et *"une communication a d'ailleurs déjà été adressée aux familles de l'école pour les informer"*, conclut le rectorat de Normandie.

"Cette loi on n'en veut pas" : à Neufchâtel-en-Bray, des producteurs protestent à nouveau contre la loi Duplomb - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

6-7 minutes

Ils sont une quinzaine à s'être rassemblé devant le marché de Neufchâtel-en-Bray pour sensibiliser les consommateurs © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le samedi 7 février 2026 à 20:05

Une quinzaine d'agriculteurs et de producteurs ont répondu à l'appel d'une manifestation nationale contre la nouvelle loi Duplomb à Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime). Signe que cette deuxième tentative du sénateur (LR) Laurent Duplomb de réintroduire des pesticides ne passe toujours pas.

*"Signez la pétition contre la loi Duplomb 2 !" Sur le marché de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime), l'accueil donne le ton. Une quinzaine d'agriculteurs et de producteurs se sont rassemblés ce samedi 7 février pour **dénoncer** [le nouveau texte de loi du sénateur \(LR\) Laurent Duplomb, déposée le 2 février au Sénat](#), qui **vis**e à réintroduire l'acétamipride, insecticide décrié et actuellement interdit en France.*

"Si on avale du poison, ça va nous retomber dessus", s'inquiète cette professeure des écoles qui a signé la pétition sans hésiter.

"Nous, on en paie les conséquences. Je vais au marché justement pour éviter les pesticides : j'achète auprès des producteurs que je connais, qui font de l'agriculture bio ou raisonnée", poursuit-elle en soupesant son panier plein de fruits et légumes.

"Loi Duplomb, loi poison", pouvait-on lire sur les pancartes des producteurs venus protester contre la loi Duplomb © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Cultiver du bio, c'est justement une solution qu'encourage Émilie, maraîchère près de Neufchâtel, pour ne pas utiliser de pesticides du tout. *"C'est la diversification et la rotation qui nous*

permettent de réussir à faire sans, explique-t-elle. On fait tourner les cultures d'une année sur l'autre pour éviter des maladies, pour éviter d'appauvrir le sol. C'est très gourmand en main d'œuvre, mais ça fonctionne. Et ça permet de produire en respectant la biodiversité et la santé des consommateurs."

"On tient peu compte de l'intérêt commun"

L'acétamipride est suspecté neurotoxique. En 2024, [l'Autorité européenne de sécurité des aliments \(Efsa\)](#) [appelait à abaisser la dose journalière admissible de ce néonicotinoïde](#). Et celui-ci ne fait pas des dégâts que chez les humains : il est parfois surnommé "le tueur d'abeilles". Pour cet apiculteur, ce serait donc une erreur de le réintroduire : *"C'est un grand malheur pour l'apiculture, parce que c'est vrai qu'on a des pertes très conséquentes avec les néonicotinoïdes."*

Après la [pétition anti-loi Duplomb signée par plus de deux millions de citoyens en juillet 2025](#), puis la censure du Conseil constitutionnel le mois suivant, Dittemar Hedreul, un retraité de l'enseignement agricole et membre des [Ami-e-s de la Confédération Paysanne](#), ne comprend pas le retour du texte : *"C'est un déni de démocratie, pour moi c'est grave. On tient peu compte de l'intérêt commun, du bien commun"*, s'indigne-t-il. Il y voit une tentative de court-circuiter le débat autour de cette pétition citoyenne, qui doit s'ouvrir mercredi 11 février à l'Assemblée nationale.

"On n'en veut pas de cette loi", tranche Julia, productrice de fruits rouges à Saumont-la-Poterie, venue sur ce marché de Neufchâtel justement pour *"parler de la ruralité"* au plus près des consommateurs. *"On a des marchés de renom dans le pays de Bray, mais ils se meurent. Donc c'était important pour moi de communiquer sur un marché et de ne pas être devant une préfecture, même si on a tous les copains qui sont là-bas à 17 heures."*

Selon le porte-parole de la Confédération paysanne Mathieu Grenier, [une soixantaine de personnes se sont effectivement réunies devant l'Hôtel de ville de Rouen](#), samedi en fin d'après-midi.

- [Pesticides](#)
- [Loi Duplomb](#)
- [Agriculture](#)
- [Protection des abeilles](#)

Au pied des autoroutes de Normandie, les aires de covoiturage de plus en plus prisées

Marc Braun

7–9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Avec l'extension de l'aire de covoiturage de Tourville-la-Rivière en Seine-Maritime, bordant l'A13, c'est plus de 600 places de stationnement qui sont proposées aux automobilistes le long des autoroutes en Normandie, gérées par la Sanef.

Avec dix aires de covoiturage accessibles au pied des autoroutes de Normandie (*) – six [sur l'A13](#), trois sur l'A29 et une sur l'A151 – les automobilistes ont à leur disposition 605 places de stationnement, dont 49 supplémentaires depuis quelques jours à Tourville-la-Rivière, en Seine-Maritime. «Inaugurée en janvier 2024, cette aire compte désormais 98 places deux ans plus tard, souligne Julien Castres Saint-Martin, directeur Infrastructures du Groupe Sanef. C'est bien sa fréquentation importante qui a rendu nécessaire l'augmentation de sa capacité, afin de répondre aux besoins croissants des usagers du secteur.»

« **Lire aussi :** [REPORTAGE. En zone rurale, des solutions de mobilité existent mais la voiture résiste](#) »

« Je me garais sous le pont de l'autoroute... »

L'aire de Tourville-la-Rivière, à la jonction de l'Eure et de la Seine-Maritime, illustre parfaitement l'envie des Normands de recourir au covoiturage. «Avec mon collègue, on se donne rendez-vous tous les mercredis matin pour aller à Paris ensemble. Lui vient de Rouen et moi du Havre, illustre Cédric, 50 ans. Clairement, on optimise le trajet vers Paris, et on peut discuter boulot.»

Cédric se souvient du stationnement sauvage qu'il pratiquait auparavant, [pour covoiturer](#). «Je me garais sous le pont de l'autoroute, et c'était dangereux avec les camions ; il ne fallait pas se faire accrocher un rétro.» Proposant un stationnement en épis,

entourée de clôtures, disposant d'un éclairage alimenté par de panneaux solaires, l'aire étendue de Tourville-la-Rivière revendique un certain confort. «C'est bien, à condition que les véhicules ne soient pas visités pendant notre absence, tacle cependant Cédric. Et c'est déjà arrivé !»

L'aire de covoiturage de Tourville-la-Rivière, ouverte en janvier 2024, voit sa capacité multipliée par deux en raison de son succès. La Sanef, concessionnaire de l'A13, la métropole Rouen Normandie et la commune sont partenaires financièrement. | OUEST-FRANCE

Une remarque entendue par la Sanef, la commune et la Métropole Rouen Normandie, partenaires de l'investissement. «Un système de vidéo protection va être mis en place», rassure la maire de Tourville, Agnès Cercel.

Lire aussi : [VRAI/FAUX. Les Normandes et Normands sont-ils de plus en plus accros à leur voiture ?](#)

Un financement partagé avec les collectivités

Paradoxe de l'installation, comme des neuf autres en bordure d'autoroute, «elle génère moins de véhicules en circulation, donc moins de recettes de péage, reconnaît Julien Castres Saint-Martin. Mais nous avons une mission de service public, de responsabilité sociétale. L'autoroute, c'est un secteur émetteur de CO₂, nous ne pouvons pas l'ignorer.»

[Cette promotion des mobilités](#), les collectivités s'en saisissent partout en Normandie. «À chaque fois, sur les trois autoroutes dont nous avons les concessions, les aires sont cofinancées, insiste Julien Castres Saint-Martin. Les dix aires installées en quelques années, pour un coût d'environ 5 M€, ont bénéficié d'un apport de 20 % des collectivités.»

(*) En bordure d'A13 : Troarn (Calvados), Toutainville, Bourneville et Criquebeuf-sur-Seine (Eure), Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime), La Villeneuve-en-Chevrie (Yvelines). Près de l'A29 : Fécamp, Bolbec et Épretot (Seine-Maritime). Près de l'A151 : Varneville-Bretteville en Seine-Maritime.

Municipales 2026 : à Fécamp, la gauche unie et le RN veulent ravir la mairie à droite depuis 12 ans - ICI

Amélie Bonté

6-8 minutes

Trois listes sont déclarées à Fécamp pour les élections municipales. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le lundi 9 février 2026 à 8:31

Publié le lundi 9 février 2026 à 8:31

Premier tour de scrutin le 15 mars pour élire son nouveau maire. Ce matin direction Fécamp, 18.334 habitants. La cité des Terre-Neuvas est à droite depuis 12 ans. Trois listes sont déclarées : une de droite, une de gauche et une du Rassemblement National.

A **Fécamp**, la mairie est à droite depuis douze ans, depuis que Marie-Agnès Poussier Winsback (Les Républicains puis Horizons), avait ravi la mairie à la gauche en 2014 (élue avec 51,52% des voix face une liste d'Union de la Gauche). En 2022, la maire, élue députée a laissé la ville entre les mains d'un de ses adjoints, David Roussel. Pour **ces élections municipales des 15 et 22 mars**, une liste de gauche unie (PC, PS, Les verts et LFI) est également présente ainsi que la Rassemblement National (RN).

Le maire sortant de droite David Roussel se présente cette fois en son nom, comme en 2008, il fait sa campagne sans regarder ce qui se passe chez ses adversaires. Qu'importe si lors des dernières élections de 2022, les législatives, la candidate de droite, Marie Agnès Poussier-Winsback a été élue avec moins de 1.000 voix d'avance sur le candidat RN.

"Il faut bien dissocier la politique nationale de la politique locale. Je fais confiance aux habitants pour cela. On est très fier du travail accompli pendant ce mandat, il reste encore à construire. Six de mandat c'est long et cours à la fois car nous sommes en France et les délais administratifs sont un peu longs. C'est pour cela qu'il faut pouvoir poursuivre le projet initié depuis 2014."

Justement **d'après le candidat RN**, Serge Girard, ancien coureur

de fond, les Fécampoïsiens veulent une réelle alternance : *"On a connu la gouvernance socialiste jusqu'en 2014, puis celle de Madame Poussier-Winsback et de Monsieur Roussel, les gens ont envie d'essayer autre chose."*

Une gauche unie et un candidat RN maire d'une commune proche de Fécamp

Bénédicte Martin, la candidate de la liste de gauche unie (PC, PS, Les Verts, LFI) joue la carte de l'expérience face au candidat RN. Elle qui est conseillère municipale d'opposition depuis six ans et avant cela était dans la majorité : *"le RN est un danger car **il y a une méconnaissance assez forte des sujets** et même du territoire puisque ce candidat est maire d'une autre commune. C'est assez étrange de se présenter dans une ville que l'on ne connaît pas et ce n'est pas très respectueux des habitants."*

Serge Girard est actuellement maire de la commune de Grainville-Ymauville à 10 km de là et s'il est candidat à Fécamp c'est *"parce que je réside maintenant à Fécamp"* explique-t-il. *"Alors certes il n'y a pas dix générations de Serge Girard à Fécamp, ceci étant pour être maire je pense que **c'est le projet qui compte et non pas la naissance** ou le nombre d'années de naissance."*

"C'est vrai que nous sommes portés par une actualité nationale où le RN caracole en tête des sondages, mais je veux être élue sur ce programme local." précise Serge Girard.

Mais cette fois **à gauche, l'union est de mise** Parti Communiste, Parti Socialiste, les Verts et La France Insoumise, une réelle force d'après Bénédicte Martin *"mais bien sûr, je suis aussi opposée à David Roussel, cela fait six ans que nous nous opposons en conseil municipal et nous ne sommes pas d'accord sur grand chose."*

Le maire sortant, David Roussel, qui bénéficie du soutien de la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback, présente sur sa liste.

- [Fécamp](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Les élections municipales chez vous

Après trois mandats, le maire de Neufchâtel-en-Bray ne se représente pas : "Cela a été très pesant, l'empilement et le harcèlement administratifs"

Écrit par Sylvie Callier

5-6 minutes

La ville de Neufchâtel-en-Bray, en Seine-Maritime, a reconduit le même maire pendant 18 ans. Xavier Lefrançois a choisi de passer la main, fatigué des pesanteurs administratives. Dans ce canton, où le RN était arrivé en tête aux élections législatives, ce parti n'a pourtant pas présenté de liste en ce début de mois de février 2026. Trois candidats sans étiquette font campagne.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La ville de Neufchâtel-en-Bray, 4 600 habitants, est située dans le terroir vallonné surnommé la "boutonnière du pays de Bray". La côte dieppoise est à une quarantaine de kilomètres, la Somme est voisine.

C'est la ville du champion olympique de judo, David Douillet. Son emblème gastronomique est un fromage millénaire AOP, le cœur de Neufchâtel.

La ville fut en partie reconstruite après les bombardements de 1940. Elle est décorée de la croix de guerre, comme ville martyre. Les Neufchâtelois sont fidèles à leur maire, seulement quatre se sont succédé depuis 1959.

[Neufchâtel-en-Bray est entourée par la campagne vallonnée du pays de Bray. La ville est située à une quarantaine de kilomètres de](#)

[Dieppe. • © F.Bollez/France Télévisions](#)

Xavier Lefrançois est maire depuis 2008, sans étiquette. Il a choisi de ne pas briguer de quatrième mandat. Il ressort "essoré" par les six dernières années : crise du Covid, conséquences de la guerre en Ukraine, gilets jaunes. Les incertitudes politiques au niveau national et restrictions budgétaires pèsent aussi sur cet élu.

À 66 ans, il aspire à une autre vie, *"c'est pratiquement une addiction d'être maire, on se sent indispensable. On vieillit, on oublie la famille... C'est pas une vie finalement."*

[Xavier Lefrançois, maire depuis 2008, de Neufchâtel-en-Bray, ne se représente pas aux élections municipales. • © F. Bollez/France Télévisions](#)

Ce qui m'insupporte, c'est l'inertie et ces derniers temps, j'ai vécu des choses très compliquées avec des refus de permis de construire pour des problèmes de mise aux normes.

Xavier Lefrançois, maire sortant (S.E) de Neufchâtel-en-Bray

VIDÉO- reportage de B. Dunglas et F. Bollez à Neufchâtel-en-Bray :

durée de la vidéo : 00h02mn46s



Le maire sortant, Xavier Lefrançois (S.E) ne se représentera pas. Il a rempli 3 mandats. Le canton avait été remporté par le Rassemblement National aux dernières Législatives, pourtant sur les 3 listes qui devraient s'affronter aucune n'est étiquetée Rassemblement National. Les 3 listes se revendiquent sans étiquette, en dehors des appareils politiques nationaux. • ©B. Dunglas, F. Bollez. Images de drone : F. Bollez/France Télévisions

À Neufchâtel-en-Bray, le Rassemblement National est arrivé second [derrière le communiste Sébastien Jumel](#) lors des élections législatives de 2024. Une cinquantaine de voix séparaient les deux candidats dans les bureaux de vote de la commune.

La sixième circonscription a été remportée par le candidat RN, Patrice Martin (51,2%) un agriculteur.

Pour les municipales à Neufchâtel, aucune liste RN ne s'est pour l'instant fait connaître. Les candidats ont jusqu'au 26 février pour déposer leur liste en préfecture. On compte trois listes sans étiquette (à l'heure où cet article est publié).

- "En cœur pour Neufchâtel", tête de liste : Philippe Trélat
- "Tous unis pour Neufchâtel", tête de liste : Joël Lacaille
- "Neufchâtel pour tous", têtes de liste : Fabrice Morice et Nathalie Duvivier

À Neufchâtel-en-Bray, les thèmes de campagne d'actualité sont les logements et commerces vacants, les difficultés pour obtenir des permis de construire, l'offre de garde des jeunes enfants, l'entretien de la voirie et la propreté de la ville.

Avec Bérangère Dunglas et Félix Bollez.

Interview. Municipales 2026 : À Bosc-le-Hard, le maire Philippe Vincent se prépare à un troisième mandat

4–5 minutes

Élu maire en 2014, Philippe Vincent souhaite continuer de s'investir pour Bosc-le-Hard. Il a donc fait le choix de tenter sa chance pour briguer un nouveau mandat.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)

[Pays de Caux](#)



Au sein du conseil municipal depuis 1995, Philippe Vincent repart dans la course aux municipales. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 9 févr. 2026 à 6h19

« Agir ensemble pour Bosc-le-Hard », telle est la volonté de la liste menée par Philippe Vincent à [Bosc-le-Hard \(Seine-Maritime\)](#). Au sein du **conseil municipal** depuis 1995, d'abord en tant que conseiller puis en tant qu'adjoint à partir de 2001, c'est en 2014 qu'il décide d'embrasser la fonction de maire. Et c'est entouré d'une liste rajeunie qu'il a choisi de repartir.

Engagé au sein du conseil depuis 31 ans, quelles sont les raisons qui vous ont poussé à vous représenter ?

Comme beaucoup de mes collègues, je me suis posé la question. Mais c'est grâce à la bienveillance des membres du conseil qui ont choisi de repartir à mes côtés que j'ai pris la décision de briguer **un troisième mandat**.

Par ailleurs, j'aimerais voir des projets entrepris, comme la [réhabilitation du centre bourg](#), comme j'ai pu voir [les lotissements](#) sortir de terre, la mairie déménager ou encore les bâtiments communaux être améliorés. Et bien sûr continuer d'être utile aux autres.

C'est donc avec une liste en partie renouvelée que vous avez décidé de partir. Comment avez-vous fait pour la constituer ?

La liste est composée de 13 nouvelles personnes. À savoir qu'en raison de la [hausse du nombre d'habitants](#) dans la commune, nous passons de 15 conseillers à 19. Une liste qui a été composée avec des personnes que je savais susceptibles de vouloir s'investir. Et toutes ont très rapidement dit oui avec enthousiasme. C'est une liste rajeunie avec des personnes issues des différents quartiers et d'horizons divers.

La parité vous a-t-elle posé problème lors de la constitution de votre liste ?

À Bosc-le-Hard, la parité était déjà en place, cela n'a donc pas été un problème. Sur cette liste, avec les deux remplaçants, il y aura 11 femmes et 10 hommes.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ils sont candidats

Philippe Vincent, 62 ans, instituteur ; Viviane Lemoine, 67 ans, retraitée ; Philippe Pèckre, 67 ans, retraité ; Élodie Rose, 36 ans ; Clément Bouichou, 41 ans, professeur d'anglais ; Aurélie Alizant, 36 ans, responsable comptable ; Jean-Pierre Flaguais, 70 ans, retraité ; Laurine Courageux, 28 ans, agent administrative ; Nicolas Adam, 52 ans, directeur d'agence bancaire ; Justine Duthil, 44 ans, artisan pâtissière ; Yoann Boé, 41 ans, couvreur ; Élise Letellier, 43 ans, infirmière ; Hermann Decultot, 29 ans, manager ; Camille Leveque, 45 ans, infirmière ; Mathieu Mulot, 40 ans, peintre en bâtiment ; Sylvie Ratel, 57 ans, comptable ; Alain Vallée, 67 ans, retraité ; Sophie Rouland, 55 ans, infirmière puéricultrice ; Bernadette Senecal, 70 ans, retraitée.

Quelles sont vos ambitions pour la prochaine mandature ?

Hormis les projets initiés qui j'espère aboutiront, avec mes colistiers, nous aimerions mettre en place **des actions pour la**

jeunesse, continuer de soutenir les associations et d'être porteur de projets. Mais aussi améliorer **la mobilité**, notamment en direction de la gare de Clères ou encore améliorer l'attractivité du marché.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Êtes-vous inquiets quant au contexte national actuel ?

Il est vrai qu'après un mandat qui a débuté par la Covid puis qui a été impacté par la crise énergétique et maintenant politique, le contexte national pèse forcément sur les petites communes comme la nôtre. On le voit lors des demandes de subventions qui sont de plus en plus basses. Il faudra donc faire preuve de prudence.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales à Rouen. Logement, gratuité de la cantine... La France Insoumise dévoile son programme

7-9 minutes

Maxime Da Silva, tête de liste de La France Insoumise à Rouen pour les élections municipales 2026, dévoile son programme. Il y est question de logement et de gratuité. Détails.

Sur le même thème

[La France Insoumise \(LFI\)](#)

[Logement](#)

[Municipales 2026](#)



Maxime Da Silva (au centre), aux côtés de Clémence Guetté et de ses principaux colistiers pour les élections municipales 2026 à Rouen. Il a présenté son programme, vendredi 6 février 2026. (©YR/76actu)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 6 févr. 2026 à 19h04

Aux côtés de [Clémence Guetté](#), députée La France Insoumise du Val-de-Marne, Maxime Da Silva a dévoilé son programme pour les **élections municipales 2026** à [Rouen](#), vendredi 6 février 2026. **Logement, gratuité** des cantines scolaires, des transports, ou encore participation citoyenne... On fait le point sur ses principales idées avant les scrutins des 15 et 22 mars prochains.

Un programme réparti en « 8 plans »

Avec sa liste « Faire Mieux pour Rouen », Maxime Da Silva est le principal concurrent du maire socialiste sortant [Nicolas Mayer-Rossignol](#) à gauche. S'il avait appelé les écologistes et les communistes à le rejoindre, ces derniers ont préféré [s'unir avec le maire actuel](#) pour ces élections.

Mais qu'à cela ne tienne pour le candidat Insoumis. Il souhaite incarner « **une liste de rupture** » avec le socialisme local, qu'il assimile désormais à « des alliés de Macron », depuis le vote du budget 2026 à l'Assemblée Nationale acté, en partie, grâce au soutien des députés socialistes.

Avec sa liste, il a concocté un épais **programme de 38 pages**, répartis en « 8 plans pour Rouen ». Un programme conçu, dit-il, grâce à une forte participation citoyenne, notamment avec « des consultations publiques » dans plusieurs quartiers de Rouen.

Le logement, « une urgence » pour Maxime Da Silva

Aux yeux de Maxime Da Silva, il y a « une urgence » à Rouen. Et c'est **le logement**. Le candidat LFI entend « lutter contre l'habitat indigne ». Pour ça, il veut mettre en place une « brigade du logement » que les habitants pourraient saisir pour faire contrôler la salubrité de leur habitation et taper du poing sur la table face à des bailleurs ou des propriétaires qui traînent la patte.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Toujours pour répondre à cette urgence, Maxime Da Silva et ses colistiers veulent « faciliter l'accès au logement social ». Pour ça, ils proposent de **construire de nouveaux logements sociaux** mais aussi de mieux les répartir dans les différents quartiers de la ville pour éviter une « surconcentration ».

Et puis, dans la même logique, la liste Insoumise veut user de son pouvoir de police pour « **réquisitionner des bâtiments vacants** » et permettre à des personnes sans logement de les occuper temporairement. Également, Maxime Da Silva propose de fixer un quota de logements touristiques type « Airbnb » pour « lutter contre la spéculation immobilière ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Voici les principales propositions du candidat :

- **Logement** : créer une brigade du logement, créer un service

municipal d'accueil des sans-abri et des personnes isolées, réquisitionner des logements vacants, construire de nouveaux logements sociaux, fixer un quota de logements touristiques, voter le gel des loyers des organismes de logement public ;

- **Environnement** : abroger définitivement la ZFE, poursuivre la politique de piétonnisation (notamment de la rue Jeanne-d'Arc), développer un réseau de chaleur en régie municipale pour garder la main sur les tarifs, procéder à une rénovation thermique des bâtiments communaux qui en ont besoin ;
- **Transports** : tendre vers la gratuité totale des transports en commun en commençant par les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les personnes en situation de handicap et les personnes sans emploi ou bénéficiant de faibles revenus ;
- **Éducation** : mettre en place une cantine bio, locale et gratuite pour tous, s'opposer à l'ouverture de toute nouvelle école privée et mettre fin à leur financement par la Ville de Rouen ;
- **Santé** : créer deux centres de santé municipaux sur chaque rive pour attirer de nouveaux professionnels, mettre en place une politique publique de la santé mentale ;
- **Tranquillité publique** : recruter des médiateurs de terrain, exiger l'augmentation des effectifs de police nationale, suspendre l'installation de caméras, refuser d'armer la police municipale, rallumer l'éclairage public si une majorité d'habitants en font la demande ;
- **Culture** : faire du mois des Fiertés un temps fort culturel avec notamment des expositions dans les musées et des spectacles engagés, proposer une politique tarifaire plus solidaire pour donner accès au conservatoire ou aux écoles de musique à tous ;
- **Participation citoyenne** : mettre en place un référendum d'initiative citoyenne municipal, permettre aux habitants de révoquer des élus du conseil municipal, organiser des votes citoyens pour les grands projets ;
- **Sport** : agrandir et rénover le stade Diochon, favoriser la gratuité et la tarification sociale pour l'accès aux équipements sportifs et les licences de clubs ;
- **Économie** : rendre gratuit les 15 premiers mètres cubes d'eau, promouvoir la création de fermes urbaines, empêcher la construction de toute nouvelle grande surface à Rouen ;
- **Inclusion** : ouvrir un centre métropolitain de lutte contre les discriminations, ouvrir un service d'accueil d'urgence pour les personnes en détresse (victimes de violences conjugales ou

intrafamiliales, LGBTphobie, racisme, etc.), davantage féminiser l'espace public, rendre l'espace public de Rouen 100 % accessible aux PMR, mettre en place une carte d'identité municipale pour les résidents de Rouen ne possédant pas la nationalité française, favoriser l'implantation de centre de soins vétérinaires publics.

De la gratuité, mais comment on la finance ?

Parmi la pléthore de proposition de Maxime Da Silva et de sa liste « Faire Mieux pour Rouen », deux propositions de gratuité se dégagent. Celle d'une cantine bio pour tous les écoliers rouennais et l'extension de la gratuité des transports en commun à l'ensemble des habitants.

Ces mesures, il l'assure, elles sont « finançables ». Il en veut pour preuve les récentes prises de parole de Nicolas Mayer-Rossignol présentant les finances de la Ville et de la Métropole comme « saines ». Il y a, toujours selon Maxime Da Silva, « **un excédent budgétaire** » à Rouen qui peut servir dans un premier temps à financer cette gratuité des cantines.

Pour les transports, il veut y aller par étapes. Mais il promet pouvoir faire des économies, notamment en « arrêtant de gaspiller de l'argent public » avec certaines dépenses jugées futiles. Par exemple : l'achat de caméras dites de « vidéoprotection ».

Mais pour parvenir à ses fins, il l'admet : il va falloir être « combatif ».

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Sotteville-sur-Mer, la maire sortante candidate à un nouveau mandat

3–4 minutes

À Sotteville-sur-Mer (Seine-Maritime), la maire sortante se lance dans la course aux municipales. Éluë en 2020, l'édile de 64 ans entend poursuivre les projets engagés.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



En 2020, Marie-Hélène Changarnier, alors adjointe, a succédé au maire Benoît Moreau. ©Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 8 févr. 2026 à 12h07

Entourée d'une **équipe** de conseillers municipaux sortants et de quelques nouvelles têtes, la maire de [Sotteville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#), **Marie-Hélène Changarnier**, brigue un nouveau mandat aux prochaines élections municipales. « Nous avons des projets que nous avons commencé et qui ne sont pas encore aboutis, justifie l'édile de **64 ans**, élue en 2020. Un seul **mandat** n'est pas suffisant. »

Réaménager le centre-bourg

Celle qui travaillait auparavant auprès d'un huissier de justice a connu pendant ce premier mandat un certain nombre d'événements, comme un éboulement de falaise en 2023 qui a occasionné la fermeture de l'escalier menant à la plage – désormais rouvert -, mais aussi l'échouement d'une barge au pied des falaises à la suite de la tempête Darragh fin 2024.

Quant aux réalisations du mandat, Marie-Hélène Changarnier se félicite d'avoir réussi à conserver le centre de loisirs, qui est devenu intercommunal. Des canalisations et des lampadaires ont également été remplacés par la communauté de communes de la Côte d'Albâtre. « Nous travaillons en bonne entente avec la communauté de communes et les maires voisins », apprécie l'édile.

Les travaux dans la salle communale

Le gros projet du moment est le réaménagement du centre-bourg, inscrit dans le contrat de territoire signé en novembre entre la Région, le Département et l'intercommunalité. « Nous souhaitons faire cet aménagement qui permettra de créer une retenue d'eau », précise la maire.

Elle souhaite que Sotteville-sur-Mer reste attractif : « C'est ma boussole », souligne Marie-Hélène Changarnier. Le village d'environ 400 habitants est à la fois rural et touristique et compte encore un certain nombre d'agriculteurs et de commerçants.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Parmi les projets que la maire aimerait réaliser en cas de réélection figurent des travaux à réaliser dans la salle communale et l'accueil à améliorer à la salle La Bergerie : celle-ci est en effet un point de passage du parcours de mémoire intercommunal inauguré en 2025 ; elle dispose aussi d'un terrain de pétanque et d'un parking.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Belleville-en-Caux : le maire annonce qu'il ne se représentera pas après 18 ans comme maire

3-4 minutes

Denis Guillebert a présenté ses vœux à la population de Belleville-en-Caux, lors d'une cérémonie marquée par l'annonce de sa décision de ne pas se représenter aux municipales.



Denis Guillebert a présenté ses derniers vœux aux habitants de Belleville-en-Caux (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 8 févr. 2026 à 17h35

Dimanche 25 janvier 2026, la salle des fêtes de [Belleville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#) a accueilli de nombreux habitants, élus, responsables associatifs et enseignants à l'occasion de la cérémonie des vœux du maire, Denis Guillebert. Une cérémonie toute particulière puisqu'elle marquait sa **dernière** prise de parole dans cet exercice, après **18 années** à la tête du village.

Dans un contexte national jugé **difficile**, Denis Guillebert a tenu à rappeler que Belleville-en-Caux avait su, au fil des années, avancer

avec constance et sérénité. Il a dressé un bilan qu'il qualifie de « largement positif », soulignant au passage que la population de la commune a plus que **doublé** en 18 ans.

Il s'est félicité aussi du maintien d'une stabilité budgétaire et fiscale, malgré l'augmentation des charges supportées par les collectivités locales.

Des radars pédagogiques

Le maire a rappelé les grandes orientations qui ont guidé l'action municipale : l'amélioration du cadre de vie, le renforcement de la sécurité et un développement harmonieux du village, avec en ligne de mire l'objectif d'atteindre le millier d'habitants.

Parmi les réalisations récentes, Denis Guillebert a évoqué l'installation de radars pédagogiques aux entrées du village et à proximité des écoles, la mise en place de quatre caméras de vidéoprotection, l'aménagement de trottoirs sur la route de Saint-Vaast, la sécurisation du chemin des écoliers ainsi que l'enfouissement de l'éclairage public chemin de la Source.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'entretien et la modernisation des bâtiments communaux ont également été mis en avant, notamment les travaux réalisés à la mairie et à la salle des fêtes.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Moment fort de la cérémonie, Denis Guillebert a officiellement annoncé qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales des 15 et 22 mars. Élu au conseil municipal depuis 1978, il a retracé avec émotion ses 48 années d'engagement au service de Belleville-en-Caux, dont 18 en tant que maire. Il a exprimé le souhait que la campagne électorale se déroule dans le respect et l'intérêt général, rappelant également les spécificités du scrutin par listes.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Saint-Nicolas-d'Aliermont : Loïc Beucamp en lice pour un premier mandat de maire

5–6 minutes

Une liste constituée autour de Loïc Beucamp, a décidé de s'engager aux élections municipales de mars 2026 sur la commune de Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Loïc Beucamp a composé une liste de 27 colistières et colistiers dont 14 élus de la mandature précédente et 13 nouveaux visages. ©Facebook SNA Un avenir avec vous

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 8 févr. 2026 à 20h30

À [Saint-Nicolas-d'Aliermont \(Seine-Maritime\)](#), une équipe sans étiquette politique, constituée autour de Loïc Beucamp, a décidé de s'engager aux **élections municipales** de mars 2026.

Loïc Beucamp, âgé de **45 ans**, père de deux enfants et installé à Saint-Nicolas-d'Aliermont depuis 2013, dirige depuis plus de **dix ans** une agence d'emploi à Dieppe où il accompagne chaque jour les entreprises et candidats dans leur parcours professionnel.

Engagé de longue date dans la vie publique locale, il a été élu **adjoint au maire** en 2014. Depuis 2020, il exerce les fonctions de premier adjoint en charge des finances et des ressources humaines.

Une prudence de mise

Loïc Beaucamp a composé une liste de 27 colistières et colistiers, dont 14 élus de la mandature précédente et 13 nouveaux visages. Une liste large qui rassemble des femmes et des hommes issus du monde agricole, de la vie associative, du monde du travail, de la sécurité, de la santé, de l'enseignement et de l'entreprise. Elle se veut à l'écoute des habitants.

« Nous savons ce que représente une facture, un impôt, un budget familial. Ainsi, notre connaissance des rouages communaux et intercommunaux sera un acquis précieux. Nous savons aussi où agir concrètement pour que chaque euro public soit utile et justifié. Cette connaissance doit aussi être associée à du renouveau : écouter et dialoguer pour faire les bons choix et mesurer l'impact de chaque décision sur la vie quotidienne, individuelle et collective », affirme Loïc Beaucamp.

Au sein de la communauté de communes Falaises-du-Talou, Loïc Beaucamp occupe le poste de vice-président et siège dans les commissions finances et développement durable. « Je suis animé par la volonté constante de servir l'intérêt général et de contribuer activement au développement de la commune. Ces mandats à Falaises-du-Talou m'ont donné une solide expérience que je souhaite parallèlement poursuivre à mon engagement municipal », poursuit Loïc Beaucamp.

L'élu est aussi investi dans le monde associatif nicolaisien puisqu'il est président de la JJSNA football depuis 2010 : « J'ai eu à cœur de faire grandir et de structurer cette association. Je poursuivrai cette mission jusqu'en mai date à laquelle je passerai le relais à un nouveau président, dans un esprit de continuité et de transition », poursuit-il.

« Un côté fédérateur »

« Par mon côté fédérateur et mes qualités au travail, comme au football, je veux faire de ma personnalité une ouverture à toutes les franges de la population, ajoute-t-il. C'est un challenge pour moi de fédérer les gens avec une continuité entreprise dans le milieu associatif et une évidence logique de continuer dans les pas de Blandine Lefebvre. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Sur les projets à venir, la prudence sera de mise avec une gestion rigoureuse des finances par la nouvelle équipe municipale dans l'incertitude et l'attente des subventions.

« Il faudra éviter le déclassement de Saint-Nicolas en réalisant des projets à la hauteur de nos ambitions, tout en restant prudent. Saint-Nicolas se doit de rester un pôle économique important. Enfin, j'espère être élu afin de participer de nouveau à l'exécutif de Falaises-du-Talou pour prendre les bonnes initiatives et décisions pour le bien des Nicolasiens en particulier et le territoire communautaire en général », conclut Loïc Beaucamp.

La liste « SNA Un avenir avec vous » organisera trois réunions publiques pour présenter les visages de celles et ceux qui vont s'engager et échanger avec les habitants sur leurs priorités pour la commune : mardi 10 février à 18 h 30 à la salle polyvalente de la mairie, lundi 2 mars à 18 h 30 à la salle du Bout-d'Amont et enfin vendredi 6 mars à 18 h 30 à la salle polyvalente de la mairie.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. À Rouen, le candidat LFI Maxime Da Silva lance sa campagne en fanfare

Benoît MARIN-CURTOUD

10–13 minutes

Des dizaines de militants mobilisés, un tout nouveau site web, une caravane populaire à la Grand'Mare en présence d'une vice-présidente de l'Assemblée nationale : Maxime Da Silva, pour LFI, se sent le vent en poupe.



Publié: 8 Février 2026 à 19h29 Temps de lecture: 2 min

« *Aujourd'hui, c'est une journée test. C'est une journée comme on devrait les mener sur les trois dernières semaines de la campagne* », mobilise devant la gare SNCF de Rouen Maxime Da Silva, candidat LFI aux élections municipales de [Rouen](#), devant une quinzaine de militants chargés de distribuer des tracts.

Journée test ou journée marathon ce vendredi 6 février 2026 ?

Invité des matinales de nos confrères d'Ici et de France 3, à la gare dès 8 heures, en déambulation à Rouen, en conférence de presse d'annonce de son programme, la mi-journée s'achève par un repas dans un restaurant associatif. Et ça redémarre avec la visite du foyer Moïse, menacé de destruction, un tractage rue Saint-Sever, un passage à la manifestation des universitaires pour défendre leurs emplois, puis une caravane populaire et une opération de porte à porte à la Grand'Mare. Vers 22 heures, les équipes collent encore des affiches dans la ville. Et à chaque étape c'est l'occasion pour le candidat de décliner ses propositions, dévoilées ce même 6 février.

« L'extrême gauche ? C'est celle qui ne participe pas aux élections »

Soutien de poids, la vice-présidente de l'Assemblée nationale

Clémence Guetté (LFI) a été de presque toutes les étapes, jusqu'au soir où elle a collé quelques affiches.

« Je préfère le porte à porte au tractage, on arrive à convaincre une personne sur 25 au lieu d'une sur 1000 », confie le candidat qui s'irrite de la qualification « extrême gauche » de LFI que le ministère de l'Intérieur vient d'attribuer. « C'est une vengeance puérile de Laurent Nunez. L'extrême gauche, c'est celle qui ne participe pas aux élections. Je ne m'y reconnais pas mais radical, je veux bien ».

« Le maire peut agir face à la flambée des loyers et des charges », convainc Maxime Da Silva en discutant avec deux femmes qui emportent des dizaines de tracts pour la famille. « Je connais des gens qui sont dans des appartements insalubres », confie l'une d'elles. « Oui, c'est le plus scandaleux, les problèmes de cafards, de moisissures, d'hygiène. Le maire a la capacité d'agir mais jusqu'à présent l'actuel n'a rien fait. Sur les Hauts de Rouen je connais des mères qui ne laissent pas leurs enfants sortir le soir à cause des rats, c'est scandaleux », précise le candidat qui a prévu « un plan massif de dératization ».

L'école « vraiment gratuite », cantine et fournitures incluses

L'école, une autre priorité pour ces deux mamans. *« Il faut mettre l'accent là-dessus, rendre la cantine gratuite, les fournitures aussi »,* précise-t-il en annonçant la création d'un grand centre municipal chargé de faciliter l'accès aux services publics et de lutter contre toutes les formes de discrimination.

Quelques heures plus tard, dans le porte à porte d'un immeuble de la rue Verdi, sur les Hauts, le candidat voit quelques huisseries s'ouvrir. *« Je ne suis pas Français »,* disent les uns. *« Je n'ai pas l'âge »,* disent d'autres tandis que certains *« ne votent pas »*. *« Ce n'est pas normal que vous ne puissiez pas voter. Vous payez des impôts, comme la TVA sur une baguette, et vous ne pouvez vous exprimer »,* compatit le candidat.

La « trahison » des socialistes

Devant les universitaires mobilisés à l'occasion de la venue du ministre de l'enseignement supérieur, la tête de liste LFI morigène *« l'hypocrisie des socialistes qui feignent de découvrir des déficits alors qu'ils ont laissé passer un budget qui l'avait prévu. Ils ont trahi le Nouveau front populaire »*. Les militants s'en souviendront le soir venu en recouvrant des affiches LFI les placards de Nicolas Mayer-Rossignol.

« *Mettez Jul* », réclament trois fillettes surexcitées sur le parvis de la Grand'Mare tandis que la caravane populaire de LFI s'installe. C'est, avec le collage d'affiches, la dernière étape de la journée pour rencontrer les habitants et tenter de les convaincre. Par binômes, les militants se dispersent dans les cages d'escalier. Un barnum sur la dalle accueille les citoyens avec gâteaux et sodas.

« On est là pour changer la vie des gens »

De nombreuses cases commerciales sont vides, La Poste est toujours fermée. « *On est là pour changer la vie des gens* », explique Maxime Da Silva qui, dans sa besace, détaille que « *la Grand'Mare est une oubliée de la politique municipale* » et qui dans ses propositions veut préempter les cases commerciales vides pour les proposer à petit prix tout en développant les services publics.

« *On sent une vraie dynamique dans cette campagne* », annonce Maxime Da Silva qui se voit à la tête de Rouen d'ici six semaines.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



Municipales 2026. À Rouen, le candidat Éric Moisan (LO) « appelle les travailleurs à la lutte »

Cécile Frangne

4–5 minutes

Membre du parti Lutte ouvrière, Éric Moisan se présente à la tête d'une liste révolutionnaire lors des élections municipales de mars 2026 à Rouen.



Publié: 6 Février 2026 à 13h32 Temps de lecture: 1 min

Candidat aux élections municipales de mars 2026, Éric Moisan l'explique pourtant d'entrée : « *Ce ne sont pas les élections qui vont changer la vie des travailleurs.* » Membre du parti Lutte ouvrière depuis « *la première guerre du Golfe* », ce professeur d'histoire-géographie se présente à la tête d'une liste révolutionnaire à [Rouen](#) pour « *appeler les travailleurs à un vote de dignité* ». « *Les travailleurs doivent s'unir autour de leurs intérêts de classe contre ceux des patrons* », martèle le candidat, qui s'était notamment présenté à Dieppe lors des [élections législatives](#) de 2020.

« Ne pas laisser la politique aux politiciens »

Un « *appel à la lutte* » alors que la « *situation économique des travailleurs empire* ». « *Les salaires n'augmentent pas alors que le CAC 40 a encore distribué plus de 100 millions d'euros aux actionnaires* », poursuit-il. « *Pendant ce temps, 200 000 emplois ont été supprimés en France depuis 2024.* »

Pour mener à bien ce combat, l'échelon local n'a que peu d'intérêt « *car ce n'est pas au niveau local que les travailleurs peuvent s'organiser pour changer la société* ». Pour autant, « *on pourrait imaginer réquisitionner les logements vides à Rouen* », donne en exemple Éric Moisan.

L'objectif de cette candidature, sans programme municipal, est

ailleurs : rendre visible le parti et « *inciter ceux qui sont dégoûtés des jeux politiques à ne pas se détourner de la politique* », poursuit le candidat du parti des travailleurs, justement convaincu qu'on ne doit pas « *laisser la politique aux politiques* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Près de Rouen, un appel au bénévolat pour les travaux du nouveau local de l'association solidaire](#)



[Condamné deux fois pour l'extorsion d'un patron près de Fécamp, l'Ébroïcien reste en prison](#)



Municipales 2026 : le maire repart en campagne « avec vous pour Sahurs » et une équipe renouvelée

Sylvain Auffret

4-5 minutes

Maire depuis 2014, Thierry Jouenne se représente pour un nouveau mandat avec trois de ses actuels adjoints et des projets au long cours.



Publié: 6 Février 2026 à 15h19 Temps de lecture: 2 min

Élu au conseil municipal de Sahurs depuis 2008, [maire](#) depuis 2014, Thierry Jouenne, 67 ans, se représente pour un troisième mandat. « *C'est un investissement, un devouement, depuis bientôt 18 ans, au service de la commune. Il y a des choses qui ont été faites sur les bâtiments, l'aspect visuel et il y a des projets en cours à finaliser* », explique ce [directeur de recherche](#) en chimie au CNRS « *toujours en activité pour un an* ». Trois des actuels adjoints (Patricia Nicolle, Rosamée Rouillard Guignery et Régis Billard) repartent avec lui. Pour le reste, tous les autres membres de la liste « Avec vous pour Sahurs » sont des nouveaux venus. La plus jeune a 27 ans, la plus âgée 70.

«Repenser le coeur du village»

Au programme des projets à finaliser, il y a la [rénovation de l'église](#), la phase 1 est lancée, reste la deuxième, celle de certains lotissements, l'enfouissement d'1,2km de réseau. Côté projets à lancer, « *dès le début du mandat* », la liste souhaite « *une requalification totale de la place Maurice-Alexandre, avec déconstruction de la salle polyvalente sur la fin, pour ne pas arrêter les activités, et reconstruction ailleurs d'une salle modulable*

(sports, culture, festivités) à l'empreinte énergétique moindre, déplacement du parking qui serait plus végétalisé ». Bref « repenser le coeur du village ». Le projet d'une résidence autonomie pour personnes âgées, « déjà en tête pendant ce mandat », est conditionné au problème d'assainissement de la station d'épuration. « La clé de voute c'est sa mise aux normes ». Et la Métropole précise pour le moment qu'elle aura lieu en 2029 ou 2030.

Une piste cyclable entre Sahurs et Hautot

Autre projets, la piste cyclable entre Sahurs et la [crèche intercommunale](#) d'Hautot-sur-Seine et la renaturation de deux friches industrielles. Sans oublier le maintien des [services](#) et des [commerces](#), « c est une priorité majeure », et la création d'une commission participative avec budget dédié.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



Municipales 2026 : « J'aime la Vaupalière », le conseiller Baptiste Dias Ferreira se présente

Paris Normandie

4-5 minutes

L'actuel conseiller municipal de la Vaupalière Baptiste Dias Ferreira se présente aux élections de mars prochain comme tête de la liste « J'aime la Vaupalière », qui s'inscrit dans la continuité et le renouveau.



Publié: 7 Février 2026 à 16h35 Temps de lecture: 2 min

Conseiller municipal de la Vaupalière depuis 2020, [délégué régional](#) de l'association des jeunes élus de France (Ajef) depuis 2022, Baptiste Dias Ferreira, 26 ans en mars, se lance désormais dans la campagne des élections municipales. Avec 17 autres vespaliens et vespaliennes, âgés de 27 à 79 ans, mais dont la moyenne d'âge tourne autour de la cinquantaine, ce professeur en économie, droit et gestion, en lycée et dans le supérieur, est tête de la liste sans étiquette « J'aime la Vaupalière ».

Parmi eux, on compte un ancien adjoint, deux anciens conseillers, des membres des différentes commissions municipales et d'associations. Leur ambition est de « *poursuivre la dynamique engagée* (lors du mandat du maire [Bernard Brunet](#), lequel ne se représente pas, NDLR), *tout en apportant des améliorations là où elles sont nécessaires* ».





Baptiste Dias Ferreira et la liste « J'aime la Vaupalière » - DR

« Faire vivre ce qui nous rassemble »

Côté programme, Baptiste Dias Ferreira indique vouloir « *continuer à faire vivre ce qui nous rassemble : soutenir nos associations, accompagner nos jeunes, prendre soin de nos aînés, préserver nos traditions et encourager les initiatives qui créent du lien* ».

Concrètement, « *tout en préservant un budget responsable, je poursuivrai les moments qui comptent pour chacun : les repas des aînés, le colis et le goûter de nos anciens, le spectacle de Noël des enfants, la sortie des jeunes et les chèques cadeaux remis à nos adolescents. Je continuerai également à soutenir nos associations, avec équité et bienveillance, car elles sont le cœur vivant de notre village* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)



« Vis ma vie de maire ». À Saint-Etienne-du-Rouvray, comment allier proximité et gestion municipale ?

Dorothée BRIMONT

7-8 minutes

(3/3) Quel est le quotidien d'un maire ? À quoi ressemblent ses journées ? À cinq semaines des élections municipales (les 15 et 22 mars 2026), Paris Normandie a approché 3 élus de 3 communes de taille différente. Aujourd'hui : Joachim Moyse à la tête de Saint-Etienne-du-Rouvray, une ville de près de 30 000 habitants.



Publié: 7 Février 2026 à 20h00 Temps de lecture: 1 min

La journée du maire de Saint-Etienne-du-Rouvray commence toujours par un moment de convivialité avec les membres de son cabinet à 8h30. Et dans le bureau, c'est lui qui sert le café à Yasmina, Valérie et son directeur de cabinet Matthieu Charlionet. Puis, « *je lis la presse : Paris Normandie, L'Huma et le Monde* », commente Joachim Moyse. Dans l'édition du jour, « [le retour à 90km/h dans l'Eure](#) » interpelle les deux hommes. Après un bref échange, place au rituel de 8h45, « *l'horoscope*. » C'est Matthieu Charlionet qui s'y colle et le lit pour tout le monde.

De réunion en réunion

Après un point sur le programme de la journée, le maire gagne son bureau à l'étage, suivi de celui qui marche dans ses pas, son directeur de cabinet. Jacques Dutheil, président du [comité de jumelage](#), attend devant la porte. La prochaine heure, il sera question d'un déplacement en Allemagne, dans la ville Nordenham, du 8 au 12 avril 2026. Avec une délégation d'une dizaine de personnes, l'actuel maire et l'ancien maire, ils vont partir outre Rhin pour célébrer les quinze ans d'amitié entre les deux villes. Pour l'heure, il faut dresser la liste des personnes conviées, décider du moyen de transport...

À 9h45, Hubert Wulfranc, l'ouïe fine certainement, frappe à la porte. Il vient pour « *un boujou* » et prendre des nouvelles des affaires municipales. L'ancien maire reste un soutien de taille pour Joachim Moyse. Avant de prendre le fauteuil de maire, il avait été son premier adjoint. Mais le temps file. 10h déjà. Il est l'heure de se rendre sur le terrain, « *sur le marché du plateau du Madrillet*. »

Un petit tour de marché

Avant de déambuler au milieu des étals, Joachim Moyse se rend à la médiathèque Elsa Triolet pour saluer le personnel. La Ville emploie près de 700 agents municipaux. Puis, direction le marché. Il tombe directement sur son adversaire aux prochaines municipales, [Aziz Erden \(liste citoyenne\)](#), tracte avec ses soutiens. Ils font face à ceux du maire communiste, candidat à sa réélection. C'est donc un exercice d'équilibriste qui se présente à Joachim Moyse. [Candidat ou maire ?](#) Sur le marché, au milieu de ses administrés, il est clair : « *Je suis ici en tant que maire*. » C'est avec attention qu'ils écoutent les doléances des habitants du quartier, sans prosélytisme. Arbre à élaguer, place à nettoyer, voiture ventouse, problèmes de voisinage... Les sujets sont nombreux ce matin-là..

Avant de rejoindre son bureau pour la pause déjeuner, il fait un détour par la maison de quartier du plateau du Madrillet pour signer quelques documents.

Un Aire de fêtes

À 13h45, c'est le retour en mairie. Après un bref point avec son directeur de cabinet, il s'enferme dans son bureau pour une heure de réunion avec Katia Besnard, responsable du département citoyenneté, associations, fêtes et événementiel. Ensemble, ils calent les événements « *de rang 1*, précise Joachim Moyse, *les principaux de la ville* : [Aire de fêtes](#), 14 juillet... » Des décisions prises très en amont pour déposer au plus tôt les dossiers en préfecture ou faire les différentes déclarations à la Sacem. L'heure est donc au choix mais des décisions rapides car déjà se profile la prochaine réunion. Celle de coordination avec les différents services techniques.

Je suis ici en tant que maire, pas en tant que candidat.

Un timing trop serré

Les différentes interventions ayant débordé sur le timing, elle se poursuivra sans le maire. Il quitte discrètement la salle pour se rendre à l'assemblée générale de l'association Droujba. L'emploi du

temps du maire est minuté. Chaque réunion n'excède guère une heure. En tout cas, ce jour-là. Et à force de courir après le temps, il a fini par trébucher. À son arrivée, les adhérents sont en train de ranger la salle. C'est fini. La présidente prend quand même le temps de remercier le maire pour sa venue. De son côté, il encourage les troupes à poursuivre [leurs actions à destination de l'Ukraine](#).

Un échange de quelques minutes avant de reprendre la route, pour une heure de porte à porte rue Anatole-France. « *Je suis ici en tant que maire, pas en tant que candidat* », précise-t-il, encore, à un habitant qui lui ouvre la porte. Ce genre d'action, « *depuis le début du mandat, je le fais une à deux fois par mois. Avec la campagne, ça s'est un peu intensifié. C'est toutes les semaines.* »

À 18h, la journée est terminée, « *c'est exceptionnel qu'elle se termine si tôt.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Elbeuf et Cléon, le forum pour l'emploi « Les Clés de la réussite » célèbre ses dix ans](#)

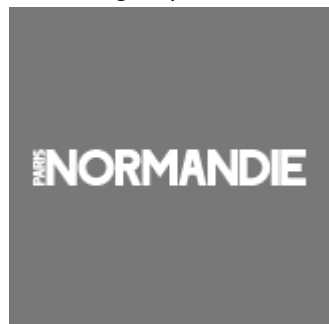


Municipales 2026. Éric Herbert brigue un troisième mandat à la tête de Quincampoix

Mélanie Bourdon

4-5 minutes

Le maire de Quincampoix projette notamment pour le mandat à venir la création d'une grande place de vie en lieu et place des anciens groupes scolaires.



Publié: 8 Février 2026 à 17h24 Temps de lecture: 1 min

Eric Herbert, maire de [Quincampoix](#) depuis 2012, se présente pour un troisième mandat consécutif aux élections municipales 2026 avec une liste renouvelée à 50 %. « *Notre bilan est positif. Nous avons encore des choses à apporter à la population tout en préservant notre identité, le charme assez unique de Quincampoix.* »



Éric Herbet se présente aux prochaines élections municipales à Quincampoix. - Paris Normandie

Éric Herbet voit dans la perspective potentielle d'un mandat de sept ans (contre six jusqu'ici), une possibilité de mener des projets d'envergure. « *Nous avons le projet de créer une nouvelle place qui ceinture la mairie, avec de nouveaux commerces et services* », présente l'élu. Derrière la mairie, deux anciens groupes scolaires ont été désertés depuis l'ouverture, en septembre 2025, de la nouvelle [école](#) de Quincampoix. Un espace qui pourrait donc être converti en place publique, avec, cela reste à affiner, précise le candidat-maire, de potentiels logements au-dessus de cases commerciales et de service.

Un projet pour les associations

Entre la création des deux maisons médicales, du nouveau groupe scolaire ou encore de la chaufferie, les finances de la commune pourraient inquiéter. « *Quincampoix, niveau endettement, est en dessous de l'endettement de sa strate, plaide Éric Hébert. Et il faut prendre en compte certaines économies. La chaufferie nous fait économiser 50 000€ de chauffage par an. Le remplacement de 90 % des 800 points lumineux par des leds également. C'est un mix entre économies et investissements.* »

Les associations devraient être également suivies de près : « *nous avons 47 associations et 3000 adhérents* ». Quincampoix compte 3200 habitants. « *Nous avons un projet d'envergure avec le monde associatif.* » Une grange de 250 mètres carrés achetée à la commune d'[Isneauville](#) devrait prochainement rejoindre le pressoir du XVIIIe siècle prêté gracieusement aux associations communales. La salle des fêtes pourrait également être rénovée « *avec une extension et des gradins escamotables.* »

Le candidat conclut : « *Nous serons respectueux du passé et audacieux pour l'avenir.* »

Lire aussi



Élections municipales 2026 : À Étretat, André Baillard se présente à sa propre succession

Romain Huynh

3–4 minutes

Le maire sortant André Baillard annonce sa candidature au scrutin municipal de mars 2026, pour un second mandat. Il met en avant les réalisations de son premier mandat et la nécessité d'inscrire son action dans la durée.



Publié: 6 Février 2026 à 11h26 Temps de lecture: 1 min

Le maire sortant d'Étretat, André Baillard, annonce vendredi 6 février 2026 sa décision de se présenter à sa propre succession, au [scrutin municipal des 15 et 22 mars](#). Il conduira la liste « Pour Étretat tous unis ! », avec une « équipe renouvelée, alliant des expériences et des expertises diverses, élus, chefs d'entreprise, professions libérales, commerçants », d'après un communiqué de son équipe de campagne.

Finaliser les projets en cours

Le candidat, élu maire en 2020, met en avant « plusieurs projets structurants menés à leur terme » pendant son mandat, et « d'autres en cours de finalisation » qu'il entend mener à bien au cours d'un second mandat. « La confiance se construit dans la durée par des réalisations plutôt que par des effets d'annonce », défend-on dans son équipe de campagne.

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

« Je pars la tête haute » : à Criquetot-l'Esneval, Alain Fleuret raccroche son écharpe de maire

Laure Ferrari

6-8 minutes

Après 49 ans au service du village où il est né, Alain Fleuret, maire de Criquetot-l'Esneval, cède son siège. Il présidera son dernier conseil le 3 mars 2026 et dit partir « serein ».



Publié: 7 Février 2026 à 12h03 Temps de lecture: 4 min

« *Moi, je ne serai jamais Président de la République, ni maire, car on n'a pas le temps de s'occuper de ses petits-enfants.* » Cette remarque glissée par l'un de ses deux petits-fils a piqué au vif Alain Fleuret et l'a conforté dans sa décision. À 74 ans, ce vieux briscard, entré au conseil municipal en 1977 et élu maire (sans étiquette) pour la première fois en 2005, part « *serein* » et « *la tête haute* ».

« Je voulais être sûr de mon successeur »

Pour ce cadre bancaire à la retraite, homme de dossier, pas question de raccrocher l'écharpe tricolore sans anticiper le passage de relais. « *Je voulais être sûr de mon successeur. Quelqu'un qui connaît parfaitement les dossiers. Un de mes adjoints conduira la liste. Ce sera une transition sous le signe de la continuité, même si une grande partie sera remaniée avec du sang neuf* », raconte le maire sortant. Il faut dire que plusieurs membres du conseil ont usé leurs fonds de culotte sur les bancs de l'école de Criquetot aux côtés d'Alain Fleuret.

« 90 % de la réussite des mandats, ce sont eux, je garde 10 % pour moi ! »

C'est sans doute ce qui explique cet « *esprit d'équipe* », cette « *solidarité* » entre les élus à Criquetot-l'Esneval. Elle puise sa source dans leur enfance commune. « *90 % de la réussite des mandats, ce sont eux, je garde 10 % pour moi !* », sourit, derrière sa large moustache blanche, Alain Fleuret, fier de n'avoir connu « *ni scission, ni démission* » en plus de vingt ans aux commandes du village.

« On a remis à neuf tout le patrimoine communal »

Et ne vous fiez pas au bureau derrière lequel il vous reçoit. Une table vide de toute feuille, dossier ou objet personnel. L'élu est un bosseur. « *On a remis à neuf tout le patrimoine communal : les salles, l'église, intérieur comme extérieur, les logements...* » Et il aime à parler de lui comme d'un « *maire bâtisseur* » avec les [maisons médicale](#) et paramédicale, le gymnase, tout en essayant de préserver le caractère semi-rural de Criquetot-l'Esneval. « *Comme dit toujours Édouard Philippe, à Criquetot, y'a tout ce qu'il faut !* », reprend ce fervent défenseur de la communauté urbaine, dont il est l'un des vice-présidents.

« Nos 2 700 clients, ce sont les habitants. »

« *Et d'autres chantiers viennent de se terminer ou sont en cours : la place, le restaurant scolaire, l'atelier municipal... Je ne les inaugurerai pas, mais peut-être que je serai invité...* », lâche-t-il avec malice. Exigeant et distant pour les uns, carré et dévoué à son village pour les autres, Alain Fleuret reconnaît une particularité dans la gestion de Criquetot-l'Esneval : « *J'ai géré la commune comme on gère une entreprise. Et nos 2 700 clients, ce sont les habitants.* »

Des petits bonheurs aux situations tragiques

Une vie d'élu avec ses bons moments. De l'ambiance bon enfant des « *incontournables* » fêtes du 15 août, jusqu'aux visites dans les plus hautes institutions de la République (Matignon, parlement, Conseil européen...). Aux pires de la fonction de maire : « *Quand vous poussez la grille d'une maison que vous connaissez pour annoncer une saloperie* », confie Alain Fleuret, encore marqué par des situations tragiques comme des accidents ou des suicides.

Ses enfants qu'il n'a « pas vu grandir »

À quelques semaines de son départ, il évoque ses enfants qu'il n'a « *pas vu grandir* ». Puis, il salue Élisabeth, son épouse depuis bientôt 47 ans, comme un soutien indispensable qui a joué un rôle majeur dans la réussite de ses mandats, tout en cultivant une

grande discrétion. « *Si vous n'avez pas l'adhésion de votre moitié, ce n'est pas la peine de se lancer dans un mandat* », prévient-il à l'intention de tous les potentiels candidats.

Quant à l'avenir, il s'écrit forcément à Criquetot-l'Esneval : « *Je suis né ici, j'y mourrai* », assure Alain Fleuret. Mais avant ça, il s'occupera d'une autre « *grosse boutique* », la maison de retraite [La Pommeraie](#), avec ses 180 salariés et ses 190 résidents répartis entre Criquetot et Rolleville. Et surtout de ses proches, à commencer par ses petits-fils...

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Criquetot-l'Esneval \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)



Municipales 2026. À Fontaine-la-Mallet, Philippe Bachelet veut incarner la continuité

Romain Huynh

5-7 minutes

Philippe Bachelet, actuel premier adjoint au maire sortant Jean-Louis Maurice, se présente dans la droite ligne de ce dernier. Il entend maintenir une politique basée sur la maîtrise du budget et de la fiscalité, et développer l'animation et les services en direction des familles et des jeunes.



Publié: 8 Février 2026 à 12h31 Temps de lecture: 3 min

C'est clairement une candidature de continuité que présente Philippe Bachelet à [Fontaine-la-Mallet](#). « *Jean-Louis Maurice nous laisse une commune très bien gérée, affirme-t-il. Ce qui nous facilite beaucoup la tâche.* » Élu au conseil municipal depuis 2008 et premier adjoint depuis 2020, le candidat entend poursuivre une politique municipale marquée par une « *maîtrise des finances, avec pour objectif, autant que possible, de ne pas augmenter la part municipale des impôts locaux ;* »

« *Les gens viennent s'installer à Fontaine-la-Mallet pour une qualité de vie, soutient-il. C'est cet aspect que nous cherchons à conserver et à développer : un environnement de qualité, durable et sécurisé* ». Une sécurité à l'accent mis sur les piétons, avec la route départementale qui traverse la commune. « *Nous devons avoir une réflexion sur la vitesse et le sens de circulation, affirme le candidat. Nous voulons aussi développer les mobilités douces, en lien avec la communauté urbaine : l'utilisation du vélo électrique, et les pistes cyclables.* »

Répondre aux besoins des familles

Philippe Bachelet emmène, pour ce scrutin, une équipe de 23

personnes, dont seize sont issues du conseil municipal actuel.
« *Sept Fontainais nous ont rejoints, issus du tissu associatif local. Notre liste, “ Bien vivre ensemble à Fontaine-la-Mallet “, est composée d’actifs, de retraités, de cadres, d’agents administratifs... ce sera un conseil municipal dynamique* », assure-t-il.

Celui qui a accompagné, de près, les politiques municipales des six dernières années, en convient : « *La commune doit évoluer sur certains sujets : le lien intergénérationnel et la prise en compte de la jeunesse notamment.* » C’est pourquoi son équipe entend « *développer une offre de service, le soutien aux associations, et des animations* » en direction des familles et des jeunes. « *Nous avons [des lotissements récents](#) qui accueillent des familles, et un projet de maisons individuelles et de petits immeubles, avec Logeo, qui devraient être livrés en 2027. Le projet doit permettre de loger entre 300 et 400 personnes* », estime le candidat.

« On ne part pas d’une plage blanche, on a l’expérience pour nous. »

Philippe Bachelet, Candidat à l’élection municipale

Dans ce contexte, et dans la perspective d’apporter aux familles ce dont elles ont besoin, l’actuel premier adjoint affirme être « *en cours de négociation pour la mise en place d’un cabinet médical.* » Ce dernier, dont l’ouverture n’est pas prévue avant 2027, permettrait l’arrivée de plusieurs médecins généralistes. Sur les deux praticiens que comptait la commune, l’un est déjà parti et le second se retirera dans les deux années à venir, l’enjeu est donc crucial. Pour ce sujet comme pour les autres, Philippe Bachelet met en avant son actif et celui de ses colistiers. « *On ne part pas d’une plage blanche, on a l’expérience pour nous* », affirme-t-il.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s’impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Fontaine-la-Mallet \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Municipales 2026. À Manneville-la-Goupil, un conseiller municipal se présente face au maire sortant

Suzelle Gaube

5-7 minutes

Depuis plusieurs mois, Jean-Philippe Couckuyt a pris la décision de se présenter aux élections municipales 2026. Actuel conseiller municipal dans l'équipe de Christian Solinas, le jeune homme de 29 ans crée une liste d'opposition. Il veut « davantage de communication et de concertation » au sein du conseil, ainsi qu'entre la municipalité et les habitants.



Publié: 9 Février 2026 à 07h12 Temps de lecture: 2 min

C'est accompagné de Sonia Cuffel que Jean-Philippe Couckuyt a décidé de présenter sa candidature pour briguer la fonction de maire à [Manneville-la-Goupil](#), en mars 2026. Tous deux sont actuellement conseillers municipaux dans l'équipe du maire sortant Christian Solinas, qui présente lui-même sa candidature. Ce qui a notamment motivé Jean-Philippe Couckuyt à se présenter, c'est la manière dont le mandat actuel s'est déroulé. « *Beaucoup de dossiers ont été avancés sans qu'il n'y ait eu de concertation au sein du conseil municipal* », affirme Jean-Philippe Couckuyt.

Il déplore le manque de réunions publiques

Il prend pour exemple [le projet d'aménagement du centre-bourg](#).

« *On a quand même eu une réunion publique après l'avoir demandé durant de nombreux mois* », estime le jeune homme de 29 ans, installé à Manneville depuis neuf ans. Et dont le grand-père, Raymond Marais, a été investi trente-cinq ans dans la commune.

« *Ça a d'ailleurs été une réunion très violente*, décrit Jean-Philippe Couckuyt. *Certaines personnes ont déploré que tout avait été*

décidé pour eux. La réunion a eu le mérite de faire avancer le projet sous proposition d'habitants qui se plaignaient qu'il n'y ait pas de ralentisseurs à côté du cimetière ou encore qu'il n'y ait pas de trottoir route des Mésanges ». Le projet a alors été réajusté pour répondre à ces demandes.

« Des Mannevillais se sentent abandonnés. »

« *Davantage de concertation* », mais aussi « *revoir les priorités* » s'il est élu. Il pense à l'éclairage public, notamment allée des rosiers : une voie de 400 mètres de long où il y a une quarantaine de maisons. Pour Jean-Philippe Couckuyt, Christian Solinas « s'est focalisé à [transformer le centre-bourg](#), autour de l'église, au détriment du reste de la commune ». Le jeune candidat ne veut « *pas de commune carte postale* », mais « *une commune vivante* ». Il assure que c'est l'écho de Mannevillais qu'il rencontre qui disent se « *sentir abandonnés* ». Il propose aussi d'améliorer la sécurité en développant le réseau de vidéoprotection, affirmant qu'il y a une augmentation de vols, cambriolages et d'actes malveillants.

« Plus de proximité » avec les associations

Jean-Philippe Couckuyt ne promet pas la réalisation de grands projets au regard « *des finances contraintes* » de la commune selon lui. Il parle des deux emprunts réalisés par la commune durant le dernier mandat. L'un pour remplacer l'éclairage public halogène « *très coûteux* » en led « *permettant une économie qui permet de rembourser l'emprunt* », commente Christian Solinas, contacté par *Le Havre Paris Normandie*. Et un second emprunt pour acheter un tracteur pour la commune, le précédent étant vieillissant.

« *Il y a plein d'améliorations concrètes qui peuvent faire la différence pour les Mannevillais* » : « *la mise en ligne de la disponibilité de la salle des fêtes* », « *plus de proximité* » avec la douzaine d'associations que compte la commune. Des exemples d'actions qu'il compte mener avec quatorze colistiers « *très dynamiques* », âgés de 28 à 69 ans.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le](#)

Municipales 2026. Loïc Beaucamp veut « continuer à faire rayonner Saint-Nicolas-d'Aliermont »

Paris Normandie

5-6 minutes

C'est parti dans la course aux municipales pour Loïc Beaucamp qui a finalisé sa liste et programmé trois réunions publiques à Saint-Nicolas-d'Aliermont. Une candidature sans surprise pour celui qui a été présenté comme son successeur par la maire actuelle.



À Saint-Nicolas-d'Aliermont, Loïc Beaucamp brigue un premier mandat de maire, mais un troisième mandat d'élus. - Photo Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 8 Février 2026 à 09h36 Temps de lecture: 1 min

Élu en tant que conseiller délégué en 2014 à Saint-Nicolas-d'Aliermont, Loïc Beaucamp devient premier adjoint en charge des finances et des ressources humaines, poste occupé encore à ce

jour. [Présenté officiellement pour lui succéder par Blandine Lefebvre fin 2025](#), le candidat compte poursuivre sur la même lignée et « *continuer à faire rayonner Saint-Nicolas* », mais avec sa personnalité propre.



Loïc Beaucamp brigue un troisième mandat à Saint-Nicolas-d'Aliermont, en tant que maire cette fois. - Photo Paris Normandie

Investi dans la JSSNA

Outre ses 14 années au sein du conseil municipal, ce Nicolaisien de 45 ans, marié et père de deux enfants, est aussi le président de la JSSNA, club dont il a pris les rênes à l'âge de trente ans : « *Je m'y suis beaucoup investi. J'ai eu à cœur de faire grandir et structurer cette association. Je suis très respectueux de valeurs : la confiance, la loyauté, le respect et l'équité, je suis à l'écoute, attentif aux possibilités d'échange. J'ai un côté fédérateur, dans le domaine sportif comme dans le travail.* » Loïc Beaucamp a voulu une fidèle à liste à son image et ses ambitions, « *sans étiquette, très large, avec des hommes et des femmes de terrain, issus du monde agricole, de la vie associative, du monde du travail, de la*

sécurité, de la santé, de l'enseignement, de l'entreprise ».

Attention aux finances

Vice-président à la Communauté de communes Falaises du Talou depuis 2020 et siégeant aux commissions finances et développement durable, l'édile compte aussi conserver ce poste :
« C'est ici que se posent les questions importantes et les grands projets structurants pour la commune comme pour la Communauté de communes. »

Loïc Beaucamp a pour ligne directrice le développement de Saint-Nicolas, *« dans le respect de son identité, de ses ressources et des personnes : notre commune évolue et les attentes des habitants avec elle. »* Mais dans un contexte marqué par de fortes contraintes financières, réglementaires et sociales, il prévient :
« J'insiste sur la rigueur dont on gèrera nos finances. Il n'est pas question d'assister à un déclassement de Saint-Nicolas comme on a pu le voir dans certaines communes. »

Liste « SNA, un avenir avec vous ». Réunions publiques à la salle polyvalente de la mairie : 10 février à 18h30 (présentation de la liste), 2 mars et 6 mars à 18h30 (projets).

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Opération Pièces jaunes : d'1,7 tonne à 175 kilos, l'hôpital de Dieppe souffre de la raréfaction de la monnaie](#)



Du renouveau prévu à la mairie de Saint-Riquier-ès-Plains avec la candidature d'Arnaud Deneuve

Mireille Loubet-Anquetil

5-7 minutes

Alors que le maire sortant, Patrick Victor ne se représente pas, Arnaud Deneuve conseiller municipal du village, reprend le flambeau pour les élections de mars 2026, avec une équipe renouvelée.



Arnaud Deneuve est conseiller municipal depuis 18 ans. Pour les élections de mars 2026, il mène la liste « Saint Riquier : notre village ». - Paris Normandie



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 8 Février 2026 à 12h01 Temps de lecture: 1 min

Il a 46 ans, deux grands enfants, il est responsable administratif à l'Assurance maladie et travaille aussi bien à Rouen qu'à Dieppe ou à domicile, grâce au télétravail. Arnaud Deneuve, qui a passé son enfance à Vittefleur, est surtout un habitant du village de Saint-Riquier-ès-Plains depuis une vingtaine d'années. Et engagé au

conseil municipal depuis 18 ans.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Patrick Victor, le maire (élu depuis 2008), a décidé qu'il ne se représentait pas. C'est à ce moment-là que les élus sortants sont venus me chercher* », explique Arnaud Deneuve. Avec trois mandats effectués comme conseiller municipal à [Saint-Riquier-ès-Plains](#), le quadragénaire a déjà une solide expérience de la gestion des affaires locales dans un petit village de 630 habitants.

« *De nombreuses compétences locales ont été transmises à la communauté de communes de la Côte d'Albâtre. Mais une équipe municipale a encore des missions à porter, des tâches précises sur lesquelles il faut se concentrer, comme faire vivre le village ensemble, l'animer. Faire en sorte que les habitants se connaissent et partagent des événements dans la convivialité* », détaille Arnaud Deneuve. Il restera également attentif à [la défense de l'école du village dont une classe a fermé à la rentrée](#) de septembre 2025.

Expérience et renouveau

Une fois propulsé candidat tête de liste pour les élections municipales de mars 2026, Arnaud Deneuve a méthodiquement constitué sa liste qui était finalisée dès l'automne 2025. « *Nous sommes quinze au total, il fallait donc trouver sept femmes et sept hommes. Ma volonté a été d'avoir des personnes d'âges et de professions différentes, des habitants du centre-bourg comme du hameau de Veauville* ».

Ma volonté a été d'avoir des personnes d'âges et de professions différentes, des habitants du centre-bourg comme du hameau de Veauville.

Arnaud Deneuve, Candidat aux municipales à Saint-Riquier-ès-Plains

Sur les quatorze colistiers de la liste « Saint Riquier : notre village », quatre conseillers municipaux sortants viendront assurer la continuité des projets avec onze nouvelles têtes, le plus jeune a 31 ans, le plus ancien est âgé de 66 ans. « *C'est une nouvelle équipe qui peut s'appuyer sur la sagesse de l'expérience de quelques-uns et le renouveau. Nous travaillons ensemble régulièrement depuis novembre 2025 et une émulation se met déjà en place* ».

Pour se faire connaître auprès des habitants, la liste « Saint Riquier : notre village » a choisi le contact individuel et direct, maison par maison, appuyé par [une page Facebook ouverte fin janvier 2026](#), pour présenter les membres de la liste et les projets qu'elle souhaite porter.

Municipales 2026 à Saint-Léonard : une liste sans tête de liste pour « un nouvel élan »

Matthias Chaventré

5-6 minutes

À Saint-Léonard, près de Fécamp, Claude Maguet repart aux municipales sur une liste sans tête de liste, aux côtés de Franck Carton et d'autres. Une équipe apolitique qui mise sur le dialogue, la proximité et la maîtrise du budget.



Publié: 8 Février 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min



Claude Maguet (4e à g.), Franck Carton (à dr.) et leurs colistiers veulent créer un « Nouvel élan pour Saint-Léonard. - DR

À deux reprises, Claude Maguet, habitant [de Saint-Léonard, près de Fécamp](#), s'est déjà présenté aux élections municipales.

Siégeant dans le camp de l'opposition, face à Bernard Hogue et son équipe. Si le maire sortant avait annoncé ne pas se présenter

une nouvelle fois, Claude Maguet figure sur une nouvelle liste pour mars 2026 qui comporte une particularité. Il n'y a là aucune tête de liste, contrairement à celle adverse menée par François Daudruy, actuel adjoint. « *C'est une liste au sens propre du terme qui s'engage pour le mois de mars prochain. On ne désigne pas qui est tête de liste, qui ne l'est pas. Ensuite, ce sera le conseil municipal qui désignera effectivement le maire* », explique Claude Maguet, 69 ans. À ses côtés, Franck Carton, autre colistier et coiffeur. Ils ont la même vision de la politique locale.

« J'ai toujours aimé faire cela et je me suis toujours dit que j'y retournerai. »

Franck Carton, Candidat à Saint-Léonard

Les deux se connaissent depuis de longues années. Franck Carton a effectué un mandant à [Valmont](#), en tant que conseiller municipal, avant de déménager à Saint-Léonard. Dans le village de 1700 habitants, il a été élu en 2014, membre de la liste portée par Bernard Malandain. « *J'ai toujours aimé faire cela et je me suis toujours dit que j'y retournerai* », sourit Franck Carton.

Pour une maîtrise du budget

Claude Maguet et lui promettent un « *Nouvel élan pour Saint-Léonard* ». Sans faire de promesses qui ne seraient pas réalisables. « *On veut d'abord voir l'état des finances et avoir une maîtrise totale du budget.* » La liste souhaite organiser des réunions publiques durant la campagne. « *Pour que les gens viennent nous rencontrer avec leurs questions, et afin qu'on leur explique nos thèmes de travail.* »

Du dialogue entre élus et avec les habitants

L'équipe apolitique est réunie autour de « *l'envie de réussir et d'abord de travailler ensemble. On veut être une équipe de dialogue.* » D'abord, en interne. Les candidats envisagent des réunions entre celles des commissions et celles du conseil municipal. Afin que tous les élus soient au même degré d'information. « *On faisait ça à Valmont à l'époque et ça fonctionnait très bien* », retient Franck Carton.

Par ailleurs, l'équipe souhaite mettre en place des temps d'échanges avec le public du conseil municipal, dans la foulée des réunions, afin de parler des sujets qui l'intéressent. « *On veut être à l'écoute de nos concitoyens. Avec un maire et un adjoint au maire accessibles chaque jour.* » Claude Maguet, Franck Carton et leurs colistiers établissent ainsi les bases de leur candidature, avant de dévoiler plus amplement leur programme.

Après le retrait de deux cuves enterrées, une nouvelle source de pollution découverte à Neufchâtel-en-Bray

4–5 minutes

Après avoir déterré deux cuves, sources de pollution, à Neufchâtel, les ouvriers mandatés par l'État ont découvert un troisième ouvrage potentiellement polluant. Les détails.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Pollution](#)



Une nouvelle pollution a été découverte sur le même site où deux premières cuves avaient été enlevées. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 7 févr. 2026 à 7h12

En décembre dernier, l'État via la sous-préfecture de Dieppe a procédé au retrait d'**anciennes cuves de goudron**, situées en face le dojo, à proximité de l'intersection des rues Grande Flandre et de la Petite Vitesse, à [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**). Ces cuves enterrées depuis les années 1930 se sont révélées être à l'origine d'une [pollution](#) faisant remonter périodiquement une **substance visqueuse et noire** en surface, au niveau du parking de l'enseigne Ecomiam notamment.

Mais ces derniers jours, alors qu'ont lieu les travaux pour refaire le parking, une nouvelle pollution a été détectée sur le site.

Un nouvel ouvrage pollué découvert

Lors de la remise en forme du terrain, après le retrait des cuves, un ouvrage maçonné en briques dont l'existence n'était pas connue a été découvert. « Il contient également du produit polluant. Sa constitution n'étant pas précisément connue, il a été décidé de le sonder puis de le sécuriser, ceci dans l'attente de l'expertise du site par l'Établissement public foncier de Normandie (EPFN) pour déterminer le niveau de pollution et les actions à mener en conséquence. Le traitement de cet ouvrage en fera partie » résume la **sous-préfecture de Dieppe** qui porte ce chantier.

Au départ, l'objectif des travaux d'urgence était de supprimer la première source de pollution provoquant des écoulements superficiels sur le parking. « Pour cela, les **deux cuves enterrées en béton** présentes sur le site ont été retirées ainsi que leur contenu. Les terres avoisinantes, polluées par l'écoulement partiel de ce produit, ont également été évacuées avant reprofilage du terrain » rappelle la sous-préfecture.

Sécuriser le nouvel ouvrage

C'est dans le cadre de ce chantier que la nouvelle pollution a été mise en lumière à travers l'ouvrage dont peu de personnes devaient connaître l'existence.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'intérieur de l'ouvrage sera partiellement curé pour éviter tout débordement de la pollution.

« La partie curée sera remplacée par un matériau léger et absorbant type sciure qui permettra aussi de lutter contre les odeurs. Par la suite l'ouvrage sera recouvert d'un couvercle afin de le sécuriser ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Après la mise en œuvre de ces mesures d'urgence, il apparaît nécessaire de conduire des études approfondies sur la pollution des sols afin de définir les mesures complémentaires à mettre en œuvre le cas échéant. Dans ce contexte, l'État a souhaité mobiliser l'EPF Normandie afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage des études techniques.

Un suivi particulier de l'ouvrage

Pour conclure, la sous-préfecture, dont le maire [Xavier Lefrançois](#) se réjouit du travail en responsabilité, la source de pollution initiale (les deux cuves) a été retirée.

La sécurisation du nouvel ouvrage vise à empêcher tout écoulement en dehors de celui-ci et à limiter au maximum l'émission d'odeurs.

Ces actions permettront de ne pas avoir à mettre en œuvre de suivi particulier. Mais tout constat de nouvelle pollution donnera lieu, le cas échéant, à une nouvelle intervention pour éviter toute nuisance pour les usagers et l'environnement.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sandouville. Aux origines de la réserve naturelle

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Il en a vu les métamorphoses, les pertes, mais aussi les victoires. Un lieu aux portes du Havre qui a évolué parfois au prix de pertes irréversibles, mais qu'il continue de parcourir avec la même attention.

" J'ai découvert un monde à part "

Guy Bêteille découvre l'estuaire de la Seine en 1979 grâce à son frère. A l'époque, certaines zones sont presque inaccessibles, plus sauvages, plus humides. *"C'était une expédition"*, se souvient-il. Très vite, il s'y rend chaque semaine comme bénévole actif au sein du Groupe ornithologique normand (GONm). Il participe aux premiers comptages, aux suivis de migrations, aux campagnes de baguage organisées dans les années 1980. Ces observations quotidiennes permettent de documenter la richesse du site, notamment pour les spatules, dont l'estuaire est alors l'un des principaux sites de halte migratoire.

A cette époque, les naturalistes sont peu nombreux mais leurs relevés réguliers constituent une base de données précieuse, encore utilisée aujourd'hui pour mesurer l'évolution des populations.

La naissance de la réserve

Dans les années 1980, le lancement de la construction du pont de Normandie et les projets portuaires accélèrent la prise de conscience. Les données récoltées par les naturalistes, dont Guy, servent à démontrer l'intérêt écologique du site. La mobilisation des associations aboutit à la création officielle de la réserve en 1998, puis à la mise en place d'une gestion de l'eau, à la protection des roselières et à la fermeture de la route de l'estuaire, autrefois source de dérangement et de mortalité pour la faune. Le travail sur le terrain de Guy Bêteille, comme celui d'autres bénévoles, a largement contribué à rendre ces décisions possibles.

Un paysage qui change

En quarante ans, Guy a vu certaines espèces disparaître, d'autres arriver, comme la cigogne dans les années 90. Les vasières se sont réduites, les milieux se sont refermés, un changement qu'il observe avec une certaine tristesse. Mais l'estuaire reste pour lui un lieu essentiel pour la biodiversité. Même s'il habite aujourd'hui dans l'Orne, il y revient encore plusieurs fois par an. *"Je continue d'y aller parce que j'aime ce lieu. J'y ai passé une partie de ma vie".*

Alors que la réserve prépare le renouvellement du plan de gestion prévu pour 2028, une enquête est lancée pour mieux connaître la place qu'occupe aujourd'hui la réserve dans le regard des habitants. Une manière de prolonger, autrement, le travail patient mené depuis des décennies par des bénévoles comme Guy, dont les pas ont contribué à écrire l'histoire de l'estuaire.

- Le lien pour participer à l'enquête : <https://urls.fr/ueBBuH>

Réchauffement climatique. Les conséquences en Normandie : "On ne ferait plus pousser des pommes mais des noix de coco"

Écrit par Solène Anson

9–11 minutes

1,8 degré de plus en Normandie à l'horizon 2050, c'est ce que prévoit l'INSEE dans un rapport publié ce jeudi 5 février 2026. Un chiffre en-dessous de la moyenne nationale, mais cette hausse entraînera quand même des changements majeurs. Voici les explications d'un expert.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ce n'est plus une surprise. En France, les températures pourraient encore grimper d'ici une vingtaine d'années. C'est en tout cas ce que révèle l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) dans un communiqué ce jeudi 5 février 2026.

"En Normandie, les températures moyennes journalières ont augmenté de 1,1 °C en moyenne entre 1965-1994 et 1995-2024. D'ici 2050, elles pourraient encore progresser de 1,8 °C par rapport à la période 1976-2005, alors qu'en France ce pourrait être 2,7 degrés. Cette hausse, serait plus marquée durant les mois de juin à août, même si le climat normand resterait tempéré", indique l'INSEE.

Un climat tempéré, oui, mais toujours victime du réchauffement.

"Sur les côtes de la Manche, on bénéficie d'un rafraîchissement en été et d'un adoucissement en hiver. En revanche, dès que l'on s'éloigne d'une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des terres,

vers Rouen, Chartres, Alençon ou encore Laval par exemple, on se rapproche de la moyenne nationale, avec des températures nettement plus élevées", note Serge Zaka, ingénieur agronome, docteur en agroclimatologie, chasseur d'orages et lanceur d'alerte.

Celles-ci seraient toutefois plus mesurées en Normandie, en particulier près du littoral.

"Si je prends les chiffres du nombre de jours au-dessus de 35 degrés, dans 20 ans, on aura peut-être trois jours par an en bord de côtes. En revanche, à l'intérieur des terres, le plus loin possible de la Manche, on pourrait atteindre jusqu'à 15 jours au-dessus de 35 degrés, ce qui est déjà très conséquent", explique Serge Zaka.

Et les premiers touchés seraient les animaux d'élevage. *"En agriculture, par exemple, les vaches laitières subiront moins de stress thermique, et donc, moins de baisse de production de lait en été en bord de mer qu'à l'intérieur des terres. C'est une moyenne régionale qui ne rend pas compte de l'énorme disparité entre Cherbourg et Alençon",* précise l'agroclimatologue.

D'ailleurs, dans un documentaire diffusé sur France 2 en janvier dernier, qui imagine la France en 2100 avec Étretat (Seine-Maritime), la Camargue (Gard) couverte de mangroves et le Mont-Saint-Michel (Manche) entouré d'arbres tropicaux, le réalisateur Michaël Pitiot le rappelait :

"Le niveau moyen des mers monte peu à peu. On le mesure le long des quais, comme ici dans le port du Havre. On imagine alors de grandes digues pour protéger nos maisons. Mais plus il faudra les construire hautes et solides, plus la question se posera : plutôt que de lutter contre la montée des eaux, ne faudrait-il pas choisir de s'y adapter, et déplacer les habitations inondables vers les collines ?"

Le documentaire : ["France, il était une fois demain"](#)

[Voilà à quoi s'attendre en 2100 ici, à Étretat, en Normandie. • © "France, il était une fois demain" réalisé par Michaël Pitiot](#)

"Huit siècles ont été nécessaires pour édifier le Mont-Saint-Michel au milieu des marais. Un siècle pourrait suffire au climat pour tout changer", annonçait le réalisateur du film Michaël Pitiot sur cet autre monde.

"En devenant plus chaud et plus humide, la Normandie pourrait devenir propice à d'autres cultures. On n'y ferait plus pousser des pommes, mais des noix de coco."

Ces événements météorologiques extrêmes et ce climat plus chaud rendront les conditions de vie plus difficiles. Les publics les plus fragiles seront particulièrement affectés, notamment lors des

journées et des nuits de fortes chaleurs, mais pas seulement.

"L'augmentation de la température moyenne a également des impacts sur l'aire de répartition des cultures et des arbres qui pourraient arriver par le sud, comme le laurier, qui pourrait remonter jusqu'en Normandie. Les pics de chaleur joueront aussi sur la mortalité de certains arbres adaptés à un climat plus tempéré, surtout à l'intérieur des terres. Le littoral serait un peu moins concerné, mais on observera une mortalité forestière marquée dans les zones continentales. Quant aux cultures, elles resteront présentes en hiver", explique Serge Zaka.

Le blé, l'orge et le colza aussi seraient directement impactés. *"Il faudra également surveiller les prairies, très exposées aux fortes chaleurs et aux canicules estivales. Le maïs, plutôt au sud de la région, subira aussi ces températures élevées. Enfin, le maraîchage pourrait rencontrer des difficultés en été, avec l'émergence de nouvelles formes d'agriculture ", poursuit ce chasseur d'orages.*

[L'agroclimatologue Serge Zaka, travaille sur l'avenir de notre planète depuis son plus jeune âge. • © DR](#)

Et c'est en bord de mer que l'on devrait respirer le mieux en période de fortes chaleurs, comme le souligne Serge Zaka.

"Les populations vivant sur le littoral connaîtront quelques pics de chaleur au cours de l'été. Ce sera parfois difficile à supporter pendant quelques jours, mais pas sur l'ensemble de la saison. En revanche, à l'intérieur des terres, la combinaison de la chaleur et de l'humidité pourrait être plus marquée. Les villes devront alors s'adapter, notamment en repensant le verdissement urbain et l'architecture", poursuit-il.

1,8 degré, c'est une moyenne régionale qui ne rend pas compte de l'énorme disparité entre Cherbourg et Alençon.

Serge Zaka, spécialiste en agroclimatologie

Dans la région, à Deauville par exemple, l'impact pourrait être plus limité. À l'inverse, dans les grandes métropoles, la situation sera plus compliquée. *"À Paris, Bordeaux ou Lyon, les températures seront beaucoup plus élevées. Une partie de l'été, la chaleur deviendra difficilement supportable, notamment dans des logements qui ne sont pas toujours adaptés", prévient-il.*

Conséquence : ces évolutions pourraient entraîner des mouvements de population plus importants.

"On observe déjà une redistribution du tourisme. Jusqu'ici, les touristes parisiens descendaient vers la Méditerranée pour

rechercher la chaleur et le soleil. Demain, cette chaleur sera présente, voire excessive, à Paris même. Pendant les canicules, ils iront donc chercher la fraîcheur ailleurs. Il faut s'attendre, en Bretagne et en Normandie, à des afflux de touristes parisiens, soit ponctuellement le temps d'un week-end, soit sur l'ensemble de la saison estivale. Cela entraînera une pression touristique accrue, mais aussi une pression foncière et agricole autour des villes, certaines résidences secondaires pouvant devenir des habitations principales", analyse celui qui s'est spécialisé dans l'impact des paramètres climatiques, notamment le stress thermique.

La question de l'eau va donc devenir centrale. En Normandie, la sécheresse devrait progresser durant l'été, même si, selon l'INSEE, les précipitations annuelles augmenteraient d'environ 5 %.

"Cette pluie sera répartie différemment au cours de l'année. Les précipitations hivernales seront plus importantes, ce qui entraînera des excès d'eau et des risques accrus d'inondations. En revanche, l'été sera plus sec", explique Serge Zaka.

"Or, la pression touristique s'exercera principalement en période estivale, au moment même où les besoins en eau augmenteront, notamment pour l'irrigation et l'abreuvement des animaux. Cela pourrait poser de réels problèmes de gestion de l'eau en Normandie, des problématiques que l'on ne connaissait pas forcément au siècle passé", poursuit-il.

Cette Normandie traditionnellement verte pourrait ainsi jaunir en été, avec des pâturages de plus en plus affectés.

[En 2100, faudra-t-il déplacer les maisons inondables sur les collines ? • © "France, il était une fois demain" réalisé par Michaël Pitiot](#)

"En agriculture, certaines réponses existent. Les paysages peuvent être gérés différemment. L'ombre par exemple, sera l'alliée de demain. Le bocage normand doit être préservé, voire étendu. Les haies que l'on arrache aujourd'hui, il faudra cesser de les détruire, mais en replanter, car elles limitent le vent, donc l'évaporation et la transpiration", souligne l'agroclimatologue.

Sur le papier, ces adaptations sont possibles. Mais seulement sur la papier, car dans les faits, elles restent encore difficiles à mettre en œuvre. *"Aujourd'hui, les moyens accordés aux régions ne sont pas suffisants pour faire face à ces changements. Ce ne sont que des petits pansements. L'adaptation devra être beaucoup plus profonde", conclut Serge Zaka.*

Tempête Goretti : ce que deviennent les arbres cassés et déracinés en Normandie

Philippe Dufresne

7-8 minutes

La tempête Goretti a frappé la France début janvier et causé d'énormes dégâts. Des milliers d'arbres ont été brisés. Il faut maintenant gérer les grumes et les chablis, en respectant sécurité et biodiversité.



Publié: 8 Février 2026 à 10h46 Temps de lecture: 2 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

La tempête Goretti a causé d'énormes dégâts en Normandie, déracinant des milliers d'arbres. L'ONF et le CRPF gèrent les arbres cassés, priorisant sécurité et biodiversité. Les troncs sont valorisés en bois d'œuvre, palettes ou bois de chauffage. L'ONF laisse certains troncs au sol pour favoriser la biodiversité.

Dans la soirée et la nuit du [jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026](#), la [tempête Goretti](#) a frappé, notamment, la Normandie. Les vents extrêmement forts ont cassé les branches, brisé les troncs ou déraciné des arbres. Les débris jonchent encore les sous-bois et les jardins ou ont été rangés sur les côtés des routes.

[C'est un vrai casse-tête pour les professionnels chargés de débayer les zones concernées.](#) Comme le confirmait le 29 janvier le maire de Tancarville, Frédéric Rabby-Demaison, « *il y a encore des axes ou des rues fermés pour permettre aux bûcherons d'œuvrer.* » Que vont devenir ces arbres ?

La sécurité est une obligation, on ne va pas laisser des grumes en bord de route par exemple.

Fabien Levasseur, Technicien forestier

Deux acteurs principaux interviennent, l'Office National des Forêts (ONF) pour les espaces publics et le Centre Régional de la Propriété Forestière de Normandie (CRPF) interlocuteurs des propriétaires de bois et forêts privés.

Fermeture temporaire de certains massifs

Cyril Retour du CRPF distingue deux temps d'intervention :

« l'urgence pour assurer la sécurité et la gestion classique. »

Propos confirmés par l'ONF : *« Les troncs d'arbres arrachés ou brisés, appelés chablis, font l'objet d'une gestion différenciée, conforme aux principes défendus par l'Office national des forêts. La priorité immédiate est la sécurité : dégagement des routes, chemins forestiers, abords des habitations et sites fréquentés. L'ONF insiste sur le danger persistant après tempête. Les arbres fragilisés, avec des branches en tension peuvent nécessiter parfois [la fermeture temporaire de certains massifs au public.](#) »*



Les troncs d'arbre sont parfois très endommagés. Ils iront à la confection de palette ou au bois de chauffage. - Paris Normandie

C'est ainsi que les troncs ou les branches sont débités pour libérer la voie et se retrouvent entreposés, temporairement, en bordure de route ou de bâtiment. Fabien Levasseur est technicien forestier à la coopérative du Vieux-Manoir « Forêt d'ici ».

« La sécurité est une obligation, on ne va pas laisser des grumes en bord de route par exemple. Si nos bûcherons et débardeurs sont sollicités, nous intervenons. » Le bois est valorisé au mieux.
« Il faut savoir que le tronc c'est 80 % de la valorisation de l'arbre. En fonction de l'état, si le tronc est de bonne qualité il va devenir des planches, des madriers, etc. S'il est cassé ou a des nœuds, il ira vers la production de palettes. S'il est vraiment moins bon, il rejoint les branches et têtes d'arbres pour devenir du bois de chauffage. »





La mise en sécurité des lieux et le dégagement des axes sont la priorité. - Stéphanie Péron Clement

En forêt publique, l'ONF applique une gestion écologique raisonnée. Une part significative des troncs est laissée au sol afin de constituer du bois mort, « *élément clé du fonctionnement forestier* ». Ce bois favorise la biodiversité en accueillant des insectes, des champignons, des oiseaux ou des petits mammifères.

En devenant de l'humus, par décomposition, il va fertiliser les sols. L'ONF précise la nature de son intervention : « *le retrait du bois n'est envisagé que dans certains cas : risque sanitaire, entrave à la régénération, contraintes de sécurité ou valorisation possible. Les troncs encore exploitables peuvent être dirigés vers le bois d'œuvre, le bois énergie ou le broyage pour paillage. Ces opérations sont encadrées afin de limiter le tassement des sols et la perturbation des milieux.* »

L'ensemble des opérations demande du temps. Les traces du passage de Goretti seront encore visibles plusieurs semaines.

Lire aussi

[Au Havre, Mathieu Hauguel s'impose sans label : son clip « Shine » franchit 1,7 million de vues](#)

[Football – Ligue 1 : époustouflant face à Strasbourg, le HAC réalise une opération en or](#)

[Football – HAC : un Koffi servi bien chaud, un homme dans le match et les notes des Havrais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Tancarville \(Seine-Maritime\) Seine-Maritime Eure Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Entre Saint-Laurent-en-Caux et Le Torp-Mesnil, le projet éolien de la plaine de Coqueréaumont avance

Mireille Loubet-Anquetil

5–6 minutes

Depuis 2021, ABO Energy étudie la faisabilité d'un parc éolien terrestre entre Saint-Laurent-en-Caux et Le Torp-Mesnil. Une permanence d'informations est prévue le mercredi 11 février 2026.



Trois éoliennes pourraient être installées d'ici 2030 entre Saint-Laurent-en-Caux et Le Torp-Mesnil comme celles-ci, à Auville, dans le pays de Bray. - Louis Piraud/Paris Normandie



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 8 Février 2026 à 07h59 Temps de lecture: 1 min

La société ABO Energy, entreprise allemande du secteur des énergies renouvelables, sera présente le mercredi 11 février 2026 dans la commune du Torp-Mesnil. Elle tiendra une permanence d'information publique, de 14h à 19h, avec les habitants de la

commune et ceux de Saint-Laurent-en-Caux sur son [projet de parc éolien de la plaine de Coqueréaumont](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Il est envisagé l'implantation entre les deux communes de deux à trois éoliennes. Selon, la société ABO Energy la zone choisie respecte la distance minimale de 500 mètres de toute habitation, tout en ayant une bonne exposition aux vents dominants sans gêner les servitudes aéronautiques et avec un raccordement électrique facile sur différents postes alentours.

Dans ses communications, publiées en ligne, [ABO Energy](#) indique avoir, dès 2021, consulté les administrations et les institutions et échangé avec les élus du Torp-Mesnil. En 2022 et en 2023, les discussions se sont poursuivies avec les élus de Saint-Laurent-en-Caux) et des rencontres ont eu lieu avec les propriétaires fonciers de la zone d'étude.

Mais pour les riverains, les habitants des communes concernées, c'est l'installation du mât de mesure, haut de 140 mètres en février 2024, puis une première réunion d'information publique au printemps 2024, qui les ont alertés de l'existence de ce projet éolien.

Affiner les calculs de production électrique

En novembre 2025, [le deuxième bulletin d'information](#), publié en ligne, fait le point sur ces étapes préliminaires.

Les éléments recueillis permettent de confirmer la viabilité d'un projet éolien sur les communes du Torp-Mesnil et de Saint-Laurent-en-Caux.

« Les études environnementales (faune, flore, milieux naturels, paysage, acoustique, vent) viennent de nous dévoiler leurs premières conclusions. Les éléments recueillis permettent de confirmer la viabilité d'un projet éolien sur les communes du Torp-Mesnil et de Saint-Laurent-en-Caux. Les études de vent se poursuivront jusqu'en début d'année 2026, dans le but d'affiner la précision des calculs de production électrique ». Il est précisé que le mât de mesure devrait être démonté d'ici la fin du premier semestre 2026.

La permanence d'information a pour but d'échanger avec les habitants sur les états initiaux du site retenu, un précédent rendez-vous fixé mi-décembre 2025 avait dû être annulé pour cause de maladie.

Lire aussi



L'incompréhensible mansuétude de la mairie de Rouen à l'égard d'un condamné pour complicité de génocide

Auteur Manuel Sanson

10-13 minutes

Alors que son procès en appel se tient en ce moment à Paris, un employé de la Ville de Rouen, pourtant condamné en première instance des chefs de complicité de génocide et crime contre l'humanité commis au Rwanda en 1994, a pu, jusqu'à présent, bénéficier de l'étrange et irrégulier soutien de la municipalité rouennaise en termes d'emploi et de traitement.

« Il y a beaucoup de zones d'ombre et d'incompréhension autour de cette affaire ». Ainsi se confie au *Poulpe* une source anonyme dans les couloirs de l'Hôtel de Ville de Rouen.

Et l'on reparle du génocide rwandais - environ 800 000 morts de l'ethnie Tutsi au printemps 1994 - et de la Ville de Rouen, refuge de certains extrémistes Hutus ayant fui leur pays pour échapper aux poursuites judiciaires.

[Le Poulpe avait notamment déjà raconté comment plusieurs personnes haut placées à la tête du régime génocidaire avaient pu s'installer ou résider dans la ville aux cent clochers au début des années 2000, allant jusqu'à phagocyter le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile en s'infiltrant, entre autres, au sein de différentes associations locales.](#)

Plusieurs personnes, suspectées d'avoir participé de près ou de loin aux massacres, ont été arrêtées et poursuivies en justice de longues années après les faits, au Rwanda mais aussi en France.

C'est le cas d'un certain Claude Muhayimana, employé à la Ville de Rouen et condamné en 2021 par la cour d'assises de Paris à 14 ans de prison pour complicité de génocide et crime contre l'humanité, individu dont *Le Poulpe* avait déjà retracé le parcours et évoqué certains appuis dont il avait bénéficié depuis son départ du continent africain en 2001.

L'homme de 65 ans a fait appel de sa première condamnation, [un second procès vient de s'ouvrir à Paris](#). Le verdict est attendu pour le 27 février. Il demeure présumé innocent à ce stade de la procédure. Contacté, son avocat n'est pas revenu vers nous avant la mise en ligne de cet article.

Selon nos informations, le fonctionnaire est actuellement en arrêt maladie pour raison de santé en lien, peut-être, avec le nouveau procès qui vient de démarrer. À l'issue de sa première condamnation en 2021, Claude Muhayimana avait été placé en détention provisoire avant d'être remis en liberté par ordonnance de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris rendue fin 2022, dans l'attente de son second procès.

Aujourd'hui, plusieurs informations recueillies par *Le Poulpe* questionnent à tout le moins quant à la bienveillance de la mairie de Rouen dirigée par le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol envers ce personnage controversé, embauché par la Ville en 2007 « *sur un poste de cantonnier* ».

Après sa condamnation par la cour d'assises en 2021 et son placement en détention provisoire, décision très largement relayée par la presse nationale et internationale, Claude Muhayimana a joui d'un incroyable traitement de faveur. S'il a bien été radié des cadres par arrêté du maire de Rouen pour abandon de poste au motif d'incarcération, il a en revanche réintégré son poste de fonctionnaire et conservé son ancienneté dès sa remise en liberté.

« *Je n'ai jamais vu ça. Ca n'est pas possible juridiquement* », commente une experte en droit de la fonction publique mettant clairement en doute la légalité d'une telle réintégration. Interrogé, un syndicaliste chevronné, fin connaisseur des arcanes des collectivités locales, fait également part de son incompréhension.

« *Il est à noter que la cour d'assises n'a prononcé aucune peine complémentaire, à savoir, la déchéance des droits civiques, l'interdiction d'exercer un emploi public ou la déchéance de la nationalité. L'une de ces trois peines aurait entraîné de plein droit la perte de la qualité de fonctionnaire territorial* », se justifie le cabinet du maire de Rouen. Sans toutefois apporter de réponse sur le fond quant à cette réintégration autant irrégulière qu'extraordinaire.

Plus surprenant encore, une fois de retour à son poste de travail, le condamné en première instance pour complicité de génocide et crime contre l'humanité, a été promu par arrêté municipal du 30 avril 2024 portant la signature de Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen. Jusque-là, adjoint technique territorial principal de seconde classe, il est ainsi passé en première classe avec à la clé une majoration de son traitement.

« Dans le cadre du déroulement normal de sa carrière, il a été l'objet d'un avancement au grade d'adjoint technique territorial principal de 1ère classe ; ce type d'avancement s'apprécie uniquement sur la manière de servir conformément au code général de la fonction publique. Il figurait ainsi en 6e position sur 45 », tente de déminer le cabinet du maire de Rouen.

"Il y a une sérieuse question d'équité et d'égalité de traitement"

Selon une source à la mairie, confirmée par des documents internes à la Ville, il ne s'agissait absolument *« pas d'une promotion automatique »* mais bel et bien *« d'un choix »* de l'administration municipale pilotée *in fine* par le maire, en vertu des très bonnes notes de sa hiérarchie. De fait, Claude Muhayimana a été choisi délibérément parmi d'autres fonctionnaires en vue d'une montée en grade.

D'après nos informations, la décision de promotion aurait été prise au plus haut niveau sans même que soit mis dans la boucle le directeur général des services, Jean-Marc Magda, ancien directeur de cabinet du préfet de Seine-Maritime et premier fonctionnaire à la Ville.

Comment justifier ces deux éléments, signes objectifs d'une certaine mansuétude à l'égard d'une personne condamnée en première instance pour complicité de génocide et crime contre l'humanité ? À cette heure, rien ne l'explique. Interrogé, le cabinet du maire se retranche derrière *« la présomption d'innocence »*, *« l'appel ayant anéanti l'arrêt de la cour d'assises »*.

Dans d'autres circonstances, la politique de la municipalité en matière disciplinaire apparaît pourtant bien différente. Selon nos informations, la collectivité a ainsi récemment tenu un conseil de discipline concernant la révocation d'un agent après sa condamnation définitive pour agression sexuelle incestueuse.

D'après nos renseignements, la Ville de Rouen s'est justifiée en plaidant que sa réputation s'était trouvée *« entachée »* par cette condamnation. Difficile de comprendre à quel titre une condamnation - même en première instance - pour complicité de génocide et crime contre l'humanité n'entache pas autant voire davantage l'image de la Ville.

Pour rappel, les procédures disciplinaires et pénales sont totalement distinctes. Rien n'empêche une collectivité de sanctionner un agent avant une éventuelle condamnation définitive, et cela arrive souvent. [Ainsi, Le Poulpe a raconté comment l'ancien directeur des travaux du centre hospitalier du Rouvray avait été](#)

définitivement révoqué de la fonction publique avant même que l'enquête de la police judiciaire de Rouen ne soit bouclée.

« Il y a une sérieuse question d'équité et d'égalité de traitement », estime un salarié de la ville de Rouen à propos du cas de Claude Muhayimana.

Dans sa décision que *Le Poulpe* a pu consulter, la cour d'assises de Paris avait tout de même jugé que le cantonnier rouennais, décrit comme « *pouvant se montrer manipulateur* », avait assuré « *le transport d'exécutants sur les sites des attaques, facilité la préparation ou la consommation d'actes ayant consisté en une pratique massive et systématique d'exécutions sommaires, d'actes de torture et d'autres actes inhumains, en exécution d'un plan concerté inspiré par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux commis à l'encontre d'un groupe de population civile, en l'espèce, le groupe ethnique tutsi* ».

La cour avait également rappelé que le crime de génocide et le crime contre l'humanité appartiennent « *à la catégorie des crimes les plus graves* » du dispositif répressif français.

« *Activisme peu commun déployé par le mis en examen ou par son entourage pour approcher les témoins et influencer leurs dépositions* »

Dans sa précédente enquête consacrée à la trajectoire de Claude Muhayimana, *Le Poulpe* avait narré comment, en 2006, ce dernier avait déjà bénéficié du soutien d'un général de brigade français ayant participé à l'opération Turquoise, quand la France était arrivée militairement au Rwanda mais n'était pas intervenue pour empêcher les massacres. Ce qui avait donné lieu à une longue procédure judiciaire visant la responsabilité de l'armée française pour sa passivité supposée face aux atrocités commises en 1994, procédure conclue par un non-lieu en 2024.

À l'époque, le général de brigade, aujourd'hui retraité, avait quant à lui sorti sa plus belle plume pour solliciter du préfet de Seine-Maritime la régularisation de son protégé bien que sa demande d'asile ait été rejetée. Claude Muhayimana avait ensuite obtenu un titre de séjour avant d'acquérir la nationalité française en 2010.

C'est à partir de 2011 que l'étau judiciaire se resserre autour de lui. D'abord depuis le Rwanda où il fut mis en accusation par le parquet général. Interpellé par la police judiciaire française, il finit par échapper aux poursuites dans son pays natal en vertu de questions juridiques *in fine* tranchées par la cour de cassation, la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire en France. En revanche, la justice

française a repris les éléments à son compte pour aboutir à la condamnation de 2021.

[De son côté, *Le Poulpe* avait pu recueillir différents témoignages, sur la rive orientale du lac Kivu au Rwanda, racontant comment le cantonnier rouennais avait pu assurer la logistique de vastes opérations de nettoyage ethnique.](#) Sur la base d'écoutes téléphoniques et de perquisitions réalisées en France, les gendarmes ont découvert que l'homme reste particulièrement bien informé de la situation et des menaces judiciaires qui pèsent sur lui dans son pays natal.

Lors d'une perquisition au domicile de Claude Muhayimana le 9 avril 2014, les gendarmes ont ainsi mis la main sur des documents manuscrits où figurent les noms de témoins à charge au Rwanda incluant leur filiation et leur localisation. L'ancien milicien était même averti des dernières investigations des enquêteurs au pays des mille collines.

Les affirmations confirmées par l'exploitation des téléphones portables saisis chez Claude Muhayimana et les écoutes téléphoniques effectuées par la gendarmerie pousseront le parquet de Paris à souligner dans ses réquisitions « *l'activisme peu commun déployé par le mis en examen ou par son entourage pour approcher les témoins et influencer leurs dépositions* ».

En France comme au Rwanda, Claude Muhayimana a, semble-t-il, toujours pu compter sur de solides appuis. Y compris donc celui de la mairie de Rouen. Qu'en sera-t-il à l'issue de son procès en appel devant la cour d'assises de Paris ? Réponse le 27 février prochain.

« *L'autorité territoriale sera attentive à la décision d'appel, et envisagera les suites à donner selon le sens de la décision qui sera rendue* », annonce la Ville sans pour autant motiver la mansuétude dont a joui Claude Muhayimana jusqu'ici.

À Rouen, le Centre Henri-Becquerel recourt à l'Intelligence artificielle pour une radiothérapie sur-mesure

Marc Braun

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Avec un premier patient traité, atteint d'un cancer de la prostate, le Centre Henri-Becquerel, à Rouen, est le premier établissement en Normandie à proposer une radiothérapie adaptative, s'appuyant sur l'Intelligence artificielle (IA).



Jean-Claude (à droite), atteint d'un cancer de la prostate, premier patient du Centre Henri-Becquerel à Rouen traité avec le recours à l'intelligence artificielle. Ici avec le Dr Pasquale Vitucci | . OUEST-FRANCE

Publié le 08/02/2026 à 16h42

Le 29 janvier 2026 restera gravé dans l'esprit des personnels du Centre Henri-Becquerel, à Rouen, en Seine-Maritime, spécialisé dans le traitement des cancers. Ils ont pu proposer à Jean-Claude, 76 ans, originaire de Dieppe, une prise en charge inusitée en Normandie de son cancer de la prostate. En l'occurrence une radiothérapie adaptée, ciblant parfaitement au jour le jour les zones à traiter avec l'aide de l'Intelligence artificielle (IA).



Profitez-vous de vos avantages abonné(e)s ?

Places de concerts, de matchs, livres... ils vous attendent sur LaPlace [J'y vais](#)

« Ça va vraiment guérir le mal »

Jean-Claude a droit à une longue explication sur ce traitement nouveau, par le Dr Pasquale Vitucci, onco radiothérapeute.

«Jusque-là, nous définissons un plan de traitement en une seule fois, après la réalisation d'un scanner. Avec vous, nous allons faire une radiothérapie adaptative en recalculant à chacune de votre visite le ciblage de la zone à traiter et la dose à administrer. Il s'agit donc d'être plus efficace sur la tumeur tout en préservant les tissus sains, dans un environnement où les organes sont mobiles : vessie et rectum notamment.»

Le Dieppois, craignant qu'un traitement initial «ne détruise plus que ça ne guérisse», se dit rassuré. «Là, ça va vraiment guérir le mal ; j'espère que ça va réduire mon cancer à zéro pour pouvoir continuer à vivre quelques années tranquillement.»

Lire aussi : [En six mois, quatre frères apprennent qu'ils ont tous un cancer de la prostate](#)

D'autres cancers à traiter en vue

Pour le Centre Becquerel, cette thérapie implique totalement les personnels soignants qui sont forcément deux à chaque prise en charge : un manipulateur d'imagerie et un opérateur de radiothérapie.

Le nouveau système de traitement, ultra-personnalisé, passe à chaque séance par une redéfinition des contours de l'organe à traiter, suit de près l'évolution de la tumeur en cours d'irradiation. |

OUEST-FRANCE

Près d'un an de formation intensive a été nécessaire. «Et ce n'est qu'un début,» assurent les équipes. «Ce protocole innovant sera étendu aux cancers de la vessie et aux cancers gynécologiques après une période nécessaire pour la maîtrise de la technique. Une extension de la radiothérapie adaptative aux cancers ORL est également envisagée. »L'équipement de 4,5 millions d'euros est l'œuvre de l'établissement, de la Région Normandie, de la préfecture de Seine-Maritime, de la Métropole Rouen Normandie, de la Ligue contre le cancer.

Après 30 ans d'existence, la clinique de Lillebonne ferme ses portes : "Je considère qu'on abandonne les 100 000 habitants de la vallée"

Myriam Libert

4-5 minutes

La clinique Tous vents de Lillebonne, près du Havre, fermera ses portes ce vendredi 6 février 2026, après 30 ans d'existence. Un peu plus de trois ans après son rachat par ses médecins, elle a été déclarée en liquidation judiciaire. Les employés témoignent de leur tristesse, et de leurs regrets.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Dans les couloirs de la clinique Tous vents de Lillebonne, en Seine-Maritime, on assiste à de nombreuses étreintes et accolades.

Le moment est difficile, et chacun des employés trouve dans ces marques d'amitié, un peu de réconfort. Après 30 années d'existence, la clinique ferme ses portes ce vendredi soir, et chacun a le cœur serré.

VIDÉO. Reportage d'A.Develay et N.Guibert :

durée de la vidéo : 00h01mn54s





La clinique Tous vents ferme ses portes ce vendredi 6 février 2026, après 30 ans d'activités • ©FTV

Dans les bureaux de la clinique, l'heure est au grand ménage, au tri des dossiers, au rangement de tout ce qui fut le quotidien de la quarantaine d'employés pendant des années.

Muriel Colboc, secrétaire et facturière, a vu la situation de l'établissement se dégrader depuis quelques années. *"Ça fait longtemps que je suis là, et c'est vrai que depuis le Covid, on sentait bien qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas"*, regrette-t-elle.

Ce vendredi soir, après 35 ans au sein de l'établissement, Muriel tournera définitivement la page. *"C'est pas simple, c'est beaucoup de souvenirs, je ne me rendais pas compte, mais là, oui, on va craquer"*, explique la secrétaire qui ne parvient pas à retenir ses larmes.

En décembre 2022, après six mois de difficultés, une dizaine de médecins de l'établissement avaient racheté la clinique, qui fonctionnait alors au ralenti faute de personnel.

Deux infirmières avaient été embauchées, ce qui avait permis à nouveau d'accueillir les malades 24 heures sur 24. Un soulagement dans ce bassin de population de 100 000 habitants.

Dernièrement, la situation de la clinique était devenue insoutenable. Certains salariés pointent les conséquences du Covid, d'autres une mauvaise gestion.

Pour Guillaume Terrier, brancardier, *"le fond du problème, c'est la baisse d'activités, des choses qui ne sont pas renouvelées, du matériel, des médecins, des salariés pas assez responsabilisés ou remerciés pour ce qu'ils sont capables de faire. C'est impossible de continuer, impossible"*.

L'amertume est aussi ressentie du côté des médecins de la clinique, qui ont le sentiment de démissionner.

Je considère qu'on abandonne d'une manière ou d'une autre, les 100 000 habitants de la vallée d'Or. Toutes les cliniques sont en difficultés financières, il n'y a pas que la nôtre. Il n'y a pas de raison qu'on laisse tomber les plus démunis.

Yves-Marie Stumm, médecin anesthésiste à la Clinique Tous vents

| de Lillebonne

Certains soins, comme la gynécologie, seront repris par l'hôpital de Lillebonne, le centre hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine. Une réflexion qui concerne aussi le personnel de la clinique Tous vents.

"Nous étudions les candidatures en fonction de nos besoins. Nous n'avons pas les mêmes activités que la clinique, et nous ne pourrons pas reprendre tout le monde, mais nous attacherons dans les mois à venir une bienveillance à ceux qui souhaiteraient nous rejoindre en fonction de nos possibilités", commente Nicolas Vilain, directeur délégué du CHI Caux vallée de Seine.

Ce soir, les pancartes de la clinique seront enlevées, signant définitivement la fin de l'activité.

« 100 000 patients abandonnés » : la clinique Tous Vents ferme définitivement ses portes à Lillebonne

4–5 minutes

Après une bataille de longue date pour la sauver, la clinique Tous Vents, située à Lillebonne, ferme définitivement ses portes ce vendredi 6 février 2026.

Sur le même thème

[Désertification médicale](#)

[Médecins](#)

[Santé](#)



La clinique Tous vents à Lillebonne ferme définitivement ses portes ce vendredi 6 février 2026. (©Adobe Stock)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 6 févr. 2026 à 17h13

Le rideau est tombé ce vendredi 6 février 2026 sur la clinique **Tous Vents à Lillebonne**. Après une mise en [redressement judiciaire](#) le 24 octobre 2025, le tribunal des activités économiques du [Havre](#) a acté **la liquidation de l'établissement**. 44 salariés, personnel administratif et soignants, se retrouvent désormais sans emploi.

Climat de tensions

Créée dans les années 1950 du côté de Gruchet-le-Valasse, la

clinique s'est installée en 1997 dans les locaux à côté du **centre hospitalier Caux vallée de Seine, à Lillebonne**, actant ainsi une étroite collaboration entre le secteur privé et le secteur public. Une première en France.

Au fil des années, des difficultés ont commencé à apparaître : **démissions, manque de moyens, crise du Covid-19...** En juin 2022, le docteur Yves-Henri Stumm [alertait sur les réseaux sociaux de cette situation](#). Finalement, en octobre de cette même année, 80 % des médecins de la clinique, dont le Dr Stumm, avaient [racheté l'établissement au groupe LNA Santé](#).

Mais cela n'a pas empêché son placement en redressement judiciaire en octobre 2025, malgré la **volonté de l'équipe de se battre**. Pour arriver jusqu'à la liquidation.

Ce vendredi 6 février au matin, le médecin anesthésiste continuait d'emballer les cartons avant de quitter les lieux.

(C'est fini, je suis triste : c'est vraiment la fin de quelque chose

Vidéos : en ce moment sur Actu

Qu'est-ce que la clinique Tous vents ?

Cette clinique se spécialisait dans l'activité chirurgicale avec 15 médecins praticiens et 44 employés (administration, infirmières, etc...). Elle se composait comme suit :

- Un service d'hospitalisation de 30 lits de chirurgie (dont 6 de surveillance de soins continus),
- Un service de Chirurgie ambulatoire de 24 lits,
- Un plateau technique composé de 4 salles d'intervention et 1 salle de réveil,
- Un pôle de consultations.

Des habitants « abandonnés »

Pour le médecin anesthésiste « qui s'est investi depuis 46 ans » et pour qui « c'est le dernier jour de travail », cette liquidation est une douche froide. Non seulement pour les médecins et salariés de la clinique mais aussi pour « **les 100 000 patients abandonnés** » de cette zone située entre Rouen et le Havre.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

(La structure privée permettait une certaine souplesse dans l'accompagnement des patients. Est-ce que l'hôpital va reprendre le plateau ? Est-ce que perdurera seulement un service

ambulatoire ?

Autant de questions qui, pour l'heure, ne trouvent pas de réponses. Contacté, le centre hospitalier Caux vallée de Seine, à Lillebonne, indique « **être en cours d'organisation** ». Selon nos confrères de [France 3](#), l'activité gynécologique sera reprise, tout comme une partie du personnel.

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"Comme un GPS pour le chirurgien" : un nouvel outil de pointe pour les opérations à l'hôpital des Feugrais

4-5 minutes

En 2026, le CHI Elbeuf - Louviers - Val-de-Reuil va se doter d'une salle hybride. Avec un outil d'imagerie de pointe et d'un robot, elle permettra des chirurgies plus précises.

Sur le même thème

[CHI Elbeuf-Louviers](#)

[Hôpital](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Le CHI Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil (Seine-Maritime) continue de s'équiper d'outils de pointe pour la prise en charge de ses patients. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 8 févr. 2026 à 21h50

Les projets et les investissements s'enchaînent, sur le site des Feugrais du [CHI Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil](#). Après [un appareil d'angiomammographie](#), un nouveau scanner, le test de livraison de médicaments par drones ou encore la création d'une unité Kangourou ces derniers mois, la direction de l'hôpital veut

poursuivre ses efforts pour la prise en charge des patients avec de l'équipement de pointe. C'est pour cette raison que le CHI a fait le choix de se doter, au cours de l'année 2026, d'une nouvelle **salle d'opération** dernier cri, qui devrait faciliter le travail des chirurgiens et le bien-être des patients. Son nom ? La **salle hybride**.

« Comme un GPS pour le chirurgien »

«La grande avancée, c'est que l'on va avoir des **images plus précises** des tissus pour le chirurgien. Ce sera utile pour la **chirurgie vasculaire** notamment. Le patient, lui, sera moins irradié qu'avec l'arceau actuel », résume le docteur Elise Rémy, la nouvelle présidente de la Commission médicale d'établissement, qui a succédé au docteur Thibault Simon.

« La salle existe déjà, mais on va y faire des travaux, détaille de son côté Maxence Avenel, ingénieur biomédical au CHI, qui travaille à cette implantation avec le docteur Adrien Boutin. On va plomber les murs pour des questions de radioprotection, on va la moderniser, refaire les sols... »



L'hôpital des Feugrais, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) va se doter d'un nouvel appareil de pointe pour équiper l'une de ses salles de chirurgie. ©CHIELVR

Le clou du spectacle, ce sera ce nouvel appareil d'imagerie piloté, doté d'un bras robotisé et d'un écran.

L'idée, c'est que c'est comme un GPS pour le chirurgien, pour qu'il puisse se diriger plus facilement. L'appareil permet de fusionner les images en cours avec des images de scanner, pour avoir une vision en 3D plus précise.

Concrètement, même si cette salle sera hybride puisqu'elle permettra toujours d'accueillir des opérations plus « classiques », elle devrait permettre une meilleure prise en charge des chirurgies

digestives ou des chirurgies cardiovasculaires.

« C'est de la chirurgie mini-invasive, qui permet de ne pas ouvrir le patient. C'est utile par exemple pour des opérations très courantes comme la pose de stents », illustre Elise Rémy.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Un enjeu d'attractivité

Pour un tel équipement, le CHI va évidemment devoir mettre la main au portefeuille. « En tout, il y en a pour **un peu moins d'un million d'euros**. Mais nous avons répondu à un appel à projets et nous sommes accompagnés par la Métropole Rouen Normandie à hauteur de 500 000 euros », poursuit Elise Rémy.

Pour la présidente de la CME, au-delà même de l'intérêt pour le patient, ce genre d'investissement est un enjeu fort pour l'hôpital : « C'est une technique de pointe reconnue en chirurgie. Si on veut pouvoir **attirer des praticiens**, c'est nécessaire de l'avoir. »

Mais avant de voir la salle hybride accueillir ses premières opérations, il va encore falloir se montrer patient. Après une période de travaux, l'objectif pour l'équipe médicale est d'avoir « un patient opéré le 1er octobre 2026 ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Une hausse des saisines » : à Dieppe, Jean-Luc Hudé retrouve la présidence du conseil des prud'hommes

Arnaud COMMUN

5-6 minutes

Jean-Luc Hudé retrouve en 2026 la présidence du conseil des prud'hommes de Dieppe, qu'il avait quittée en 2025. Il succède à Katia Chabane. Cette juridiction est de plus en plus sollicitée.



Publié: 7 Février 2026 à 07h09 Temps de lecture: 2 min

À 64 ans, Jean-Luc Hudé est le président du conseil des prud'hommes de Dieppe depuis le 1er janvier 2026. Il prend la suite de Katia Chabane, qui lui avait déjà succédé à ce poste en janvier 2025. C'est le principe de cette juridiction : tantôt un membre du collège des salariés, comme Jean-Luc Hudé, préside. Tantôt c'est un membre du collège des employeurs.



Jean-Luc Hudé préside le conseil des prud'hommes de Dieppe

depuis le 1er janvier 2026 - Photo Arnaud Commun

Ancien salarié de la centrale nucléaire de Paluel, domicilié à Offranville dans l'agglomération de Dieppe, [Jean-Luc Hudé constate « une hausse des saisines dans toutes les sections. »](#) Les litiges entre les personnels et leurs employeurs sont donc en augmentation, sur le papier.

219 saisines en 2025

« Nous avons enregistré 219 saisines en 2025, contre 196 en 2024 », rapporte Katia Chabane, le jeudi 29 janvier 2026, à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée du conseil des prud'hommes de Dieppe, qui rayonne sur le périmètre du tribunal judiciaire de Dieppe. Les saisines étaient au nombre de 143 en 2023 ! Leur hausse dépasse donc les 50 % en deux ans.

(Je reste très attachée à la justice prud'homale

Katia Chabane, Ex-présidente du conseil des prud'hommes de Dieppe

L'ex-présidente indique que « les délais de traitement ont été réduits. » Katia Chabane fut « la première femme présidente du conseil des prud'hommes de Dieppe. J'espère avoir ouvert une porte. Je reste très attachée à la justice prud'homale ».

Conflits dans le privé

Le champ d'action de ce tribunal est particulier, comme le précise le Ministère de la Justice : *« Les conseils de prud'hommes sont des juridictions civiles de premier degré. Elles sont compétentes pour régler les litiges individuels nés à l'occasion d'un contrat de travail de droit privé entre employeurs et salariés. »*

Les conseillers prud'homaux sont des magistrats non professionnels. Ils sont à parts égales patrons ou employés.

Trente-deux conseillers

« Trente-deux conseillers prud'homaux sont nommés à Dieppe pour la période comprise entre 2026 et 2029. Ils ont prêté serment le 7 janvier 2026 », souligne Katia Chabane, fière d'une sauvegarde interne obtenue en 2025 : *« On a pu garder la section agriculture, qui devait fermer ».*

D'après les textes officiels, trente-six conseillers sont prévus pour assurer les missions de cette juridiction dieppoise. Quatre postes sont donc vacants. Ils sont quinze magistrats au collège employeur, qui compte donc trois postes vacants. Ils sont dix-sept au collège salarié, où un poste est non pourvu.

Détruit par un incendie en 2021, que va devenir le moulin de Blainville-Crevon ?

5–6 minutes

En septembre 2021, un incendie détruisait l'ancien moulin de Blainville-Crevon. La commune s'est portée acquéreur du site et l'avenir du lieu sera un sujet pour les prochains élus.

Sur le même thème

[Incendie](#)

[Patrimoine](#)

Article réservé aux abonnés



Blainville Crevon incendie moulin ©Photo d'archives

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 9 févr. 2026 à 8h10

Le lundi 27 septembre 2021, l'**ancien moulin de Blainville-Crevon** était détruit par un **incendie** qui [s'était déclenché dans la nuit](#). Le propriétaire de la bâtisse, Tom, un ressortissant britannique installé dans la commune depuis plusieurs années, avait finalement été **retrouvé mort sous les décombres** : son identification avait officiellement été confirmée après **des tests ADN** réalisés sur des membres de sa famille. Un événement qui avait choqué les Blainvillais qui connaissaient bien l'habitant des lieux et qui ont dû

s'habituer, au fil des mois, à contempler les ruines de l'ancien moulin, un élément du patrimoine du village.

La commune a confirmé, en décembre dernier s'être portée acquéreur

Le maire du village, Philippe Picard, avait pris [un arrêté de péril](#) afin d'interdire l'entrée du site, devenu **en l'état dangereux**, à tout visiteur. Les membres de la famille, héritiers du site étaient alors venus rencontrer l'élu pour évoquer l'avenir du lieu.



Blainville Crevon moulin ©Isabelle VILLY

Après tout ce temps, en décembre 2025, le maire pouvait enfin annoncer que la commune de Blainville-Crevon s'est **portée acquéreur pour l'ancien moulin**. Un acte qui a, effectivement, nécessité de longs mois de travail avant que les deux parties parviennent à un compromis.

Des négociations longues et compliquées

« Depuis le Brexit (retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne), les relations avec les Britanniques se sont trouvées compliquées. Nous avons d'ailleurs eu recours aux services d'un avocat spécialisé qui maîtrise la langue et les termes parfois complexes de ce type de dossier », souligne Philippe Picard. Quoi qu'il en soit, la commune a finalement pu faire **une offre d'achat** par rapport à l'estimation du prix de la bâtisse, aujourd'hui en ruines, et située sur un terrain de plus de trois hectares.

« Rétablir la continuité hydraulique »

La première chose à faire pour la commune sera, avec l'aide du syndicat d'eau concerné, de « **rétablir la continuité hydraulique et écologique du site** », indique le maire. Le cours d'eau Le

Crevon passe en effet sous la bâtisse et les gravats qui ont pu s'accumuler lors de l'incendie, font qu'on constate la présence d'eau en plus grande quantité dans le petit bras de la rivière. Mais Philippe Picard tient à rassurer tout le monde : des diagnostics ont été réalisés qui n'ont montré aucune pollution de l'eau.

Ceci dit, une fois cet élément patrimonial de la commune acquis, il conviendra de **s'interroger sur ce qu'il en sera fait**. À cette étape, le maire ne peut pas se prononcer et indique que c'est le prochain conseil municipal qui sortira des urnes, en mars 2026, qui devra plancher sur le dossier. Il faudra sûrement envisager de détruire une partie de la bâtisse très endommagée par l'incendie, tout en s'interrogeant sur la possibilité de conserver quelques-uns des éléments qui rappellent l'histoire du lieu, du temps où il fabriquait encore de la farine.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Une réflexion à mener pour le prochain conseil municipal élu

Au-delà de la bâtisse, la réflexion devra porter sur l'usage qui sera fait du terrain autour du moulin, en sachant qu'il n'existe qu'une seule entrée pour accéder au lieu, à savoir celle située avant le petit pont, dans le centre-bourg. La partie située devant le moulin pourrait ainsi, pourquoi pas, être aménagée en zone humide...



Blainville Crevon ancien moulin ©DR

Il est évidemment trop tôt pour se projeter, mais le prochain conseil municipal de Blainville-Crevon devra assurément travailler sur ce dossier et tenter de redonner, sinon vie au moulin, du moins ouvrir

une autre page de l'histoire du site où il a été implanté.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).